Belgrado Pedrini

Nous fûmes les rebelles, nous fûmes les brigands…

Eclats autobiographiques d'hommes contre

MUTINES SÉDITIONS

Edition originale :
Belgrado Pedrini
«NOI FUMMO I RIBELLI, NOI FUMMO I PREDONI...»
Schegge autobiografiche di uomini contro
Edizioni Anarchiche Baffardello
Carrara 2001

Mutines Séditions
BP 275
54 005 Nancy cedex
france
http://mutineseditions.free.fr

novembre 2005

Un certain goût pour la liberté

C'est l'histoire d'un jeune homme autodidacte de 18 ans qui s'engage dans la lutte révolutionnaire. Le parti fasciste est alors installé aux commandes de l'Etat italien depuis près d'une dizaine années. C'est l'histoire d'un anarchiste qui s'arme contre lui bien avant 1943, année du débarquement anglo-américain en Sicile, de la chute provisoire de Mussolini et des débuts officiels de la Résistance. Bien avant la fin de la trêve entre le fascisme brun et le fascisme rouge. Celle qui a par exemple conduit le Parti communiste italien, inféodé à Togliatti, à proposer à ses militants d'infiltrer les indispensables structures de masse créées par les fascistes pour un jour les retourner à son propre service.

Un jour… L'attente dans une nuit sans fin, en cette période qui précède le second conflit mondial. Des poignées d'hommes courageux et déterminés sont pourtant prêts à risquer le tout pour le tout plutôt que de continuer à survivre sous un tel régime. Comme sous n'importe quel régime d'ailleurs, dès lors qu'il est placé sous le règne de l'Etat, de l'exploitation ou de la marchandise.

C'est l'histoire d'un condamné qui, attendant son exécution dans la prison de Massa avec ses compagnons pour avoir tué des fascistes, est libéré avec tous les autres par un groupe de partisans en juin 1944. C'est l'histoire d'un combattant qui ne dépose pas les armes à la libération du territoire national. C'est l'histoire d'un ex-partisan de 32 ans qui est arrêté en mai 1945 et condamné quatre ans plus tard à 30 ans de prison, accusé d'avoir

tué un policier et d'expropriations au détriment d'industriels fascistes de Carrare, Milan et La Spezia. Délits de droit commun, car commis avant 1943, et par des anarchistes. Condamné, tout comme des centaines d'autres ex-partisans qui ne sont pas disposés à accepter les joies de la démocratie imposées par le Parti communiste et les partis bourgeois chrétiens ou réformistes. C'est l'histoire d'un prisonnier qui, de tentatives d'évasion en mutineries collectives, ne sort de l'enfer carcéral qu'au milieu des années 70, en toute fin de peine. C'est, enfin, l'histoire d'un révolté qui continue ensuite à user de toutes les armes de la critique, de la fondation du Circolo Cultu-rale Anarchico (bibliothèque populaire) et du Circolo Bruno Filippi, à ses articles dans *L'amico del popolo*, en passant par son appui au groupe de lutte armée libertaire *Azione Rivoluzionaria* (1976-1979).

Cette histoire aurait pu être le résumé de la vie de Belgrado Pedrini, qui a commencé à en consigner quelques éclats avant de mourir en février 1979. Il les a malheureusement laissés inachevés, confiant à un ami… le soin d'en faire ce qu'il en voulait.

Pedrini fut un de ces hommes dont on aime à connaître le parcours, qu'on peut aisément citer comme exemple presque définitif dans une conversation sur la continuité de l'engagement, pour sa radicalité, son courage ou sa détermination. Parce que *cette* histoire peut désormais trôner à son tour sur une étagère de ce côté-ci des Alpes, on pourrait certes se limiter à une telle lecture partielle de la traduction de ses mémoires.

Comme pour les milliers d'individus qui ont combattu lors de la guerre de classe espagnole avant-guerre et dont il ne reste trace qu'à travers la reconstruction de biographies pour les plus connus d'entre eux, on sait bien peu de chose des centaines d'anarchistes italiens qui se sont lancés à corps perdu dans la lutte pour la liberté au cours des années 20 et suivantes.

Parce qu'ils n'en ont pas eu le temps. Parce qu'ils ne savaient ou ne voulaient pas écrire. Parce que l'oralité conserve une saveur particulière qu'aucun texte ne peut rendre sans la dénaturer et porte en elle l'intimité propre à un rapport vivant. Parce que la mémoire des défaites est toujours plus difficile à transmettre. Parce que bien peu d'oreilles avaient envie de les écouter.

A ce titre, les fragments qu'a laissé Pedrini nous sont précieux. Ils nous offrent la possibilité de recevoir, au-delà des frontières et des années, un peu de l'expérience et de l'humanité d'un compagnon qui a su affronter le monde avec ses moyens. Un monde qui a certes un peu changé, mais qui plonge ses racines dans les mêmes eaux glacées de la domination.

Ses fragments ne sont ni une longue succession de hauts faits d'armes qui nous renverraient à une époque lointaine où on pouvait encore forcer les engrenages adverses et porter des coups significatifs à l'ennemi, ni une mise en scène auto complaisante. L'auteur est suffisamment sincère et entier pour laisser libre cours à ses appréciations ou pour tenter, à l'aune de sa seule vie de révolté, une brève analyse de quelques mécanismes de la servitude volontaire carcérale.

C'est aussi un témoignage sur des compagnons oubliés ou disparus, sur une lutte et un engagement toujours actuels. Non pas pour encourager artificiellement et de manière rhétorique les compagnons d'aujourd'hui à continuer le combat, mais parce que, des années 30 à la fin des années 70, dedans comme dehors, Belgrado Pedrini les a vécu et partagés ainsi.

On ne s'étonnera donc pas de trouver dans le texte cette forme d'idéalisme d'une génération qui portait en elle de façon bien vivante les luttes sanglantes du prolétariat de la fin du siècle précédent et la diffusion des idées anarchistes de l'époque de Malatesta. Ni de rencontrer parfois une rigidité qui le porte à parler durement de ses compagnons d'infortune en prison. Une

attitude que l'on ne peut comprendre que dans le contexte de l'époque (les prisons des années 50 et 60 d'avant les grandes mutineries), et qu'à travers le parcours d'un révolté rétif aux compromis, dont la captivité fut rendue plus rude encore par la soumission diffuse qui l'entourait et l'isolement dans lequel il se trouvait. Cette situation ne le conduit pourtant pas à désespérer. Car s'il est bien une chose que Pedrini conserve tout au long de ces années, c'est l'espoir. Non pas l'espérance, qui confine à la foi religieuse ou se confond avec l'attente des lendemains qui chantent, mais l'espoir d'une libération totale, individuelle et collective, vécue comme un possible à portée de la main. Un possible à conquérir.

Nous n'avons pas voulu gommer ces aspérités par une traduction complaisante, car nous y voyons des complexités qui font de Pedrini non pas un personnage historique, mais un individu dans toute la richesse de son irréductible humanité, et un compagnon de route auquel nous nous attachons par ces liens mystérieux qui peuvent parfois unir une génération à l'autre.

Le temps de l'affrontement armé contre le fascisme est devenu un sujet de roman noir ou l'occasion de fêter le bonheur de l'exploitation pacifiée. Le capitalisme démocratique ne s'en sert plus que comme épouvantail lorsqu'il s'agit de resserrer les rangs, et l'on voit à l'occasion réapparaître les figures des *incontrôlés* espagnols ou des *bandits* italiens, mais dépouillés de leur qualité de révolutionnaires. Non pas au sens générique du mot ou des formes institutionnelles qui s'en revendiquent, mais comme l'aspiration qui leur a donné une raison de vivre et la force d'affronter —la rage au cœur et l'arme au poing— l'ennemi qui se présentait alors sous le visage du fascisme. Sans attendre, par tous les moyens cohérents avec leur éthique individuelle, pour une liberté basée sur l'autonomie et la réciprocité.

Ce qui caractérisait une partie des partisans, a fortiori les anarchistes, ce n'était en effet certainement pas l'antifascisme

tel que les démocrates et les staliniens de toujours peuvent à présent le dépeindre, mais au contraire *un certain goût pour la liberté*. Les chaînes qu'ils se sont évertués de briser n'étaient pas tant celles d'un régime particulièrement infâme pour tout esprit un tant soit peu critique, mais celles qui réduisent une vie à la condition d'exploité, et la liberté à un choix entre différentes oppressions. Il ne s'agissait pas pour eux de ne libérer qu'une seule portion de terre d'une occupation étrangère, comme les peuples colonisés en ont fait l'amère expérience après 1945, mais de détruire tous les Etats et leurs frontières dans une perspective internationaliste. Tout comme il ne s'agissait pas pour eux de ne s'attaquer qu'aux seuls exploiteurs collabos, mais bien de détruire les rapports de classe dans une perspective anticapitaliste.

Pedrini n'a en effet été « partisan » que parce que le régime se nommait « fasciste », c'est l'Etat et le pouvoir en soi qu'il combattait. Il n'a été « mutin » que parce que les murs qui le retenaient se nommaient « prison », ce sont toutes les structures qui emprisonnent la liberté au nom de la justice ou de la raison (comme les asiles, contre lesquels il a écrit plusieurs textes) qu'il combattait. Il n'a été « expropriateur » d'industriels fascistes que parce l'argent dont il avait besoin pour lutter était concentré là, c'est le système capitalisme, même dévêtu de sa chemise noire, qu'il combattait. Il n'a été « terroriste » —comme l'Etat nommait ceux qui s'opposaient à lui les armes à la main dans les années 70, avant d'étendre le sens du mot à toute dissidence radicale— que parce que c'était le langage d'une critique pratique de la domination qui en appelait tant d'autres.

Au-delà des formes d'organisation qui privilégient toujours l'autonomie et l'affinité (les actions individuelles clandestines avant 1943, les groupes de partisans autonomes et coordonnés jusqu'en 1945, les évasions à petit nombre ou les mutineries collectives en fonction des possibilités lors de sa longue incarcération, l'appui aux groupes affinitaires coordonnés au sein

d'*Azione Rivoluzionaria* à la toute fin de sa vie), Pedrini n'a privilégié aucune forme de lutte. La distribution de tracts clandestins et le collage d'affiches était le complément nécessaire aux actions armées contre les fascistes. L'écriture —de tracts avant la prison, de poésies en galère ou d'articles à sa sortie—, n'a par exemple jamais été considérée comme une activité secondaire. L'agitation, qui voulait dire pour l'anarchiste participer aux luttes à sa façon et être ouvert aux transformations sociales en cours, avait pour objectif une révolution libertaire pour toutes et tous.

L'antifascisme est une idéologie bien utile pour d'une part amener une partie des dominés à une collaboration de classe, et pour d'autre part se dissocier de perspectives de lutte qui ne se limiteraient pas à viser tel ou tel aspect du fascisme, mais tenteraient d'analyser et donc de frapper l'expression même du pouvoir, quelles que soient les formes historiques dont il se pare (en agissant par exemple hors des périodes de « front uni » ou à l'extérieur des « dictatures concernées »). Face à de telles perspectives pratiques, s'évanouit en général immédiatement l'alibi antifasciste, alibi qui résonnait jusque-là comme une sorte d'autorisation morale de se lancer dans une lutte féroce contre le pouvoir et ses serviteurs. Nombre d'antifascistes sont alors pris de doute, finissant par se demander si c'est vraiment le moment d'attaquer, s'il n'existe pas de moyens de mener une autre forme de lutte politique contre le pouvoir, une lutte sinon réformiste, mais au moins capable de prendre en compte les degrés répressifs qu'une démocratie est toujours en mesure de proposer à ses adversaires. Une grande partie de ces antifascistes soudainement dubitatifs finit souvent par abandonner ceux qui continuent de lutter contre la domination sans le moindre respect pour les périodes historiques officielles (après 1945 pour les Français ou les Italiens).

Des quelques lignes que nous a laissées Pedrini, émergent d'autres parcours qui viennent nous rappeler la continuité de compagnons qui n'ont pas limité leur engagement radical à la seule résistance tolérée contre le virage fasciste du capital. Giovanni Mariga, vice-commandant de la formation partisane « Elio », fut condamné à perpétuité en 1946, accusé du meurtre d'un ex-secrétaire du parti fasciste commis après-guerre. Il est sortit de prison en 1968 à l'âge de 69 ans, après 22 ans de galère. Giovanni Zava, un autre partisan carrarais, est sorti de prison en 1974, après 31 ans de galère, accusé des mêmes délits que Pedrini : meurtre d'un policier en 1942 et expropriation d'industriels fascistes. Elio Wochiecevich, le commandant de la formation de partisans qui a porté son nom, sort de prison à la fin des années 60 après avoir purgé 10 années, accusé d'être l'auteur d'un attentat accompli dans l'immédiat après-guerre contre une caserne de CRS à Carrare. Goliardo Fiaschi, anarchiste engagé dans la Résistance à l'âge de 13 ans, est arrêté le 30 août 1957 à Barcelone en compagnie de l'espagnol Luis Agustin Vicente. Avec José Lluis Facerías, assassiné le même jour par la police, il faisait partie d'un groupe de guérilleros urbains italo-espagnol retourné affronter le fascisme de l'autre côté des Pyrénées. Condamné à 20 ans de prison, il sera extradé vers l'Italie en 1965. Là, il effectuera une peine de 13 ans de prison, accusé d'un braquage commis en 1957 à Casale Monferrato afin de financer les actions antifranquistes. Fiaschi ne sortira de galère qu'en 1974, 17 années après son expédition ibérique.

Enfin, au-delà de ces quelques compagnons que Pedrini a continué de croiser dans les différentes geôles de son pays et avec lesquels il a parcouru le chemin sinueux de la révolte, il y a toutes les actions accomplies par les anonymes, celles dont il ne reste volontairement pas de traces écrites, ceux qui sont restés à l'ombre des projecteurs de justice, hors de portée des griffes des nouveaux bourreaux démocratiques. D'expropriations en gestes explosifs, une partie des anarchistes qui avaient eu l'occasion

de combattre la domination sous le fascisme n'ont pas mis un terme à leur vie d'irréguliers et à leur soif de liberté.

En ce qui concerne les autres compagnons, plus connus du lecteur italien, on ne rappellera ici que la mémoire de quelques uns : ceux qui ont décidé de frapper de là où ils étaient, en exil, alors qu'ils auraient pu profiter des quelques garanties formelles offertes par les démocraties qui les avaient accueillies bien malgré elles (rappelons que des milliers de républicains Espagnols furent incarcérés dans des camps de concentration du sud de la France dès 1939, et que nombre d'Italiens furent expulsés) et se contenter des pétitions, manifestations et autres comités unitaires.

Le 3 septembre 1923 à Paris, Mario Castagna élimine le fasciste Gino Jeri. En février 1924, on assiste à une série d'attentats en France contre les sièges du parti fasciste et les consulats italiens. Le 20 février 1924 dans un restaurant parisien, Ernesto Bonomini tue de plusieurs coups de feu Nicola Bonservizi, responsable du parti fasciste à l'extérieur, correspondant du *Popolo d'Italia* et rédacteur du journal fasciste de Paris, *L'Italie Nouvelle*. En septembre 1927, Di Modugno commet un attentat contre le comte Nardini, consul de Paris. Le 22 août 1928, le marquis Di Mauro, consul d'Italie, est blessé par un attentat anarchiste à St Raphaël. Le 8 novembre 1928, Angelo Bartolomei tue à coups de revolver le prêtre fasciste don Cesare Cavaradossi, vice-consul de Nancy, qui lui avait proposé de devenir une balance pour éviter l'extradition. En 1928, une grenade explose contre un siège du parti fasciste de Juan-les-pins : Malaspina est arrêté et torturé en prison avant d'être acquitté, faute de preuves. Il mourra l'année suivante à Paris des suites de ce séjour forcé. En 1932, attentat anarchiste à Marseille contre le siège de l'union des anciens combattants italiens.

En dehors de ces quelques anarchistes italiens qui ont agi individuellement par choix ou suite à une analyse de l'absence de réaction « des masses » —selon l'expression de Pedrini—,

nombre d'entre eux ont participé aux groupes de partisans qui se sont développés outre-Alpes à partir de fin 1943. Limités numériquement, ils étaient en général intégrés aux brigades Garibaldi (liées au parti communiste) ou Matteotti (liées au parti socialiste), bien que certains aient réussi à constituer des groupes disposant d'une relative autonomie. Mais à la fin de la guerre, comme cela s'était déjà produit au sein des formations antifascistes espagnoles en 1937 lorsque les communistes ont entrepris de militariser les milices, ces quelques formations autonomes de partisans anarchistes italiens ont à leur tour subi le changement de cap des cadres staliniens. Il visait cette fois à transformer leur lutte révolutionnaire en une lutte de libération nationale, afin de ne rétablir qu'un ordre bourgeois différent.

On trouve par exemple des groupes anarchistes au sein de la 28e *Brigata Garibaldi* dans la zone de Ravenna, au sein de la *Divisione Garibaldi-Friuli* dont le premier noyau fut libertaire, au sein de la formation « Silvano Fedi » autour de Pistoia (53 hommes), au sein des brigades « Malatesta-Pietro Bruzzi » (1 300 hommes) intégrées aux formations *Matteotti* à Milan, au sein de la 23e Division autonome « Sergio De Vitis » à Turin, au sein des brigades « Pisacane » et « Malatesta » (400 hommes) à Gênes, au sein des formations autonomes « Michele Schirru », « Gino Lucetti », « Elio » et « Lunense » coordonnées dans la *Brigata Apuana* autour de la région de Carrare. En outre, on peut citer pour mémoire le cas de certains anarchistes qui ont fini par occuper des responsabilités au niveau national, comme Emilio Canzi à Piacenza, qui s'est retrouvé à la tête de trois divisions et 22 brigades (soit plus de 10 000 hommes) ou Giovanni Domaschi qui, après 11 années de prison, 9 années de mise au banc et deux évasions, devient le fondateur du Comité de Libération Nationale de Vérone (instance locale coordinatrice de la Résistance), avant d'être arrêté et de mourir en déportation à Dachau.

Aujourd'hui, suite notamment à la liquidation de la tempête

sociale des années 70 qui a porté une possibilité inachevée mais toujours féconde (et dont les premières armes ont été fournies par d'anciens partisans), l'Etat est parvenu à prendre une bonne longueur d'avance sur les révolutionnaires. On pourrait ainsi décrire à l'infini les instruments militaires, technologiques ou législatifs qu'il affine. Une de ses plus grandes victoires reste cependant la paix sociale qui s'est imposée de force contre les rebelles avec la résignation ou la complaisance d'une bonne partie de la population.

Mais tout n'est pas si solide. Même le vieux verbe creux des gauches s'est épuisé au contact de leur misérable opposition, voire de leur excellente gestion de la domination. L'idéologie sécuritaire, qui prend prétexte des illégalismes de la survie et des quelques actions spectaculaires qui touchent parfois l'Etat et ses sujets, s'est ainsi développée afin de maintenir des conditions d'exploitation que le développement du capitalisme rend toujours plus difficiles dans cette partie du monde. Le meilleur exemple en est la politique contre les immigrés : il ne s'agit ni de les expulser réellement tous, ni de les empêcher de fuir les conditions de survie auxquelles ils sont acculés, mais bien de les précariser ici par la matraque et la peur des contrôles afin de les mettre au travail dans des conditions proches de celles de leurs pays d'origine (citons simplement les secteurs du bâtiment, du textile ou de la restauration qui en vivent largement). Enfin, le retour en force de la figure du « terroriste » avec sa définition toujours plus extensive qui englobe toute perturbation de l'ordre social, politique et économique –même minime comme l'occupation ou la grève sauvage–, est le symptôme d'une logique répressive qui reste l'arme ultime de toujours pour tenter de faire rentrer de force les bras et les têtes dans l'infini bonheur de la marchandise lorsque le cœur n'y est plus.

Ces dernières années, de nombreux anarchistes italiens ont continué d'être incarcérés (du procès Marini aux opérations Cervantes ou Cor), sous le coup notamment de l'inculpation d'

« association subversive », suite à des sabotages revendiqués qui ont frappé l'Etat (prison, casernes, mairies, sièges de partis politiques ou syndicaux, sièges de journaux) ou des structures du capitalisme (agences d'intérim, immobilières, concessionnaires automobiles, pylônes électriques, laboratoires de recherche) et parfois blessé leurs serviteurs. Malgré une répression des manifestations de rue qui s'exprime avec moins de tact (de Gênes aux protestations étudiantes), un quadrillage policier des quartiers populaires des grandes villes (avec son lot de rafles et d'exécutions comme à Turin), des conditions d'incarcération où l'isolement total devient la norme pour toujours plus de prisonniers (art. 41bis), une gestion sans concession des grèves sauvages ou la multiplication des agressions physiques des nervis au crâne rasé, il serait erroné de parler d'un retour du fascisme et par conséquent d'une nécessaire entrée en résistance. Le capitalisme a en effet largement dépassé la fausse opposition fascisme/démocratie, pour parvenir à un système total où on peut moins que jamais affronter un de ses aspects sans remettre l'ensemble en question. Où s'opposer réellement signifie *pour tous* se poser en ennemi.

Une lecture hagiographique de ce livre en constituerait le mode le plus simple. Et le moins intéressant. Nous vivons en effet une étrange période où la seule perspective collective possible semblerait être soit celle du citoyennisme de la gauche alternative qui pousse à une réappropriation sociale des instruments de domination, soit celle de la désertion. Dans un tel contexte, il n'est alors guère surprenant que les éclats de vie du passé servent toujours d'avantage à justifier l'inactivité contemporaine (en s'enfermant dans le culte de la charogne ou en s'évertuant à démontrer que les conditions objectives ont changé), ou à l'inverse à mythifier les seuls faits, l'action antagoniste en soi, oubliant volontairement l'esprit qui la rendait soit brûlante soit banalement au service des challengers de la domination.

Une lecture idéologique faisant de Pedrini un exemple à suivre ou admirer plutôt qu'un parcours de révolte à partager et critiquer, le priverait ainsi de toute sa nécessaire complexité. Tout comme une lecture privilégiant la seule belle geste enlèverait toute force à un compagnon qui, s'il a toujours tenté de s'exprimer sans compromis, le fit cependant dans une confrontation permanente guidée par sa haine de classe et son amour anarchiste de la liberté.

Ce qui nous a, quant à nous, poussés à publier ce petit texte, au-delà des raisons de cœur et d'esprit, c'est la continuité révolutionnaire d'un compagnon qui nous inspire encore au présent, d'un individu en révolte contre l'*ordre entier de ce monde*.

Et c'est peut-être bien la vivacité de ces aspirations qui lui a donné la possibilité de rester cohérent avec son éthique.

Aujourd'hui comme hier

---

1. Concernant l'activité des anarchistes contre le fascisme, on peut consulter pour information : Collectif, *La resistenza sconosciuta*, Zero in condotta (Milan), 2d ed. 2005, 206 p. et surtout Pietro Bianconi, *Gli anarchici italiani nella lotta contro il fascismo*, edizioni Archivio Famiglia Berneri (Pistoia), 1988, 200 p.

Nota Bene : Toutes les notes du livre sont des traducteurs. Les ouvrages qui y sont mentionnés ont pour objectif de satisfaire le lecteur curieux.

Introduction à l'édition italienne

En éditant ce récit autobiographique de Belgrado Pedrini, que viennent compléter quelques témoignages directs d'autres compagnons, nous avons trouvé indispensable de le faire précéder d'une note complémentaire, l'œuvre restant incomplète suite à la mort de l'auteur. On sait que le ministère de l'intérieur, au cours des vingt années fascistes, avait coutume de publier des avis de recherche. Ils comportaient de longues listes de personnes subversives à arrêter ou à persécuter, dont nombre d'anarchistes, précédées d'une note qui précisait que les jeunes non encadrés et rebelles à la dure discipline imposée par la dictature étaient « oisifs », « portés au vice » et « enclins à toutes sortes de violences ». C'est ainsi qu'étaient dépeints les compagnons Belgrado Pedrini, Giovanni Zava et Gino Giorgi, qui avaient commencé leur lutte armée contre le fascisme bien avant le 8 septembre 1943 (1).

Ces compagnons commencèrent cette lutte après avoir désarmé et malmené cinq militaires fascistes dans un bistrot de Carrare. Tous trois entrèrent alors en clandestinité et devinrent actifs entre Milan, La Spezia et Carrare, s'adonnant aussi bien à des actions de propagande qu'à des attentats armés et explosifs contre des chefs fascistes connus ou des casernes

Une nuit de novembre 1942, ils furent surpris par une patrouille de nazifascistes en train de coller des affiches dans une rue de Milan. A l'ordre de se rendre, les trois compagnons répondirent avec leurs armes. S'ensuivit une fusillade qui dura plusieurs heures. Malgré l'encerclement et leur épuisement, ils

réussirent à échapper à la capture et à regagner La Spezia. Là, ils furent reconnus par un espion de l'OVRA (2), et dénoncés.

Un soir, alors qu'ils rentraient d'une distribution de tracts, ils tombèrent nez à nez avec une patrouille mixte de policiers italiens et allemands. Un brigadier fasciste fut refroidi au cours de l'échange de coups de feu,. Les trois compagnons, gravement blessés et désormais sans munitions, furent capturés. Traînés de caserne en caserne, entre coups et sévices innommables, ils furent conduits de La Spezia à Milan et, de là, transférés à Massa. C'est dans la prison de cette ville qu'ils attendirent un procès dont le verdict était quasi certain : être fusillés. Pour ces chefs d'inculpation —détention d'arme et meurtre d'un fasciste—, la loi martiale prévoyait la peine de mort.

La hiérarchie fasciste avait l'intention de fusiller immédiatement les rebelles pour infliger un coup dur à la résistance armée de Carrare. Mais le hasard voulut que Giovanni Zava, gravement touché au cours de l'affrontement, ne pouvait pas marcher. Or la loi martiale prévoyait que le condamné à mort devait se rendre à pied devant le peloton d'exécution. Le procès sommaire et l'exécution qui devait suivre furent donc renvoyés.

Nous verrons plus loin que ces compagnons seront libérés par un groupe de partisans en juin 1944. Ils continueront la lutte armée contre le fascisme dans les montagnes de Carrare jusqu'en avril 1945 (3), et au-delà. La République issue de la Résistance, leur offrira plus de 30 années de prison en remerciement de leur contribution,.

D'après le remarquable article du compagnon Sergio Ravenna, « 1943 : dov'è la verità ? » [1943 : où est la vérité ?], paru dans la revue bimestrielle *Il Mensile apuolunense* en octobre/novembre 1984, le premier affrontement entre l'armée d'occupation nazie et les anarchistes eut lieu le 10 septembre 1943 sur le versant est de Carrare (au lieu-dit Monte d'Armi). Les troupes nazies terminaient alors une opération de ratissage contre un groupe de chasseurs alpins italiens de la division « Val di Fossa » en

pleine retraite, aidés par les fameux chars *Tiger*.

A ce propos, Sergio raconte : « *A quelques pas de moi, Marcello Grassi fut touché par un Tiger (les morceaux de son corps arrivèrent jusqu'à la rue en contrebas), Mauro Segnanini et Giuseppe Galeotti (Giorgio) furent touchés aux jambes, heureusement sans gravité...* »

Cet affrontement et les opérations qui s'ensuivirent se concluront avec succès par la réappropriation des armes abandonnées par les chasseurs alpins, qui vinrent s'ajouter à celles soustraites à la caserne Dogali. Le dépôt d'armes de la fabrique Breda, de Massa, fut également dévalisé et le butin caché dans une carrière de Valbona. D'autres armes furent cachées à Lorano II, dans les carrières d'Ugo Mazzucchelli.

Entre-temps, les premiers rescapés des camps de concentration de Renicci d'Anghiari revenaient à Carrare, dont les compagnons Giuseppe Azzari, Perissino Venturelli, Onofrio Lodovici, Napoleone Vanelli, etc.

Dans la zone des Alpes Apuanes, l'armée nazie et la milice fasciste affichèrent les premiers avis de conscription forcée, auxquels les jeunes répondirent par un refus total, prenant le maquis pour grossir les rangs des partisans qui étaient déjà dans les montagnes.

Ceux qui prirent part à l'opération du Monte d'Armi rentrèrent clandestinement en ville quelques jours après. Ces compagnons commencèrent à faire prisonniers des fascistes et des nazis isolés, et les ramenèrent dans un local approprié situé via Beccheria, connu sous le nom d'*il Buco* (« le trou »). Les captifs étaient ensuite transférés de nuit dans les montagnes.

Entre-temps, les différents groupes de compagnons commencèrent à engager plusieurs affrontements armés dans différentes parties de la ville et dans les zones limitrophes (Avenza, Fossola, S. Francesco, Miseglia, Gragnana, Torano, Castelpoggio, Campo Cecina, etc.). Au cours de ces affrontements, de nombreux militaires fascistes des *Brigate Nere* (4) et des nazis furent capturés

pour être ramenés dans les montagnes.

Dans la région de Carrare, comme tout le monde le sait à présent, plusieurs groupes de partisans anarchistes étaient actifs : celui de la SAP-FAI (fédération anarchiste italienne), les brigades « Lucetti », « Lunense » ou « Elio ». Sergio Ravenna eut un rôle de premier plan dans la résistance armée au fascisme, comme commandant de section de la brigade « Lunense ».

Sergio, toujours dans son article de 1984, écrit : « *Un matin d'octobre 1943, alors que nous étions encore peu nombreux, nous avons vu passer un groupe de partisans menés par Elio Wochiecevich. Il était en tenue de camouflage allemande : il allait attaquer la prison de Sarzana où étaient emprisonnés des compagnons condamnés à être fusillés. L'action fut couronnée de succès et les compagnons libérés grossirent leurs rangs (...). La brigade "Elio", dont Giovanni Mariga était sous-commandant, fut la première formation de partisans anarchistes qui opéra dans les Alpes Apuanes. Elle avait sa propre autonomie, étant donné qu'elle était la première et qu'il n'y existait encore aucun CLN [comité de libération nationale]... A l'époque, on ne nous appelait pas partisans mais "bandits".* »

Les activités d'Elio, de Mariga (Padovan) et de leurs compagnons de lutte se trouvent dans les archives du CLN de Carrare. Leurs actions les plus marquantes sont les suivantes : en juin 1944, la brigade « Elio » attaqua la prison de Massa et libéra plus de cinquante prisonniers, parmi lesquels Pedrini, Zava et Giorgi ; le 11 novembre 1944, Elio et Padovan, revêtus d'uniformes allemands, bloquèrent au cours d'une incursion rapide une colonne de camions nazis en transit sur la route Aurelia. Sur ce, ils désarmèrent les quinze militaires qui escortaient plusieurs prisonniers menottés (dont un prêtre), et les libérèrent. Entre-temps, les autres camions pleins de militaires allemands arrivèrent. Ces derniers, trompés par les uniformes portés par les partisans, finirent par s'entretuer pendant que

le petit groupe de compagnons réussissait à prendre la fuite, sans aucune perte.

Pour comprendre l'importance qu'eut la formation anarchiste « Elio » dans la lutte partisane menée dans les Apuanes, nous rapportons brièvement le résumé écrit par son commandant, dans son rapport intitulé « *Costituzione, impiego ed attività della Formazione Gruppo "Elio" nella zona Apuana* » (Constitution, emploi et activité de la formation « Elio » dans la zone des Apuanes) qui se trouve dans les archives du CLN de Carrare :

« (...) en me déplaçant à Campo Cecina, j'ai créé la première formation, qui a pris le nom de « Gruppo Elio ». Dans un climat d'autonomie tactique et administrative absolue, j'ai inventorié l'armement du groupe :
2 mitrailleuses lourdes type Breda, calibre 8, avec 20 000 cartouches
4 fusils mitrailleurs, 5 000 (cartouches)
2 mitrailleuses légères allemandes avec 3 000 cartouches
7 pistolets automatiques allemands
12 mitraillettes Beretta
15 Sten
40 fusils allemands de type Mauser
50 mousquetons modèle 41
15 fusils modèle 41
200 grenades
200 mines antichars
50 kilos de tolite fondue avec mèche
200 000 cartouches...

***

JUILLET 1944
20/7 : 400 couvertures et 6 quintaux de tolite volés à la TODT
27/7 : feu d'artifice avec le pont Storto
AOUT 1944
14/8 : feu d'artifice sur la route Castelpoggio-Campo Cecina

16/8 : attaque d'un véhicule allemand, deux hommes de troupes et un officier supérieur tués.
23/8 : ...notre action frontale : 15 SS tués et un commandant allemand capturé... Attaque des SS sur notre position pour libérer le commandant capturé.
Retraite de l'ennemi, et blessure du soussigné... Succès lors du combat : 38 prisonniers, 15 morts, 3 mitrailleuses, 3 pistolets automatiques, 30 fusils Mauser. Avis, au commandement SS, d'exécution des SS capturés en cas de représailles.
SEPTEMBRE 1944
9/9 : entrée à l'hôpital de Carrare, libération de deux partisans prisonniers capturés lors du combat du 7/9/44.
9/9 : désarmement de la garnison des Brigades Noires.
28/9 : désarmement de 5 SS capturés aux alentours de Grazzano.
OCTOBRE 1944
Patrouilles de notre groupe déguisé en SS, ratissage de la ville en plein jour.
14/10 : feu d'artifice avec les postes des unités de la Linea Gotica (à M. Sagro, Campo Cecina, Castelpoggio et Torano).
19/10 : la formation au complet empêche l'explosion du pont Vara en brûlant l'explosif conservé par les allemands à cette fin.
NOVEMBRE 1944
1/11 : action sur la route Aurelia en plein jour avec vol d'armes et munitions, désarmement de 15 militaires, combat et décrochage de l'ennemi...
2/11 : sur notre initiative, occupation de la ville de Carrare et prise de nombreuses armes, véhicules et 35 prisonniers... »

En septembre 1944, l'armée d'occupation nazie et les *Brigate Nere* fascistes effectuèrent des centaines d'incendies, ratissages, massacres, destructions de maisons et atrocités en tout genre, tout particulièrement dans les zones de Fivizzano, Carrare, Massa et Terrarossa. Tout cela fut rendu possible, entre autres,

par la construction sur place de la Linea Gotica (5), et du fait que les Alliés, au lieu de tenir leur promesse d'offensive, attendirent que l'hiver passe. Les partisans de ces zones constituèrent un commandement unifié des brigades apuanes pour discipliner l'activité de formations jusque-là autonomes, le tout motivé par la volonté de faire face à la nécessité de coordonner les opérations armées contre les nazifascistes.

Le processus de militarisation mis en place par *le Commandement unifié de la Brigade apuane* avait pour objectif d'amener les différentes formations combattantes à nommer leur propre représentant. Par ailleurs, toute la responsabilité des actions militaires du front était attribuée au CLN, ainsi que des pouvoirs discrétionnaires concernant la discipline ou l'efficacité politique et militaire des formations dans leur ensemble. Les formations devaient donc recevoir les ordres du Commandement de brigade.

Elio, Mariga, Pedrini et leurs compagnons s'opposèrent à cette tournure militariste de la lutte partisane. Considérés comme des *incontrolados* ne supportant pas l'ordre et la discipline, ils furent marginalisés et mal vus pour leur sens de l'autonomie et de la responsabilité individuelle.

A la Libération, la sinistre main de l'homme de Moscou, Palmiro Togliatti (6), devenu ministre de la Justice et des Grâces, se pencha sur le sort des anarchistes, qu'il définissait comme des ennemis. C'est ainsi que Pedrini, Zava et Giorgi furent à nouveau arrêtés —comme des milliers d'autres partisans qui constituaient une menace pour le nouvel ordre républicain et bourgeois qui venait de se constituer—, à propos des faits concernant l'affrontement contre les fascistes qui eut lieu à La Spezia en 1942. Dans cette même ville, ils furent condamnés à 30 ans de prison.

Giovanni Mariga subit le même sort que ses compagnons, bien que le Commandement britannique l'ait par exemple chargé d'éliminer le commandant SS Walter Reder —bourreau

responsable de nombreux massacres de civils sans défense dont ceux de Marzabotto et Vergate—, charge que lui retira ensuite le CLN Apuane par peur des représailles allemandes. Mariga fut aussi condamné bien que le Commandement allié britannique d'occupation en Italie (Cinquième Régiment) ait proposé de le décorer de la médaille d'or du Mérite Partisan pour ses innombrables et courageuses actions accomplies contre les nazifascistes. Giovanni Mariga, en anarchiste entier, refusa de toute façon cette distinction. En revanche, il n'eut pas la possibilité de refuser la perpétuité que lui octroya « avec amour » la justice de la République italienne, née de la Résistance, l'accusant du meurtre d'un fasciste connu et de sa femme, à Santo Stefano Magra en 1946.

Tous ces compagnons s'étaient rendus coupables d'un antifascisme trop radical, inconciliable avec les intérêts de la République et du nouveau cours de pacification nationale qu'elle souhaitait. Preuve en est que le ministre de la Justice et des Grâces, le communiste Palmiro Togliatti, fut prompt à prononcer une amnistie générale pour tous les fascistes, « oubliant » opportunément ses vrais ennemis de classe : les anarchistes.

Cercle anarchiste « Baffardello » de Carrare

---

1. *8 septembre 1943* : En 1940, l'Italie est entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne nazie. Après une série de défaites (reddition des troupes italiennes en Tunisie le 12 mai, débarquement des anglo-américains en Sicile le 10 juillet), Mussolini est mis en minorité par le Grand conseil du fascisme, le roi le fait arrêter et nomme à sa place le maréchal Pietro Badoglio le 25 juillet 1943. Pendant deux mois, celui-ci mène une politique ambiguë : tout en restant l'alliée des Allemands, l'Italie entame

des pourparlers avec les Anglo-Américains. Signée le 3 septembre 1943, l'armistice est rendue publique le 8 septembre.
Le roi Victor-Emmanuel III quitte alors précipitamment Rome pour se réfugier à Brindisi. L'armée, qui ne reçoit plus aucun ordre, connaît un large mouvement de débandade. Libéré le 12 septembre par les nazis, Mussolini fonde le 15 son régime de collaboration dans le nord de l'Italie, la *Repubblica sociale italiana* basée à Salò. Quelques jours plus tôt, les opposants au fascisme se sont regroupés dans un Comité de Libération Nationale (CLN) qui représentera la Résistance italienne jusqu'à la fin de la guerre. La grande histoire officielle de la Résistance commence donc ce 8 septembre 1943, avec pour objectif principal de « libérer » le territoire national de l'occupation allemande, tout en acceptant l'occupation anglo-américaine dans la moitié sud du pays.

2. *OVRA* : Le terme Ovra apparaît pour la première fois le 3 décembre 1930 dans un communiqué de presse de l'*Agenzia Stefani*, à propos de l'arrestation d'un réseau clandestin milanais de *Giustizia e Libertà*. Il y était substitué au mot « police ». En l'absence de définition officielle, ses initiales sont généralement interprétées comme « *Organizzazione volontaria di repressione antifascista* » : Organisation volontaire de la répression antifasciste. Il s'agissait de la police politique secrète du régime fasciste, basée sur la délation ordinaire et un vaste réseau d'espions, qui dépendait hiérarchiquement des services d'information de la Division de la police politique et de la Division des affaires générales et réservées, elles-mêmes rattachées à la Direction générale de la sécurité publique du ministère de l'Intérieur. Leur chef officieux, Guido Leto, l'avait définie comme sans limitation territoriale concernant les enquêtes, avec des moyens techniques de pointe et d'énormes ressources financières.
En contact avec les services secrets anglo-américains et des chefs de la Résistance à partir de fin 1943, Leto fit un bref passage en prison avant de devenir après-guerre directeur des Ecoles techniques de la police. Presque tous les inspecteurs de l'Ovra firent carrière après 1945 : Saverio Polito devint par exemple préfet de police de Rome, tout comme Ciro Verdiani, qui devint ensuite en 1949 responsable des investigations antimafia en Sicile. Quant à Gesualdo Barletta, ancien responsable de l'Ovra à Rome, il fut de 1948 à 1956 directeur de la nouvelle Division des affaires générales et réservées.

3. *25 avril 1945* : Ce n'est qu'en 1955 que ce jour devint celui de la fête la victoire définitive sur le fascisme et le nazisme. Il fut choisi de préférence au 28 avril (jour de l'exécution de Mussolini avant que son cadavre soit

transporté du village de Dongo à piazzale Loreto de Milan pour y être exposé), qui rappelait de façon trop radicale la guerre civile au détriment de la continuité étatique et de l'imposition d'une « réconciliation nationale » souhaitée tant par la droite que le parti communiste. Enfin, c'est le 2 mai que les troupes nazies se sont rendues aux anglo-américains, mais cette dernière date laissait trop peu de place à la résistance nationale italienne. Au niveau historique, le 25 avril 1945 marque uniquement la prise des pleins pouvoirs du Comité de Libération Nationale (CLN) et le lancement par ce dernier de la grève générale insurrectionnelle dans trois villes du nord (Milan, Turin, Gênes). Ceux qui continuèrent la lutte pour la liberté, comme certains anarchistes, redevinrent alors après avril 1945 non plus des « partisans », mais des « bandits » et des « criminels » comme sous le fascisme.

4. *Brigate Nere* [Brigades Noires] : Mussolini, réfugié dans la république de Salò (Rsi) depuis septembre 1943, décide de militariser le parti fasciste (Prf) en créant les *Brigate Nere* par décret du 21 juin 1944, ordonnant que « *la structure politico-militaire du Parti se transforme en un organisme de type exclusivement militaire* ». Constituées par tous les membres inscrits au Prf âgés de 18 à 60 ans, les brigades sont le nouveau nom des fédérations du parti : 48 *Brigate Nere* territoriales correspondant aux provinces contrôlées par la Rsi, dont 4 brigades « mobiles ». Destiné à lutter contre l'ennemi intérieur, c'est-à-dire les partisans, ce parti en arme chargé des opérations de police sera sans cesse en concurrence avec les autres corps du régime, notamment la *Guardia nazionale repubblicana* (composée des carabiniers et des restes de la police des colonies africaines italiennes fidèles au régime, en plus des miliciens) et surtout des corps paramilitaires (SS italiens, division X Mas d'infanterie de Marine dirigée par Valerio Borghese). Les *Brigate Nere*, comme les autres corps de la Rsi, sont responsables des grands massacres de populations de l'été 1944 à avril 1945, profitant notamment de la décision des anglo-américains de stopper leur progression pour laisser passer l'hiver 1944, livrant les groupes partisans du nord seuls face aux nazis et aux troupes fascistes.
Voir Dianella Gagliani, *Brigate Nere, Mussolini e la militarizzazione del Partito fascista repubblicano*, Bollati Boringhieri (Turin), 1999, 306 p.

5. *Linea Gotica* : Il s'agit d'une ligne défensive mise en place par le commandement militaire allemand après la chute provisoire de Mussolini en juillet 1943 et le débarquement des Anglo-Américains en Sicile l'été 1943. La Linea Gotica s'étendait sur 280 kilomètres d'est en ouest de

l'Italie, partant entre Massa et Carrare du côté de la mer Méditerranée, traversant les Appenins et finissant au nord de Pesaro du côté de la mer Adriatique. Entre le 25 août 1943 et septembre 1944, ce sont donc 20 divisions anglo-américaines et 22 divisions allemandes qui se sont affrontées le long de cette ligne, en une bataille parmi les plus dures de la guerre. Les brigades de partisans qui se trouvaient dans le dos des nazis aidèrent de façon précieuse les Alliés, notamment à la libération de Pesaro puis de Rimini, ou au sud de Bologne. En représailles, les nazis se vengèrent sur nombre de villages, dont celui de Marzabotto où 1 830 personnes furent massacrées du 29 septembre au 1er octobre 1944. Enfin, bien que les Alliés aient décidé d'arrêter leur progression pour laisser passer l'hiver 1944, de nombreux groupes de partisans décidèrent de continuer leurs attaques contre les troupes allemandes.

6. *Palmiro Togliatti* (1893-1964) : Membre dirigeant du Parti communiste italien, il se réfugie à Moscou en février 1926, où il le représente auprès de l'exécutif de l'Internationale Communiste (IC). Il y défend à partir de 1931 la thèse d'une lente action sur le terrain légal dans les rares espaces laissés vacants par le fascisme —en exploitant ses tendances à créer une base de masse— afin de créer un mouvement capable de le renverser, puis la thèse d'un front uni avec les sociaux-démocrates à partir de 1934. Nommé directeur du Secrétariat de l'Internationale Communiste, il devient ensuite délégué de l'IC pour l'Espagne à partir de 1937, et défendra naturellement le pacte germano-soviétique de 1939 après avoir contribué à liquider les révolutionnaires espagnols. Ce n'est donc qu'à partir de 1941 et de l'attaque des nazis contre l'URSS, puis de la chute de Mussolini en septembre 1943, que le Parti communiste italien fait de la lutte antifasciste son axe principal. En août 1936, il écrivait en effet encore dans l'Appel aux fascistes pour le salut de l'Italie, publié par *Lo Stato Operaio*, revue du PCI de Paris : « *Nous proclamons que nous sommes prêts à combattre avec vous et tout le peuple italien pour la réalisation du programme fasciste de 1919* ».
Après 18 ans d'exil au service de l'IC, il retourne en Italie en mars 1944 et impose immédiatement de composer avec « *tous les partis démocratiques* » afin de former un nouveau gouvernement, et de ne pas privilégier les intérêts de classe mais uniquement l'intérêt national. Il devient ainsi ministre sans portefeuille du gouvernement monarchiste Badoglio puis Bonomi d'avril à décembre 1944, avant de devenir vice-président du Conseil de décembre 1944 à juin 1945 (second gouvernement Bonomi), puis ministre de la Justice et des Grâces de juin 1945 à juillet 1946 (gouvernements de gauche Parri, puis de droite De Gasperi).

C'est donc lui qui, comme dirigeant du parti communiste et ministre en exercice, a proposé et appliqué l'amnistie du 22 juin 1946 qui fit sortir 7 000 des 12 000 fascistes incarcérés (dont d'ex-ministres et nombre de bourreaux et responsables fascistes notoires). A l'inverse, les anarchistes et autres partisans dissidents du PCI effectueront 30 ans de prison pour des « délits » commis contre des fascistes.
Sur l'article de 1936, voir Palmiro Togliatti, *Appel aux fascistes*, Nautilus (Paris), 1983, 60 p. Sur l'opposition de gauche et ultra-gauche au PCI dans la Résistance après le retour de Togliatti, voir Arturo Peregalli, *L'altra Resistenza. Il PCI e le opposizioni di sinistra (1943-1945)*, Graphos (Gênes), 1991, 390 p. Sur les activités du ministre, voir Arturo Peregalli et Mirella Mingardo, *Togliatti guardasigilli (1945-1946)*, Colibrì (Paderno Dugnano, Milan), 1998, 128 p.

Eclats autobiographiques d'*hommes contre*

« Dans l'enfer de la vie
entre la part la plus noble
de l'humanité.
Les autres restent sur le pas de la porte
et se réchauffent »
Hebbel

Les protagonistes

Carrare est une ville de pure tradition anarchiste, tradition qui remonte à la nuit des temps. Un bon exemple d'amour de la liberté des Carrarais nous est donné par la *Lega degli spartani* (Ligue des continuateurs de Spartacus) qui, au siècle passé, du temps de Bakounine, comptait un grand nombre de mes concitoyens.

Ces proto-anarchistes un peu rudes, souvent peu cultivés, étaient —et leur souvenir reste encore très vivace— particulièrement généreux et pleins d'humanité, et surtout faisaient preuve d'un grand sens de l'autonomie comme liberté première, qui sont les caractéristiques typiques de l'anarchisme traditionnel de ma génération.

Ceux-ci, ne supportant pas de vivre et de travailler pour un patron, ne supportant donc pas d'être exploités et de se sentir esclaves, travaillaient de la façon suivante pour rester libres : ils nettoyaient les carrières de marbre des restes abandonnés par les exploiteurs capitalistes, leur faisant ainsi une faveur. Puis, selon une ancienne coutume artisanale, ils utilisaient ensuite ces restes en ville pour construire des portants de miroir, des mortiers, vases et autres objets qu'ils vendaient, pour survivre, sur le marché local ou jusqu'aux confins de leur province.

Il se disait à l'époque que ces *spartani* vivaient moins bien que les autres ouvriers qui travaillaient dans les carrières de marbre. On peut en déduire que ces personnes préféraient —et elles l'ont fait pendant de longues années— rester dans une condition plus misérable que celle des autres exploités pour demeurer plus autonomes et plus libres. Pour eux, la liberté, même au moment des famines, n'avait pas de prix.

Un exemple identique se trouve en Ligurie, région voisine de celle du Carrarais. Pendant des siècles, il existait là deux types de contrats

différents pour les travailleurs de la mer qui voulaient s'embarquer. Les deux contrats procuraient des salaires distincts. Ceux qui étaient le moins bien payés, c'est-à-dire ceux qui relevaient du contrat à salaire plus bas, avaient en revanche le droit de protester, de râler et même d'insulter le patron.

Au cours de la seconde moitié du siècle dernier, les habitants de ma terre, les ouvriers, les extracteurs de marbre, les exploités, comme la majeure partie des travailleurs liguriens de la mer, ont adhéré en masse à l'idéologie propagée par Bakounine d'abord, par Gori (1), Malatesta et Toccafondo ensuite : le socialisme libertaire. De ma terre, donc, sont issues des figures de premier et de second plan du mouvement anarchiste, mais l'histoire de ces faits et de ces hommes a déjà été écrite.

Je me contenterai de décrire le milieu carrarais dans lequel je suis né, là où j'ai passé les premières années de mon enfance et là où j'ai mûri les idéaux pour lesquels je me suis battu, pour lesquels j'ai passé plus de la moitié de ma vie en prison, pour lesquels, maintenant que je suis dehors, je veux encore me battre, grâce auxquels j'ai survécu, et pour lesquels j'entends encore vivre et lutter.

---

1. *Pietro Gori (1865-1911)* : Anarchiste aux multiples facettes, notamment celle d'avocat qui défendit de nombreux compagnons (dont Malatesta et les autres accusés de la grève générale contre l'augmentation du pain à Ancône en 1898), de parolier qui composa Addio Lugano (1894), de conférencier en Angleterre et aux Etats-Unis, ou d'agitateur qui prit part au congrès constitutif de la FOA argentine (1901) qui donnera naissance à la FORA anarcho-syndicaliste en 1904.

L'avant-guerre

Ma mère mourut lorsque j'avais neuf ans, et je me souviens malheureusement bien peu d'elle. Mon père était sculpteur, il sculptait des statues de marbre et voyageait grâce à ses activités, visitant beaucoup de villes ; c'est pour cela qu'il m'appela Belgrado, parce que le souvenir de cette belle ville était encore vivant dans sa mémoire.

Politiquement, mon père ne s'est jamais engagé, disons qu'il était une sorte de libre-penseur, s'intéressait aux problèmes du peuple, des exploités, et lisait beaucoup. Il avait sa façon à lui de voir et d'étudier la vie, surtout concernant les rapports inter-individuels. Mais il n'a jamais exprimé d'idées personnelles, de véritable militantisme, et je ne me souviens pas qu'il ait jamais bougé le petit doigt pour lutter contre les patrons, l'Etat, les fascistes et l'Eglise.

Qu'il soit clair que le fascisme ne lui plaisait en aucune façon ; je me souviens qu'il aspirait et rêvait au contraire d'une vie collective plus libre. Il s'est souvent exprimé par de petites boutades, de brefs discours contre le fascisme et contre Mussolini. L'écho de ses prises de position parvint aux autorités de la ville : il fut emmené à la casa del fascio (1) et menacé. Les fascistes lui dirent clairement que s'il voulait qu'on le laisse tranquille, il ferait mieux d'éviter de s'exprimer comme il en avait l'habitude. Il n'y eut pas de suite et il continua de mal parler des fascistes à l'intérieur des murs de sa maison.

Quand nous en venions à discuter de l'anarchisme, que j'avais embrassé dès l'âge de 18 ans —choix dont il était parfaitement conscient—, il aimait à me dire : « *Fais attention aux idées que tu professes, elles sont très belles mais j'ai l'impression que tu finiras mal à cause d'elles. Tu verras si je me trompes, tu finiras ta vie en prison ou dans quelque asile. Ne te précipite pas, ne te laisse pas conquérir par la fascination de cette idéologie, qui est la plus humaine mais aussi la plus*

irréalisable dans ce merdier fasciste. Selon moi —disait-il encore— *tu pourrais vivre plus tranquillement, ce n'est pas le moment de se battre sous une telle bannière, tu ferais mieux d'attendre la fin de la dictature.* »

Au fond, mon père n'était pas contre mes idées, à tel point qu'à la fin de sa vie, vu ce qui m'arrivait —entre répression et prison—, il n'hésita pas à sympathiser avec les anarchistes de Carrare et donc avec mes idées. Je peux ajouter qu'entre toutes les personnes du mouvement anarchiste que mon père avait connues, Errico Malatesta était celui qui l'avait le plus touché. Il l'avait connu à Milan, il était son ami et avait beaucoup d'estime pour lui. Ainsi, suite à la grève de la faim que mena Malatesta en 1920 dans la prison milanaise de San Vittore, mon père me parla longuement de lui en me disant : « *Je n'ai jamais connu de ma vie un homme à la pensée aussi grandiose et humaine.* » Il me soulignait souvent les qualités extraordinaires d'Errico : sa sobriété, sa bonté, sa générosité et son sens de l'humanité.

« *Je me souviens*, me dit-il une fois, *de l'avoir vu assis sur un rocher, entouré de ses compagnons, partageant avec le plus grand naturel un peu de pain et des figues. Devant cette attitude, si simple et sympathique, j'ai pensé que si je n'avais pas eu tant de problèmes, une famille si nombreuse, des enfants à nourrir, et si j'étais plus jeune et plus libre, je n'aurais pas hésité à faire partie de son mouvement et de celui de ses compagnons.* »

Après la Première Guerre mondiale, les anarchistes de Carrare reprirent leur lutte contre les patrons et l'Etat. La formation du groupe *del Piastrone*, qui s'opposa par tous les moyens dont il disposait à l'avènement du fascisme, date de cette époque. Alors que Picelli avec ses *Arditi del Popolo* (2) et les syndicalistes révolutionnaires cherchaient à bloquer la Marche sur Rome de Mussolini à Parme, les compagnons carrarais ont fait de même dans leur ville.

A l'époque, j'étais encore un enfant, mais je ne me souviens pas avoir entendu parler d'autres formations prêtes à arrêter à tout prix l'arrivée du fascisme.

Lorsque j'étais jeune, un anarchiste carrarais qui me toucha particulièrement par sa façon de faire, fut un certain Forzetti. Las d'être persécuté par les fascistes et les carabiniers, il fit un jour feu sur eux pour des raisons entièrement politiques : il fut ainsi condamné à 30 ans de prison, je l'ai connu à la prison de Pianosa en 1937 ou 1938.

Un livre entier ne suffirait pas, à raconter tous les faits, anecdotes et opérations accomplies par les anarchistes de Carrare et de la Toscane contre les fascistes,. Il faut savoir que mes compagnons ne commirent pas la même erreur que les socialistes et les communistes, qui s'écrasèrent complètement devant la montée du fascisme, et ne reprirent la lutte qu'en 1943. Les anarchistes ne se rendirent jamais et luttèrent même au-delà du 25 avril [date de la libération officielle de l'Italie], bien entendu dans les limites de leurs moyens.

Ils publièrent des affiches et des tracts et se défendirent avec des armes lorsque ce fut nécessaire. Pendant le fascisme, ne pouvant compter sur le concours de gros groupes de compagnons ni des masses, j'ai commencé mon activité subversive anarchiste comme individualiste. Non pas que croyais aux théories de Nietzsche, Stirner ou Ciancabilla (3), je me sentais au contraire plutôt collectiviste, communiste libertaire. Mais ne pouvant lutter contre le capitalisme et l'Etat fasciste de manière collective, de façon organisée, j'ai fini —pour faire survivre mon anarchisme— par agir, ou plutôt réagir, individuellement.

Ma maturité libertaire est née d'une analyse scientifique et personnelle que j'ai faite dans ma jeunesse. Ma révolte se dirigea immédiatement contre l'autorité, le fascisme, le capital, l'Etat, les abus, l'exploitation de l'homme par l'homme. Il me fallait lutter contre toutes ces choses qui m'empêchaient de respirer et de me sentir un individu.

A 18 ans, j'adhérais donc au mouvement anarchiste de Carrare, mouvement qui, tout en étant traqué et combattu, survivait avec des réunions, des discussions, des lectures en commun, la circulation de livres et de journaux, la distribution de tracts, le collage d'affiches et des actions armées contre le régime.

De temps en temps, on se retrouvait dans un lieu appelé « Buc » (*il buco*, « le trou ») : on descendait par une trappe dans une pièce souterraine où on parlait du « que faire » à la lueur d'une bougie ; on analysait le présent et on essayait d'avoir prise sur le futur. Les actions, souvent voulues, organisées et réalisées par un seul compagnon, ou tout au plus deux, se déroulaient avec ce qu'on pouvait récupérer. Chacun agissait de toute façon selon sa propre conscience : chacun pensait et mettait en œuvre son projet de la manière la plus autonome possible. C'est grâce à cette vie clandestine du mouvement que Lucetti développa son projet d'assassiner Mussolini, seul avec une bombe (4). Malheureusement, sa tentative échoua, mais il avait essayé et cela était très important.

Je crois que Lucetti est le parfait exemple de l'anarchiste qui, ne pouvant pas faire d'actions collectives d'émancipation avec et parmi les masses, finit dans ce climat d'oppression et d'absence de libertés qu'était le fascisme par porter son anarchisme, sa révolution, de la seule manière possible : par l'action individuelle. Si on préfère, et pour être clair, son action fut individualiste mais juste. Il a agi contre le régime, contre l'oppresseur, contre l'autorité et l'Etat ; il a lui-même organisé son acte, avec ses seules forces et capacités.

La survie du mouvement clandestin anarchiste auquel j'ai adhéré était, pour ainsi dire, l'œuvre d'individus. Même de manière discontinue, il persistait à s'exprimer. Malgré le climat d'oppression, les compagnons de Carrare imprimaient et distribuaient des tracts dans lesquels ils invitaient la population à réagir contre le tyran et à continuer leur propre lutte pour l'émancipation. Ils les déposaient sous les portes des maisons, dans les salles d'attente des gares, sur les tables des bars.

C'est donc dans ce climat de conspiration continuelle que je développais mes plans d'offensive contre le régime et l'Etat fasciste.

C'est par la lecture et l'étude que je suis arrivé au *buco*, à la clandestinité : je suis remonté à l'anarchisme de Bakounine en étudiant la pensée nietzschéenne. Plus jeune, quand j'avais 15 ans, j'avais lu l'œuvre de ce philosophe allemand : le *Crépuscule des idoles*, *Ainsi parlait Zarathoustra*, le *Gai savoir*. Ces ouvrages m'avaient dans un premier temps satisfait pour la haine des sociétés chrétiennes et bourgeoises qu'ils exprimaient. Avec le temps, les idées de Nietzsche ne me convinrent plus : ma pensée était dès le début déjà liée à l'égalitarisme, au socialisme libertaire, au collectivisme. Ma rébellion et ma soif de savoir rencontrèrent ensuite *L'Unique* de Stirner. Quelques mois après, je rejetais aussi Stirner. Même lui ne me satisfaisait plus.

Je peux dire pour conclure que j'ai passé ma vie en liberté sous le fascisme en lisant, et que c'est après avoir étudié et réfléchi aux œuvres de Bakounine, Proudhon, Kropotkine, Malatesta, Cafiero, etc., que j'ai commencé à m'autodéfinir comme anarchiste. C'est après ça que j'ai rencontré les compagnons de Carrare et c'est avec eux que j'ai commencé à militer.

De ces années-là, je me rappelle Giovanni Zava, Oreste Bonucelli, Pelliccia, les frères Tolaini, Orgade (*il claudicante*, « le boîteux »). C'est avec eux que j'ai discuté et agi, que j'ai atterri en prison, au commissariat ou en garde à vue pour de brèves périodes. C'est toujours avec eux que j'ai repris la lutte, une fois la liberté recouvée. Avec eux, j'ai été tabassé et dénoncé pour propagande clandestine, avec eux j'ai écopé de condamnations, et une fois remis en liberté je recommençais à agir.

A l'époque, j'ai pensé et préparé personnellement plusieurs actions, qui sont souvent restées à l'état de projets. Une fois, j'ai même réussi à planifier dans les règles de l'art un attentat contre la *casa del fascio* de Carrare, contre le secrétaire du parti fasciste Renato Ricci et ses miliciens, mais cela n'a pas pu se faire.

1. Casa *del fascio* : siège local du Parti national fasciste (Pnf). La *casa del fascio* n'était pas qu'une simple section périphérique de l'organisation, mais une sorte de temple de la religion politique dédié à Benito Mussolini, avec son culte des morts et ses escadrons de chemises noires. Lors d'un discours célébrant le premier anniversaire de la Marche sur Rome, le 28 octobre 1923, ce dernier les avait lancées en les définissant ainsi : « *J'admire le fait que vous fassiez de beaux sièges. Nous sommes des artistes. Nous n'aimons pas les obscures caves à vin. Laissons les locaux pleins de sueur et d'infections à ceux qui appartiennent à la basse zoologie* ».

2. *Arditi del popolo* [les « Hardis du peuple »] : Les Hardis étaient un corps spécial de 20 000 hommes de l'armée italienne dont le rôle consistait à attaquer derrière les lignes ennemies sous le signe de « la mort belle et vindicative ». En 1918, à travers leurs associations d'anciens combattants, une partie s'oriente vers un nationalisme revanchard qui rejoindra Mussolini à Milan et Padoue, tandis que l'autre (plus proche des socialistes, anarchistes et syndicalistes révolutionnaires) transformera sa rage et son dégoût de la guerre en colère révolutionnaire et anticapitaliste. De là naîtront les premières formations antifascistes sous le nom de « Hardis du peuple », fin juin 1921. A Viterbo (11 juillet 1921), Sarzana (21 juillet), Ravenna (11 septembre), Rome (9-13 novembre), Piombino (24 avril 1922), Civitavecchia, Bari, Gênes, Ancône (début août) et Parme, ils chasseront les fascistes de la ville, seuls ou avec la population insurgée, en utilisant leur savoir militaire dans les combats de rue.
Sous le coup de l'accord signé le 3 août 1921 entre les dirigeants socialistes et ceux du parti fasciste, de la dissociation du parti communiste d'Italie (PCd'I) d'Amadeo Bordiga créé en janvier et qui ne voulait voir que des groupes inféodés à sa direction, mais aussi de la féroce répression suivie de l'arrivée des fascistes au pouvoir le 29 octobre 1922, les *Arditi del popolo* se dissolvent rapidement. Ils sont bien entendu aussi victimes de leurs propres limites, comme le manque de perspectives politiques (ils sont d'abord un groupe d'autodéfense prolétarienne), et sont de toute façon restés dépendants d'un contexte marqué par la défaite du mouvement d'occupation des usines, de l'échec des tentatives d'insurrection, puis de l'avènement du fascisme et de son indéniable base populaire.

Voir Marco Rossi, *Arditi, non gendarmi ! Dall'arditismo di guerra agli arditi del popolo (1917-1922)*, BFS edizioni (Pise), 1997, 190 p. ; Eros Francescangeli, *Arditi del popolo. Argo Secondari e la prima organizzazione antifascista (1917-1922)*, Odradek (Rome), 2000, 322 p. ; Luigi Balsamini, *Gli arditi del popolo : dalla guerra alla difesa del popolo contro le violenze fasciste*, Galzerano editore (Salerne), juin 2002, 280 p.

3. *Giuseppe Ciancabilla (1871-1904)* : En 1897, après avoir combattu en Grèce aux côtés du socialiste révolutionnaire Amilcar Cipriani contre la domination ottomane, ce journaliste socialiste publiera sur *Avanti !* l'entretien avec Malatesta qui donna lieu à des débats entre socialistes et anarchistes. Il rejoint alors les seconds. Suite à la répression des révoltes de 1898, il s'exile en Suisse, Angleterre et Etats-Unis. Fondateur du journal *L'Aurora* et de la revue *La Protesta Umana* en 1902 à Chicago, il y développe notamment l'idée de l'organisation informelle, défendant les actes individuels contre le pouvoir (l'homicide du Roi d'Italie Umberto I par l'anarchiste Gaetano Bresci le 29 juillet 1901, celui du Président américain William McKinley par l'anarchiste Leone Czolgosz le 29 octobre 1901).

4. *Gino Lucetti (1900-1943)* : Originaire d'Avenza dans la région de Carrare, Gino Lucetti lança le 11 septembre 1926 à Rome une bombe contre la voiture de Mussolini, qui passait piazzale di Porta Pia.. Elle rebondit malheureusement sur le capot et explosa plus loin, blessant très légèrement plusieurs personnes. Il fut condamné le 11 juin 1927 par le Tribunal spécial à trente ans de prison (Leandro Sorio, un serveur anarchiste de l'auberge dans laquelle était descendu Lucetti, et Stefano Vatteroni, un ami anarchiste de Lucetti se trouvant à Rome, prirent 20 et 18 ans pour complicité). Il passa de la prison Regina Coeli (Rome) à celle de Portolongone (Isola d'Elba) en août 1927, puis à Fossombrone (Pesaro) en février 1930, avant de finir dans celle de l'île de Santo Stefano en juin 1932. Suite au débarquement des anglo-américains et l'armistice du 8 septembre 1943 conclu avec le gouvernement italien, la plupart des détenus politiques sont libérés. Après 17 ans de prison passés dans un enfer de tortures et de faim, Lucetti sort le 11 septembre 1943. Six jours après, alors qu'il se trouve encore à Ischia, près de Naples, où il a été libéré, il meurt au cours d'un bombardement

effectué par les nazis à l'aide des canons côtiers italiens.
Voir Riccardo Lucetti, *Gino Lucetti : l'attentato contro il Duce (11 settembre 1926)*, Cooperativa Tipolitografica Editrice (Carrare), 2000, 206 p.

Les premières expériences de la prison

Comme je l'ai déjà dit, j'ai fini plusieurs fois au poulailler ou au trou dans l'Italie fasciste. Pour être exact, je ne me souviens pas du nombre de fois, ni pour quelles raisons précises. En 1937 ou 1938, je suis arrivé à Pianosa dans la 6e division : on m'a mis dans la cellule n° 2 alors qu'il y avait un compagnon dans la n° 3, un certain Natale Fruzzetti. On se croisait aux heures de promenade, et nous n'arrêtions pas de discuter des possibilités de révolte ou d'analyser la situation présente, chose m'était devenue habituelle.

Mais, à l'époque, il y avait aussi d'autres prisonniers antifascistes et, parmi les socialistes, un certain Pertini (1). Je me rappelle qu'au cours de ces années-là, la critique de ce qui se passait en Union soviétique était très développée parmi les socialistes, surtout à propos de ce qui passait entre Trotsky et Staline.

Un jour, les socialistes, plus acharnés que d'habitude, ont remis en cause les thèses qui venaient d'être développées au sein du dernier congrès de l'Internationale Communiste, prétendant que le prétendu socialisme d'Etat n'était et ne devait être appliqué que dans un seul pays « guide ». Au cours de ce congrès, Trotsky avait prédit et argumenté sur la future faillite de l'expérience russe, aussi bien au niveau international qu'en son sein. Pour lui, cela était lié au fait que l'Union soviétique était justement le seul pays « socialiste ». Certains socialistes et communistes présents défendaient au contraire que Staline avait raison de théoriser l'utilité et la nécessité de la Russie comme seul pays socialiste et seul pays guide. Pertini était de ceux qui défendaient Trotsky et ses thèses.

Natale Fruzzetti était un homme simple et de peu de mots, mais il sentit malgré cela la nécessité d'intervenir. Je me rappelle qu'il souligna aux socialistes et aux communistes qu'il était inutile

de s'acharner sur l'une ou l'autre hypothèse vu que la lutte entre Staline et Trotski était d'une autre nature : Staline était plus puissant et voyait en Trotsky un adversaire à éliminer, et si ce dernier — insistait Fruzzetti — avait été à la place de Staline, il aurait agi de la même façon que son rival.

« *Je crois*, a conclu Natale, *que leur dispute de famille ne nous concerne pas. Je propose donc de reprendre l'analyse de la question sociale qui nous touche de près, et de laisser ces deux hommes d'Etat se débrouiller entre eux et chez eux, dans leur logique de pouvoir.* »

A cette occasion, Pertini répondait avec des phrases du genre : « *Nos questions théoriques nous amènent maintenant à une analyse internationale. Vous, les anarchistes, vous pouvez arriver à vos conclusions mais, pour nous, ce n'est pas de la politique. En suivant votre méthodologie, on ne peut qu'obtenir un résultat comme le vôtre. Je crois que pour certaines questions, vous n'êtes pas adaptés : vous êtes trop myopes pour comprendre l'objectivité de nos dilemmes spécifiques. Même si je vous comprends* —a-t-il conclu— *et si je sais que je peux discuter avec vous sur la nature politique de la question sociale, je préférerai éviter, sans vous offenser, de discuter de politique étrangère. D'un point de vue strictement idéologique et anarchiste, vous avez parfaitement raison, mais nous —en tant que socialistes— avons intérêt à regarder ce qui se passe en Russie, même s'il s'agit d'un simple problème de pouvoir.* »

Pour moi, néophyte à l'époque, la Russie n'était qu'un pays où il y avait eu une révolution. Pourtant, malgré le climat de conspiration dans lequel nous vivions en tant qu'anarchistes, malgré les limites de mon âge (j'avais 18 ans), malgré le peu de contacts et mes connaissances rares et parcellaires sur ce qui s'était passé entre 1917 et 1920 en Russie, j'avais une opinion qui n'a toujours pas changé 45 ans plus tard. Je considérais la naissance d'un Etat et d'une dictature « prolétarienne » rouge en Russie comme quelque chose de très négatif, mais je restais fasciné par le fait qu'un peuple en armes avait dans un premier temps abattu les patrons et les gouvernants, pour ensuite défendre, dans la mesure du possible, avec

ces mêmes armes les conquêtes obtenues : Makhno fit par exemple sa révolution en Ukraine malgré le conflit avec les Blancs d'abord, les Rouges ensuite, cherchant à mener la révolution de la façon la plus libertaire possible.

Mes compagnons et moi, nous aurions voulu imiter les Russes dans cette première phase. Nous savions être peu nombreux à nous battre contre un Etat fasciste bien organisé, mais brûlions du désir de donner un exemple, au nom de l'idéal et d'une société meilleure, en modifiant ces conditions objectivement négatives afin que dans un second temps les exploités puissent s'organiser de manière socialiste libertaire.

Dans l'histoire de la révolution russe, les événements de Kronstadt m'avaient particulièrement touché : les marins en armes avaient cherché une dernière fois encore à étendre la révolution en combattant de manière extrême et exemplaire le pouvoir bolchevique, les nouveaux patrons rouges. La répression qui s'ensuivit m'est bien restée en mémoire, répression au cours de laquelle —sous les ordres de Lénine et Trotsky, le chef de l'armée rouge— furent fusillés des anarchistes, des marins et des révolutionnaires.

Avec la révolution russe et la constitution d'un nouvel Etat socialiste, j'ai trouvé une confirmation des hypothèses que Bakounine avait déjà émises lors de la rupture avec Marx dans la Ire Internationale.

Pour ce qui est de Lénine et de Trotsky, je partage le jugement que Malatesta avait exprimé à la mort du premier : « *Lénine est mort. Bien. Vive la liberté !* »

---

1. *Alessandro Pertini (1896-1990)* : Figure historique de la Résistance. Socialiste, il s'engagea dès 1924 dans l'antifascisme, fut condamné une première fois en 1925 pour un tract puis, en février 1929, pour avoir lancé des émissions de radio clandestines à destination de l'Italie depuis la France

(où il est réfugié depuis 1926). Rentré au pays, il sera condamné à 7 ans de prison en décembre pour avoir « *nui aux intérêts nationaux* » et « *attenté au prestige de l'Italie à l'extérieur* ». Là, il connaîtra nombre de partisans des autres tendances, avec une partie desquels il sympathisera. Assigné à résidence à partir de 1935, il participe au Comité de Libération Nationale à partir de 1943, réorganise le Parti socialiste (Psiup) et les groupes de partisans qui lui sont liés. Après-guerre, il deviendra chef du Parti socialiste, puis président de la Chambre des députés (1968-1976) et président de la République (1978-1985). Fidèle, à sa manière, à son passé de partisan, il appuiera des demandes de libération des ex-partisans incarcérés après-guerre.

1942-1944

La résistance anarchiste au fascisme à Carrare et dans toute l'Italie durait depuis 20 ans déjà. Les anarchistes, entraient et sortaient des prisons et de la mise au banc, *confino* (1), pour des actes sporadiques mais permanents, accomplis individuellement ou par de petits groupes.

Un soir, avec quelques compagnons, nous sommes entrés dans un local de Carrare où se trouvaient sept ou huit miliciens armés de poignards sur lesquels était gravée l'image de Mussolini et une tête de mort. C'était en quelque sorte leur arme de service quand ils n'avaient ni matraques ni pistolets. Avec la délicatesse coutumière qui les distinguait, ils harcelaient les jeunes sœurs du patron de l'auberge. Nous sommes intervenus rapidement, pistolet au poing, et après les avoir désarmés, nous les avons giflés. Nous n'avons pas agi simplement à cause des stupidités qu'ils étaient en train de dire et de commettre, mais pour décharger une petite partie de la haine farouche que nous nourrissions à leur encontre. L'opération s'est vite conclue mais, le lendemain, la milice fasciste s'est mise en chasse sous les ordres de l'adjudant Evangelisti : ils nous ont cherché près de chez nous et dans les lieux que nous fréquentions habituellement. Heureusement, ils ne nous ont pas trouvé car, dans le cas contraire, c'eût été notre fin. A l'époque, avoir un revolver en poche suffisait pour être fusillé sans procès.

Ce n'était pas notre première action à visage découvert, on allait comme ça, en risquant le tout pour le tout, depuis un an. Nous étions désormais en lutte ouverte contre le régime, prêts à tout risquer, jusqu'à la vie. Pour échapper aux arrestations suite à cette histoire, nous nous sommes réfugiés à Milan. Là, par une nuit de novembre 1942 —l'une des années au cours desquelles le fascisme

se sentait plus fort que jamais et où ceux qui osaient lever la main l'arme au poing contre les chemises noires se faisaient de plus en plus rares— , je me suis retrouvé viale Corsica en train de coller une affiche imprimée clandestinement qui invitait les Italiens à se soulever contre la guerre, Mussolini et le fascisme. Avec deux autres compagnons, nous avons été surpris par une patrouille de police. Nous nous sommes défendus en tirant et, après avoir envoyé deux policiers aux urgences, nous avons réussi à filer. Un des nôtres a aussi été blessé, et le *Popolo d'Italia*, quotidien du régime, nous qualifia le lendemain de « *malfaiteurs et saboteurs de la résistance morale des forces armées* » en déplorant que nous n'ayons pas été tués.

Notre liberté, de toute façon, a été de courte durée : nous étions identifiés par l'OVRA, qui n'avait pas vraiment perdu notre trace après le signalement fait dans toute l'Italie par la milice fasciste de Carrare. Ce soir-là, en forçant les routes, nous avons réussi à les semer Piazza Cairoli. Nous nous sommes ensuite réfugiés à Porta Ticinese, dans la maison d'une de mes sœurs. Le lendemain matin, rentrant après avoir acheté du lait, ma nièce nous prévint que la route du bas était pleine d'agents en civil. Faisant les cents pas les mains dans les poches, ils nous attendaient. Nos pistolets étaient chargés, nous avions aussi des grenades, mais n'avons pas voulu les utiliser dans la maison de ma sœur : si nous pouvions supporter l'idée de mourir en combattant, faire mourir des femmes et des enfants nous aurait rendus responsables d'un massacre.

Nous sommes sortis en passant devant les agents en civil, qui nous ont suivis la main sur la crosse de leur pistolet. Je crois qu'ils avaient l'intention de nous accompagner jusqu'à un lieu semi-désert où ils pourraient calmement nous tuer sans faire trop de bruit. Parmi eux, j'ai tout de suite reconnu un fasciste de Carrare, dont on savait qu'il était membre de l'OVRA et qui était certainement au courant de l'histoire de l'auberge. A un moment, comme par hasard, nous sommes tombés sur un anarchiste de Sesto S. Giovanni au volant d'un camion. Ce fut notre sauveur. Il a tout de suite compris ce qui

se passait et nous a fait monter rapidement, mettant ainsi un terme à une situation extrêmement critique : les automobiles étaient alors peu nombreuses et les fascistes n'eurent pas le temps d'en arrêter une ou deux afin de nous poursuivre. Nous avons ainsi tranquillement gagné la gare du nord et de là, cachés dans un train de marchandise, après de nombreux arrêts secondaires, nous sommes parvenus à Gênes. Nous avons été accueilli par une autre de mes sœurs, qui a ensuite été arrêtée pour nous avoir hébergés, avant d'être relâchée parce ce qu'elle était la femme d'un adjudant de l'armée.

De Gênes, nous nous sommes rendus à La Spezia, logeant dans une pension. Nous y avons fini notre collage et la distribution des tracts. Un soir vers 23h, à peine rentrés à la pension, on a frappé à la porte. Nous n'étions pas encore couchés et je suis allé ouvrir. Six agents de police en civil se trouvaient là, tous les mains dans les poches de leur imperméable. Avec la politesse qui les caractérisait, ils nous ont brutalement demandé nos papiers en ajoutant que je devais les suivre alors que les autres pouvaient rester. Il s'agissait bien sûr d'une tactique stupide pour nous diviser. Sans mot dire, nous avons compris qu'ils souhaitaient juste nous séparer afin de pouvoir nous arrêter ou nous éliminer séparément. Au fond de l'escalier, nous avons remarqué d'autres « pieds-plats » [flics], venant confirmer cette hypothèse. Convaincus d'être arrivés à ce qu'ils nommaient de façon stéréotypée « payer l'addition », et considérant que nous avions peu de possibilités de sortir vivants d'une arrestation comme celle-là, nous avons choisi l'affrontement direct : ouvrir le feu. Ils dégainèrent à leur tour et appuyèrent sur la détente. Dans la chambre d'abord, puis dans tout le quartier, se déroula l'événement qui reste assez célèbre dans les annales de cette époque aujourd'hui lointaine. La fusillade dura jusqu'à l'aube.

Nous nous sommes d'abord débarrassés d'eux dans la pension pour tenter une sortie, mais notre optimisme —et avec lui nos velléités—, diminuaient : le petit immeuble était encerclé par les forces de police fasciste et par les Allemands. Fascistes, policiers et

Gestapo étaient aussi montés sur les toits et dans les habitations voisines. Nous nous sommes barricadés à l'intérieur de la pension et, comme je l'ai déjà dit, le siège a duré jusqu'à l'aube, jusqu'à la dernière cartouche.

Je m'en souviens comme si c'était hier : Giovanni Zava, un de mes compagnons, avait été touché par cinq ou six projectiles. Quant à moi, j'en avais reçu une paire. Mon fémur était broyé, et je ne parvenais presque plus à bouger. Le troisième compagnon, Giorgi, était également amoché. Autour de nous, quelques policiers étaient blessés, dont un mourant. La fin de l'opération, ou plutôt la reddition, eut lieu lorsque les nazifascistes se sont rendu compte que nous étions peut-être déjà morts suite à leur long assaut, ou encore vivants mais désormais sans munitions. Par une action « brillante », rapide et courageuse, ils enfoncèrent la porte criblée de balles. Tout en faisant une série de petits sauts inutiles, ils entrèrent en masse dans la chambre où nous gisions sans connaissance, puis nous emballèrent en hurlant. Dans la rue, la foule de curieux attirée par le bruit des échanges de coups de feu et par la mobilisation policière, exaspérée par les bombardements alliés des jours précédents, nous accueillit en criant : « *A mort ! Lynchez-les ! Fusillez tout de suite les parachutistes anglais, américains et russes, faites-leur payer nos morts, nos malheurs, leurs bombardements aériens.* »

Après un examen médical sommaire, nous avons été emmenés au commissariat de La Spezia. Là, ils nous enfermèrent dans des cellules grandes comme une crypte, situées au sous-sol. Ils ne nous ont ni frappés, ni torturés, pensant nous faire la fête un peu plus tard. En réalité, un commissaire avait déjà pris les dispositions nécessaires en deux minutes, et donné l'ordre de prendre les mousquetons et les balles pour nous coller contre un mur et rendre une justice sommaire, sans trop d'histoires. Arriva fatalement un responsable du Parti national fasciste de La Spezia, avec l'uniforme théâtral que les types comme lui portaient aussi bien de jour que de nuit. Avec l'autorité et le pouvoir qui le caractérisaient, il bloqua l'exécution

entre deux « garde-à-vous, repos ! » Après des heures d'âpres discussions, il réussit, muni de son ignorance crasse et du pouvoir que lui conféraient le Duce et le Parti qu'il représentait, à convaincre les policiers de suspendre l'exécution, dans l'espoir de remonter à la source de notre organisation subversive et aux prétendus mandants. Ils étaient selon lui les cerveaux, les initiateurs et les auteurs de ces affiches retrouvées dans le lavabo de la chambre de la pension, que le feu n'avait pas réussi à détruire complètement. Ce qui nous sauva donc dans ce moment extrêmement critique, ce fut l'ignorance, qui est l'une des caractéristiques communes à tous les bureaucrates, les violents et les autoritaires, en fait à tous les fascistes. Dans l'esprit de ces pauvres crétins, abruti par leurs faux idéaux et par leur rôle subalterne, nous devions nécessairement avoir un chef, une personne « intelligente » comme eux.

Après avoir été un peu mieux pansés, nous avons été transportés quelques heures plus tard à la prison de La Spezia. Une longue et exténuante instruction a alors commencé, les nazifascistes espéraient remonter le fil de l'histoire. Après des jours de coups et de tortures, ils ont découvert qu'il n'était pas possible de trouver le fil d'une pelote inexistante, fruit de la fantaisie de leur cerveau. Il est connu que les anarchistes, qu'ils soient allés ou non à l'école, sont suffisamment critiques et autonomes pour être seuls maîtres et responsables de ce qu'ils programment et font.

Ils ont envoyé notre dossier, avec les notes sur les faits de l'auberge de Carrare et ceux de Milan, la description de la nuit de siège et l'assaut de la pension de La Spezia, ainsi que les tracts trouvés par la police, au tribunal spécial de Rome qui, à l'époque, pour des faits similaires ou même plus insignifiants, ne prononçait que des condamnations à mort. Ce qui nous maintenait en vie, c'était l'espoir, pour moi la certitude, que le fascisme avait désormais perdu la guerre, et que ses jours, ou tout au plus ses mois dans la version plus pessimiste, étaient comptés. Il nous suffisait de survivre quelques temps, quelques saisons au pire, pour nous en sortir.

De toute façon, il faut savoir que nous nous sentions à l'époque voués à une mort certaine ; pour nous, vivre ou mourir était très relatif. Quelques jours après, j'eus pourtant la garantie que nous échapperions à la mort.

C'est mon frère le plus scélérat qui m'a sauvé de l'exécution. Je ne lui parlais plus depuis des années et j'étais dégoûté que mon père ait aussi pour fils le secrétaire du Parti national fasciste de Massa. Il intervint auprès de son collègue de Rome, et grâce à cette embrouille imprévue, notre dossier passa du Tribunal spécial pour la défense de l'Etat (2) à un tribunal ordinaire. Il est certain qu'il n'a pas uniquement fait cela à cause de notre lien familial : un fasciste et un anarchiste ne peuvent en aucun cas être frères. Il a agi de la sorte parce qu'à son poste, il ne pouvait se permettre qu'un membre de la famille soit exécuté pour délit contre le régime.

Mes délits relevant à la fois du politique et du droit commun, il se débrouilla pour que les seconds prévalent. Comme c'était l'usage, mon cas passa ainsi devant un tribunal « normal » : la cour d'assise de La Spezia.

Finalement, ce procès n'eut pas lieu en raison du transfert des juges et parce que les tribunaux ne fonctionnaient plus ou mal, à cause des bombardements que la ville subissait à cette époque-là. On tenta aussi de transférer le dossier et le procès au tribunal de Gênes, mais la situation de cette ville était analogue, ce qui les fit renoncer à ce transfert. Les juges de l'après-guerre ont utilisé cette qualification de délinquant commun, qui m'avait évité d'être fusillé, pour mieux me casser et m'envoyer au trou au lieu de me proposer la médaille du Mérite dans la Résistance (médaille dont je n'aurais d'ailleurs su que faire).

Mais quels étaient ces délits de droit commun ? L'année où j'ai agi à visage découvert, j'avais raflé de l'argent à des entrepreneurs (requins fascistes) du coin pour financer notre lutte antifasciste, notre révolution : une souscription à main armée pour l'anarchie et

contre le fascisme. C'était donc ça mes délits de droit commun. Eux, ils les ont nommés extorsion de fonds. Quant à moi, je continue et persiste à les appeler expropriations.

J'ai donc passé l'année 1943 ballotté d'une prison à une autre, jusqu'à celle de Massa. Mes compagnons et moi, nous avons été placés dans la division de haute sécurité, enfermés au secret en compagnie d'autres politiques et de ceux qu'ils utilisaient comme otages. Nous ne pouvions ni voir ni parler avec d'autres prisonniers. Nous étions interdits de visite et de correspondance.

Cette détention dans le « couloir de la mort » fut terrible. D'abord à cause de la nourriture : des SS armés jusqu'aux dents ne nous distribuaient tous les jours qu'une louche à moitié pleine de bouillon d'eau de mer (par manque de sel) et une tranche de pain d'environ 100 grammes. La faim grandissait naturellement au fur et à mesure et notre santé physique s'en ressentait. Ensuite, parce qu'à l'extérieur, dès que les partisans accomplissaient une action, un officier nazi passait devant nos cellules en nous regardant sans ouvrir la porte. Il en choisissait dix au hasard, pour les fusiller dans quelque carrière de marbre abandonnée. On pensait à chaque fois « *c'est mon tour* », et on mourait un peu à chaque fois.

Seuls les industriels et les entrepreneurs emprisonnés pour trahison ne couraient aucun risque : ils payaient et, au lieu d'être fusillés, sortaient cinq ou six jours après. Traitement similaire à celui réservé aujourd'hui aux industriels frelateurs, qui purgent leur peine de prison dans les cliniques suisses après avoir empoisonné des centaines de personnes.

Du reste, ils ne pratiquaient pas leur double-jeu par antifascisme. Ils nous « aidaient » en cachette parce qu'ils commençaient à deviner notre éventuelle victoire (l'année 1943 débutait), et voulaient donc se préparer à acquérir quelques titres de noblesse pour éviter d'être pendus par la suite, ou que le peuple se fasse justice contre eux comme contre les chemises noires. La plupart a ainsi sauvé sa peau

et son argent, et ils ont peut-être même reçu une médaille de quelque imbécile, pendant que moi, je pourrissais en prison.

Je n'avais pas d'argent, j'étais considéré comme très dangereux, je n'avais aucun espoir de m'en sortir, je serais tombé tôt ou tard au cours d'une opération de représailles. Chaque jour, j'avais l'impression d'arracher quelque chose à la mort. Quand mes compagnons sont arrivés, des anarchistes venus pour me libérer, ils m'ont trouvé allongé sur la paillasse à méditer, cherchant à m'habituer à l'idée de mourir bientôt.

Les partisans sont arrivés à la prison à trois, deux d'entre eux étaient habillés en carabiniers, le dernier menotté. Ils se sont fait ouvrir les portes en faisant croire qu'ils amenaient un prisonnier. A l'intérieur, ils ont désarmé l'agent de service, celui qu'on appelait le portier. Ils ont ensuite appelé les vingt autres partisans, qui étaient restés cachés à l'extérieur de la prison, tous armés de mitraillettes et conduits par le commandant Elio. Ils ont enfermé les gardiens dans le bureau des matricules, coupé le téléphone et pris possession des clefs. Ils sont entrés chez les « détenus politiques » et nous ont libérés. Ils m'ont appelé par mon prénom :*« Allez, Belgrado, t'es libre, fuyons tous !* » (nous étions 52). Avant de partir, un compagnon a jeté le trousseau de clés à l'intérieur de la cellule d'un détenu de droit commun, la prison s'est ainsi complètement vidée.

Ce fut un vrai spectacle que de voir la ville envahie par des centaines de prisonniers, certains portant l'uniforme d'hiver à rayures, d'autres celui d'été en tissu blanc à moitié déchiré, les bras chargés de tout ce qui avait pu être volé dans les dépôts de la pénitentiaire. Nous avons aussi amené avec nous les soldats du corps de garde, mais ce n'étaient que de pauvres miséreux, de stupides sicaires que nous avons ensuite relâchés.

Les Allemands, arrivés par la suite, ont montré moins de compréhension pour nos geôliers. Pour éviter leur vengeance, le directeur de la prison s'était enfui alors que l'adjudant, un tyran tortionnaire, se suicida pour éviter de tomber entre leurs mains. Ce soir là, à cause

du manque de lumière et de l'émotion, je perdis le contact avec le groupe de partisans qui m'avait libéré. Deux jours après, je les retrouvai à leur poste de combat dans la montagne.

On était en juin 1944.

---

1. *Confino di polizia* [mise au banc par mesure de police] : La mise à l'écart n'est pas une innovation fasciste. Elle figure en effet déjà dans la loi Pica de 1863 contre le brigandage et s'est développée à la fin du 19e siècle contre les socialistes. Elle reprend de la vigueur lors de la Première Guerre mondiale contre toute personne « *non fiable* » (pacifistes ou tout simplement opposants au gouvernement ou à la conduite de la guerre), avant de trouver sa consécration sous le régime fasciste par le décret du 6 novembre 1926 : mesure applicable à toute personne jugée dangereuse pour l'ordre constitué ou l'ordre public. Décidé en commission composée du procureur, du préfet de police, du commandant provincial des carabiniers et d'un responsable des chemises noires, le *confino* prévoit une assignation à résidence de un à cinquante ans dans un lieu éloigné du domicile du condamné, généralement les îles d'Ustica, Favignana, Lipari, Pantelleria, Lampedusa, Tremiti et Ventotene.

Parmi les 600 politiques envoyés le mois suivant au *confino*, figurent par exemple les communistes Amadeo Bordiga et Antonio Gramsci, les anarchistes Gino Bibbi et Luigi Galleani. La loi définitive sur le *confino* date de 1931 et prévoit, en plus de l'obligation de travail, un couvre-feu, l'interdiction de fréquenter les lieux publics, le pointage régulier dans les locaux de police ou de ne pas s'éloigner du lieu d'assignation à résidence. De novembre 1926 à juillet 1943, ce sont près de 17 000 personnes qui ont été envoyées en *confino*, dont quelques « droits communs » condamnés pour meurtre ou trafic, quelques Libyens (une quarantaine en 1930), antifascistes albanais et nationalistes slovènes. En juillet 1943 et la chute provisoire de Mussolini, le maréchal Badoglio fait d'abord sortir les rares catholiques, républicains-libéraux et témoins de Jéhovah, puis les socialistes et communistes, dont les partis entrent au gouvernement. Les anarchistes sont par contre transférés au camp de concentration de Renicci d'Anghiari (Arezzo), où ils finissent par s'affronter durement avec les gardiens, avant que ces derniers n'abandonnent la partie en septembre, à la signature de l'armistice avec les anglos-américains. Les milliers d'anarchistes de retour du confino rejoignent dès lors les rangs ou forment les premiers groupes de partisans dans leur région d'origine.

2. *Tribunale speciale per la difesa dello Stato* [Tribunal spécial pour la défense de l'Etat] : Institué par la loi du 25 novembre 1926, il se trouvait au sommet de l'architecture judiciaire fasciste. Cette loi réintroduisait la peine de mort —abrogée en 1889 par le code Zanardelli—, pour un nombre incalculable de délits politiques qui allaient jusqu'à la « *conspiration contre l'indépendance et l'unité nationale* » ou, bien sûr, l'insurrection et le « *déchaînement de la guerre civile* ». Des peines de 1 à 30 ans étaient prévues pour les autres activités politiques antifascistes. Présidé par un militaire et cinq juges membres de la Milice, ce tribunal condamnait en réalité le simple passant qui s'était exprimé contre Mussolini, jusqu'aux partisans. C'est une commission qui décidait s'il y avait lieu d'y déférer les accusés ou de les renvoyer à une juridiction classique. Entre 1926 et 1943, les chiffres officiels de cette commission mentionnent 15 800 antifascistes renvoyés devant le Tribunal spécial.

La lutte des partisans

Je pourrais écrire, rien qu'avec des anecdotes, un volume entier sur la période passée dans les montagnes. Mais pour des raisons de place et afin de ne pas raconter des faits et gestes pour lesquels la mémoire risquerait de me trahir, je préfère m'arrêter sur ce dont je me souviens le mieux. Du printemps/été 1944 au 25 avril 1945, je suis resté lié à la formation « Elio » qui tenait son nom de son commandant, un slave qui vivait et habite encore à Carrare : Elio Wochiecevich (un marxiste). J'ai seulement participé une vingtaine de jours aux activités de la formation Lucetti, dirigée par Ugo Mazzucchelli.

A l'époque, de nombreuses formations de partisans étaient actives dans les Alpes apuanes, naturellement liées entre elles et dépendant du commandement général de brigade qui se trouvait dans une carrière de marbre abandonnée, appelée *Carbonera*.

Ma formation, « Elio », a compté dans ses rangs un nombre variable d'hommes, disons entre 100 et 180, généralement anarchistes. Dans la région, comme je le disais, opéraient deux autres formations : l'une avec à sa tête Mazzucchelli, l'autre mixte, composée d'individus liés au mouvement anarchiste ainsi que de membres des partis socialiste et communiste. Dans les montagnes de Carrare et de Parme, je ne me souviens pas d'avoir jamais vu de formations qui ne ressemblaient pas aux nôtres : je n'ai jamais vu combattre ni libéraux, ni monarchistes ou catholiques. Dès lors, je fus convaincu que certains individus, parce qu'ils sont des privilégiés, ne peuvent jamais être présents au moment où il faut empoigner les armes contre d'autres privilégiés.

Je me souviens bien d'un épisode auquel j'ai participé à l'époque : une fusillade entre cinq anarchistes, dont je faisais partie, et

un groupe de policiers fascistes, parmi lesquels le tristement célèbre lieutenant Gallo, connu comme tortionnaire de partisans, aussi terrible que sanguinaire. Il y avait avec moi Giovanni Mariga, surnommé *il Padovano*, Libero Mariotti et deux autres dont je préfère taire le nom.

Alors que nous cheminions sur une petite route de Sarzana, nous sommes tombés par hasard sur des policiers. Reconnaissant quelques-uns de mes compagnons, ils ont flairé en nous l'ennemi, les bandits, les partisans. Nous avons échangé des coups de feu pendant quelques minutes. Un des leurs, gradé, a été mortellement touché tandis que Libero Mariotti était criblé de nombreux projectiles et perdit la vie. Nous avons réussi à décrocher, sous les regards terrorisés des deux miliciens allemands qui avaient assisté stupéfaits à la scène. Ces deux-là ne sont pas intervenus dans le conflit parce que, tout comme les policiers, nous étions habillés en civil, et donc tous semblables à leurs yeux.

Lorsque les policiers fascistes se sont aperçus de la présence de leurs alliés alors qu'ils étaient en difficulté, ils se sont mis à leur hurler : « *Aidez-nous, ce sont des bandits, ce sont des partisans.* » Immédiatement, sans être pris de panique et avec une dose remarquable de sang-froid, nous leur avons répété la même phrase. Les deux Allemands se sont ainsi retrouvés dans une situation extrêmement délicate qu'ils n'avaient jamais appris dans leur manuel de guerre. Ils sont donc restés bloqués par la peur de tuer des fascistes. En proie au doute, ils ont gardé les pistolets dans leur étui, et nous les avons débarrassés de leur gêne en disparaissant.

Une autre opération militaire, dont je me souviens comme si c'était hier, est celle du Torrione. C'est le nom d'une des plus grandes carrières de Carrare où se trouvait un pâté de maisons qui servait avant-guerre de réfectoire-dortoir pour la main-d'œuvre. Nous l'avons utilisée comme base, les nombreuses chambres servant notamment d'armurerie. Il y avait aussi un énorme hangar que nous avions transformé en local pour nos prisonniers.

La journée dont je parle a été tellement extraordinaire que nous avons fini par l'appeler *Alba tragica* (Aube tragique). L'opération du Torrione s'est déroulée en novembre 1944. Les compagnons de garde nous ont signalé que de nombreux chars blindés et à chenille stationnaient au pont de Vara, et que leur artillerie avait commencé à ouvrir le feu comme des fous sur les carrières. On entendait effectivement les grondements du canon, mais je ne me souviens pas si c'est à cause de l'écho ou pour une autre raison que nous nous étions imaginé que les nazifascistes étaient plus loin que ça. Nous avons d'abord pensé qu'il s'agissait des grondements d'artillerie de la Linea Gotica (1) qui ne se trouvait pas très loin.

Je peux dire que les carrières de marbre abandonnées étaient à l'époque de vraies places fortes inexpugnables. Nous avons pris position et découvert que face à nous se trouvaient plusieurs centaines d'Allemands de la Wehrmacht et plusieurs dizaines de SS, flanqués de la *Decima Mas* de Valerio Borghese (celui qu'on appelle aujourd'hui le « Prince Noir »). Ils pensaient pouvoir ratisser facilement ces montagnes, aidés par leur artillerie. Les Allemands et les fascistes, couverts par le feu des chars, montaient en rampant le terrain hostile des sentiers pentus, pour atteindre le sommet où nos avant-postes les attendaient.

Ce jour-là, la formation dont je faisais partie pouvait compter sur 140 compagnons. Lorsqu'ils sont arrivés à notre portée, nous avons ouvert le feu avec des mitrailleuses lourdes, annonçant le début du carnage. Les rares hommes qui ont réussi à passer ce barrage de feu furent ensuite successivement criblés par nos armes automatiques légères, nos grenades et nos bombes à main, ainsi que par de petites avalanches de marbre préparées ad hoc. A un moment, je me suis retrouvé isolé dans un poste avancé avec une mitrailleuse, et j'ai fait face seul pendant quelques heures aux innombrables forces ennemies.

L'accueil imprévu, conjugué aux aspérités d'une zone qu'ils ne connaissaient presque pas, empêcha toute avancée allemande. Ils

furent obligés de s'arrêter, leurs tentatives pour prendre nos positions de force restèrent vaines toute la journée. Ils s'aperçurent trop tard que nos positions étaient presque inexpugnables avec leurs moyens, étant protégées par l'altitude et les blocs de marbre. Le soir, les allemands ont décidé de se replier, et nous sommes redescendus pour récupérer armes et blessés.

Là, nous avons fait prisonniers une trentaine de jeunes Alsaciens de la SS que nous avons enfermés dans le hangar transformé en prison. Ils ont été interrogés à tour de rôle par le chef de formation Elio et par le commissaire politique Rigo. Les prisonniers ont d'abord soutenu ne pas faire partie des SS de la garde spéciale de Hitler, mais de la formation constituée en Allemagne et répartie dans tous les territoires occupés dans un but de maintien de l'ordre. Ensuite, ces jeunes de 18 ans ont soutenu qu'ils étaient opposés à la guerre que menaient Hitler et Mussolini contre les partisans et les Alliés.

Ces Alsaciens n'avaient qu'une peur, être fusillés. Pour éviter cela, ils étaient prêts à renier non seulement Hitler, mais aussi leur propre mère. Concernant l'exécution des nazifascistes, nous avions ordre d'attendre la décision du Comité de Libération Nationale. Dans ce cas, le CNL décida, étant donné l'extrême jeunesse des prisonniers et vu qu'on voulait montrer aux Alliés le sérieux et la classe avec lesquels s'était déroulée l'opération, qu'il était opportun de les leur livrer de l'autre côté de la Linea Gotica. Cette livraison ne s'est jamais faite car lors d'un second ratissage opéré les jours suivants par les nazifascistes, nous avons laissé ces prisonniers en partie sans surveillance. Ils ont profité de ce moment propice pour s'enfuir et revenir à leur base : c'est-à-dire exercer à nouveau le rôle notoirement triste et infâme dévolu aux SS.

Je ne peux relater que quelques-unes des presque trente opérations menées par ma formation, entre juin/juillet 1944 et avril 1945. Je me souviens très bien d'avoir traversé le front deux fois avec le commandant Elio. Ces passages ont eu lieu lorsque notre formation a dû entièrement se transférer en zone libérée, à cause de l'intensité

des ratissages et de la concentration des forces nazifascistes dans la ville, qui a accompagné le renforcement allemand sur la Linea Gotica. Ce fut l'ultime tentative des nazifascistes de bloquer les Alliés sur cette ligne afin d'arrêter « tout court »* l'activité des partisans de Parme à Carrare.

En septembre 1944, je suis entré à Carrare avec les partisans de la formation Elio. J'ai donc participé à l'opération qui s'est conclue par le meurtre d'une fameuse espionne allemande (une italienne au grade de sergent, recherchée par les CNL de toute l'Italie et par les comités de Libération de toute l'Europe, en plus des Alliés). L'occupation a duré quatre jours, puis nous l'avons interrompue pour que la population puisse recevoir du ravitaillement. Un retard imprévu de l'avancée alliée avait projeté le spectre de la faim la plus noire dans la population de ma ville.

Quelques jours plus tard, j'ai participé au blocus de Doganella, localité proche de Carrare, avec d'autres compagnons de la Elio. Pendant ce blocus, les Allemands ont perdu le sens de la réalité et, saisis de panique, ont fini par se massacrer entre eux. Ce combat a entre autres permis l'évasion de Don Erasmo Celorio, un prêtre de l'Institut du Sacré Cœur de Marina di Ronchi (Massa), même si je n'aime pas beaucoup les curés, et il le savait. Il pourrait, s'il est encore vivant et parfaitement lucide, se souvenir et raconter les événements et les détails de cette journée.

J'ai oublié de dire qu'en septembre 1944, j'ai aussi participé à la bataille des carrières de marbre de Ravaccione contre les Allemands. Au cours d'une embuscade, une compagnie de SS faisant partie du groupe commandé par le major Rader et qui avait participé aux incendies et aux massacres perpétrés dans le village de Vinca, avait attaqué les partisans par le haut avec des armes automatiques, avant d'être ensuite complètement anéantie.

En plus du commandant de ma formation, Elio Wochiecevich, le commandant Alessandro Brucellaria, de la division « Gino Menconi » —groupe auquel était affiliée ma formation—, peut témoigner

de mon activité de partisan. Ces commandants peuvent également attester que j'ai pris part à la bataille de Darma, au cours de laquelle les Allemands furent obligés de laisser nombre de morts sur le terrain et abandonner leur garnison de la Padula à ma formation. J'ai aussi pris part au rude affrontement qui s'est déroulé à l'embouchure de la rivière Magra, à la libération de Sarzana et de La Spezia.

** en français dans le texte*

---

1. *Linea Gotica* : voir note 5 de l'introduction de l'édition italienne.

L'immédiat après-guerre

Le 25 avril 1945, à la chute définitive du régime, une extrême allégresse s'est déchaînée dans toutes les formations de partisans parmi ceux qui avaient d'abord mal supporté le fascisme, et qui avaient ensuite risqué leur vie pendant des années sur les montagnes : l'euphorie de ceux qui avaient eu raison de l'ennemi.

Certes, la révolte armée avait créé une situation résolument différente, pour autant à nous anarchistes, la nouvelle période ne nous apparaissait pas comme le paradis sur terre. On peut dire qu'on était passé d'une situation monopartitaire dictatoriale à une autre, plus libérale, qui admettait plusieurs partis au gouvernement. On était passé d'une forme de capitalisme autarcique à une forme de capitalisme international. L'idéologie propagée par le nouveau régime, entre autres par les partis, était décidément cléricale —au sens le plus moyenâgeux du terme.

Le lecteur peut imaginer quel genre de réflexions ont pu faire mes proches et mes compagnons sur cette situation. Je n'exagère pas en disant que les catholiques, à Carrare et dans sa province, ont toujours été une minorité ethnique en voie d'extinction, et qu'on n'a jamais aimé ni pu supporter les prêtres. Cette nouvelle réalité démocratico-cléricale, outre la présence des Américains à la maison, détonnait, ne nous enchantait pas, ne nous plaisait guère.

Nous, anarchistes, avons de toute façon commencé à nous organiser dès le 26 avril : nous avons formé des groupes et réorganisé la Fédération Anarchiste Italienne. Nous sommes passés de la clandestinité à une forme de propagande et de lutte typiques d'un régime à libertés formelles garanties. A partir du 26 avril, avec d'autres compagnons, nous avons décidé de clore définitivement la partie contre le fascisme, mais à notre façon. En fait, après avoir chassé les

Allemands, je n'avais nullement l'intention d'oublier tout le reste. Que la révolution se fasse ou non, je ferai la mienne. Je ferai payer aux tyrans, aux affameurs, aux propriétaires, toute la faim, la misère et la désespérance du fascisme. Je voulais les persécuter comme eux nous avaient persécutés. Ma vengeance aurait été mon pardon.

Mais les nouveaux patrons n'étaient pas de cet avis : Pietro Nenni par exemple (1), commissaire aux épurations, ne s'en est pas pris aux gros poissons, aux requins. Il a préféré frapper les jeunes, les sympathisants de village, quelques pauvres crétins qui comptaient pour du beurre. Grâce à cette manœuvre, l'Etat italien se retrouva avec une magistrature et une police à nouveau pleines de cadres fascistes. Le procureur de Gênes savait par exemple très bien que nous, les victimes du fascisme, n'aurions pas pardonné si facilement et si catholiquement aux fascistes et à leurs souteneurs. J'imagine que ce même procureur, rien qu'en lisant mon dossier, avait compris à quel individu il avait à faire. C'est pour cela que j'ai ensuite passé 32 années en prison. Mon crime : avoir lutté contre le fascisme et l'avoir « vaincu ».

J'ai été arrêté par les policiers de la République bourgeoise née de la Résistance au cours d'un guet-apens, en mai 1945 à La Spezia, où j'étais en train de débusquer des fascistes que personne n'avait envie de dénicher. J'étais seul dans l'embuscade qui me fut tendue, mais des compagnons comme Giovanni Zava, qui avaient fait la résistance à Serravezza et dans la région de Pistoia, furent faits prisonniers presque en même temps pour les mêmes raisons. On nous accusait d'avoir participé à la fusillade de 1942, au cours de laquelle un policier avait été tué.

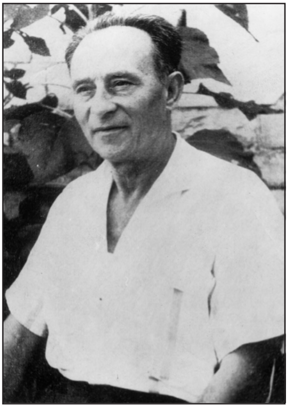
---

1. *Pietro Nenni (1891-1981)* : Inscrit au Parti socialiste à partir de 1921, il en devient rapidement l'un des dirigeants, devenant rédacteur en chef du journal *Avanti !*. Il se réfugie en France à l'automne 1926 et promeut un

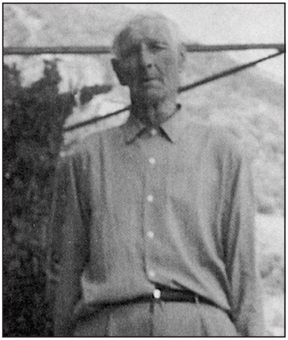
grand parti réformiste italien qui aboutit au Congrès de Paris de 1930, réunifiant les tendances non-communistes. Par la suite partisan d'un front uni avec ces derniers, il signe un « pacte d'unité d'action » en 1934 qui tiendra jusqu'à la fin de la guerre, malgré le pacte germano-soviétique de 1939. Siégeant pour les socialistes dans le Comité de Libération Nationale (CLN), il devient vice-président du Conseil et ministre chargé de la Constitution de juin 1945 à juillet 1946 (gouvernements de gauche Parri, puis de droite De Gasperi), puis ministre des affaires étrangères jusqu'en janvier 1947 (second gouvernement De Gasperi). Il fut aussi Haut Commissaire chargé de l'épuration, de juin 1945 à la suppression de ce poste en février 1946, et rédacteur de la loi (en fait un décret entré en vigueur le 14 novembre 1945) qui porte son nom. Elle eu pour effet de diminuer considérablement l'épuration en cours, confiant par exemple aux administrations publiques la charge de s'épurer elles-mêmes, malgré leurs 23 années de bons et loyaux services passées au service du fascisme.
Sur ses fonctions de « grand épurateur », voir Hans Woller, *I conti con il fascismo. L'epurazione in Italia (1943-1948)*, il Mulino (Bologne), 1997, pp. 437-511



Belgrado Pedrini



Giovanni Mariga



Giovanni Zava

La condamnation

Notre procès se tint en 1949, quatre années après la fin de la guerre, pour la simple raison que la plupart des anciens partisans restèrent encore armés jusqu'en 1948, pensant, espérant en une prochaine révolution sociale. La magistrature bourgeoise-papale vit juste et évita de faire des procès comme le mien dans ces moments trop chauds de l'après-Résistance. La présence certaine, au procès, d'anciens partisans chez qui l'esprit de résistance était encore vivace, aurait pu influer sur les jugements et les résultats de la procédure ouverte contre d'ex-partisans comme moi.

En 1949, l'Etat italien s'était en revanche définitivement consolidé. Les esprits bouillants et les espoirs révolutionnaires de beaucoup étaient retombés, surtout après l'attentat contre Togliatti (1). Cette année-là, on commençait à assister aux premières discussions agitées à l'intérieur des partis de la gauche parlementaire et aux premières hémorragies conséquentes de leur base. De plus, la police avait en 1949 reconquis son plein pouvoir de contrôle et réorganisé sa main de fer contre les révolutionnaires et anciens résistants. Ainsi, magistrats et policiers, certains de ne pas avoir à affronter de prises de position et de représailles, ont décidé d'entamer avec calme les procès pendants, dont le mien.

En mai 1949, au cours de mon procès, la défense chercha en vain à démontrer la valeur et le lien entre nos actions et la Résistance (celle qui prend un R majuscule). Il n'y eut rien à faire. J'ai d'abord été condamné à perpétuité et la peine a ensuite été automatiquement commuée à 30 ans, suite à une disposition de la cour constitutionnelle. J'ai demandé une grâce en 1948, 1954, 1967. J'ai essayé de m'évader de prison en 1948, 1952 et en 1955. Sans succès.

Pour être précis, il faut dire qu'il fut démontré au cours du procès

que le policier mort dans l'affrontement armé n'avait pas été tué par moi. Le projectile retrouvé dans son cadavre était du 7.65 alors que j'utilisais à l'époque deux pistolets de calibre 9. Quand j'ai compris que l'auteur pouvait être un de mes compagnons, celui qui s'était réfugié à temps à l'étranger, je me suis autodésigné pendant l'instruction dans une lettre adressée au président du tribunal. Je le fis car mon compagnon avait une femme et trois enfants alors que j'étais seul, c'était donc un moindre mal si je restais, moi, trente années en prison. Et puis surtout, j'avais la responsabilité politique du groupe, il était donc juste que je paie pour tous face à l'ennemi.

Je ne pensais tout de même pas vieillir en prison. J'étais un partisan, et nous venions à peine de gagner.

1. *Palmiro Togliatti (1893-1964)* : Dirigeant du Parti communiste, voir aussi note 6 de l'introduction à l'édition italienne. Le 14 juillet 1948, un jeune de droite tente de l'assassiner et le blesse grièvement. Des révoltes spontanées, vite « calmées » selon les dernières instructions du chef avant que celui-ci ne perde connaissance, éclatent à Abbadia San Salvatore (Toscane), où les mineurs insurgés tuent un policier et un carabinier avant de couper les contacts téléphoniques entre le nord et le sud de l'Italie. A Gênes, les marins et les ouvriers s'emparent de la ville et désarment les policiers. A Turin, la FIAT est occupée, son directeur séquestré. La situation est aussi pré-insurrectionnelle à Venise, tandis qu'à Rome une foule immense attend des dirigeants du PC le signal de l'insurrection. La répression policière fera 16 morts et 204 blessés lors des différents affrontements. Retourné sur la scène politique en septembre, Togliatti ne sera plus seulement le représentant personnel de Staline, mais bien son équivalent symbolique italien, sachant exploiter au maximum son statut de « rescapé » pour introduire un culte de la personnalité.

Mes prisons

Mes prisons sont décidément différentes de celles de Silvio Pellico (1). Les siennes, ils les a en fait presque entièrement passées au Spielberg. Les miennes ont été tout autres. Elles furent celles d'un rebelle qui, comme tel, a été continuellement transféré. Les raisons de ces transferts furent en substance les suivantes : tout d'abord, j'ai essayé de m'évader à chaque fois que c'était possible ; ensuite, les directions des prisons voyaient en moi un fomenteur de rébellions ; tertio, je propageais des idées et les concepts anarchistes de vie et de liberté parmi les détenus, ce que ne partageaient naturellement pas les autorités pénitentiaires.

En 1946, je suis passé de la prison de Pise à celle de l'île de Pianosa. Après quelques mois, j'ai été transféré à celle de Parme. De là, un an et demi plus tard, après une série de vives protestations et une tentative d'évasion (abandonnée de toute façon au stade embryonnaire), j'ai été transféré à l'institut pénal de Fossombrone par une direction alarmée. Là, je suis resté de 1949 à 1951, puis j'ai été transféré à Pesaro. On me transféra ensuite de nouveau à Parme, puis à Saluzzo, et une fois encore à Parme. Après, nouveau passage par Saluzzo, puis retour à Pianosa.

Là, ils m'ont fait comprendre que j'étais un prisonnier indésirable, compte tenu de mes antécédents. Après même pas un mois, on m'a renvoyé à Milan sous prétexte que j'avais besoin d'une cure et de visites médicales. Ceci s'est passé en 1953.

Les médecins de la prison ont décidé de me faire passer ces visites non pas par la pitié ou autres considérations humanitaires. Au contraire, leurs requêtes naissaient du fait que les directions des prisons ne trouvaient pas d'autre système et cherchaient ainsi à se débarrasser de moi avec l'aide du corps médical. Il faut dire que

les directeurs n'ont jamais eu aucune raison de m'aimer ou de me préférer aux autres.

De la prison milanaise de San Vittore, j'ai atterri à la prison de l'île de Pianosa et de là, par la suite, à celle de Fossombrone. Puis je suis passé à celle de Naples où je suis resté 6 mois. De là, je passais ensuite à la prison de Civitavecchia. On était en 1954, j'y suis resté 2 mois. Après un mouvement contre le directeur —un certain monsieur Bonamano—, auquel près de 150 prisonniers ont participé, je fus de retour à Fossombrone.

Je suis arrivé pour la énième fois dans ce pénitencier avec une lettre d'accompagnement conseillant d'éviter de me renvoyer à Civitavecchia. Dans cette missive, la direction était en outre priée de me soumettre à une punition de 10 jours. Cette demande a été appliquée à la lettre, et j'ai subi une réduction de la ration de nourriture, l'impossibilité de cantiner, une réduction des heures de promenade et l'interdiction d'écrire quoi que ce soit, même pas sur du papier toilette, tout comme le stipulait le règlement carcéral.

Depuis lors, et jusqu'à 1975, ma vie a été rythmée et marquée par des transferts permanents : je suis revenu trois, quatre, cinq fois dans de quelconques instituts pénaux [équivalent des centrales]. Pour un condamné définitif, il n'y a pas beaucoup d'instituts pénaux en Italie. Je crois qu'on peut les compter sur les doigts d'une main. Je connais tout d'eux : le nombre de fenêtres, les portes, la contenance des cellules, les mètres carrés pour la promenade, l'état d'usure des marches, les clous et les angles sur lesquels on peut tomber, en somme tout. Les pénitenciers insulaires, que je n'ai pas visités en touriste, sont ceux de Pianosa, l'institut pénal de l'Asinara en Sardaigne et celui de Porto Azzurro en Sicile, où j'ai fini cinq ou six fois en punition et avec les pires références.

Mes compagnons et moi y avons mené une vie extrêmement difficile, avec de très dures restrictions. Dans cette île damnée, nous, anciens partisans, avons été l'objet d'une surveillance très stricte. Les autres prisonniers, ceux de droit commun, subissaient aussi dans cette

prison des mesures restrictives, bien que plus légères que les nôtres. Comme je l'ai déjà dit, je crois avoir visité tous ou presque tous les instituts pénaux italiens car, à l'inverse des 200 prisons judiciaires [équivalent des maisons d'arrêt], c'étaient les seuls établissements à pouvoir m'ouvrir leurs portes : j'étais un condamné définitif sans aucun espoir de réexamen de mon cas.

Dans toutes ces prisons, Maschio di Volterra incluse, j'ai toujours pensé et étudié la possibilité effective de tenter l'évasion, à chaque fois que l'occasion se présentait et qu'il y avait une réelle possibilité de pouvoir la mettre en œuvre. A Volterra, j'ai calculé avec soin les moyens de me faire la belle, et j'ai su, après, qu'un tzigane, un certain Bonora, et un Milanais y étaient parvenus. Par un travail de bénédictin, ils avaient creusé la galerie classique, un boyau souterrain qui les a amenés hors des murs de l'institut pénal. Ils ont été repris peu après sur la route nationale en direction de Pise.

Je sais très bien que les Saint Vincent (surnom donné dans la prison de Bergame à ceux qui vivent à l'extérieur) sont souvent fascinés par les larcins commis par les voleurs les plus habiles, par les évasions réussies suite à un bon usage du cerveau et de l'astuce, par ceux qui, d'une façon ou d'une autre, arrivent à éviter de payer l'addition (l'obole qu'il faut verser aux "Césars").

A ces individus, qui tout compte fait ne croient pas rationnellement à l'Etat et à ses institutions et que continuent de fasciner ceux qui essaient de s'évader de façon romantique et intelligente, je voudrais expliquer que, si je ne suis pas devenu un "Papillon", ce fut parce qu'après trois tentatives, j'ai été toujours plus contrôlé. En fait, la possibilité de s'évader est liée à la position, à la structure de la prison et à la façon dont est organisée la surveillance d'un individu.

Après mes essais infructueux, je suis devenu un détenu particulièrement surveillé pour les matons de la moitié de l'Italie. C'est pour cela que j'ai toujours fini dans les cellules les plus sûres, celles qui se trouvaient comme par hasard dans les divisions et les sections où la possibilité de sortir, pardon, de s'évader, était quasiment nulle.

D'autre part, n'ayant jamais eu depuis ma jeunesse confiance dans les lois de l'Etat, pas plus que dans l'ancienne ou la nouvelle Constitution de l'Etat italien, ne pouvant compter sur une campagne de compagnons et d'antifascistes que je ne connaissais pratiquement pas, et désespérant d'un réexamen du procès, je ne voyais pas beaucoup de possibilités réelles de sortir avant d'avoir purgé toute ma peine. La seule façon de respirer l'oxygène de l'extérieur passait par la voie illégale de l'évasion.

Pour moi, esclave enchaîné, le seul espoir et le seul moyen résidaient dans la voie qu'avaient déjà adoptée les esclaves désespérés qui, au temps de Rome et son Empire, avaient suivi Spartacus.

---

1. *Silvio Pellico (1789-1854)* : Ecrivain piémontais et patriote italien libéral qui lutta contre l'occupation autrichienne. Arrêté pour conspiration politique en 1821, il fut condamné à mort, peine commuée en quinze ans de taule. Il est l'auteur du livre *Mes prisons*, publié en 1833, qui raconte son incarcération dans la prison Sainte Marguerite à Milan, celle des Plombs à Venise, puis dans la forteresse du Spielberg en Moravie.

Les autres compagnons de galère

Dans les prisons de la République démocratique italienne, parmi les nombreux prisonniers enfermés, j'ai retrouvé des compagnons de foi et de lutte qui étaient surtout d'anciens partisans anarchistes comme moi. Je vais reporter ici leur histoire telle qu'ils me l'ont racontée et comme je m'en souviens.

Je commencerai par me souvenir du partisan anarchiste carrarais le plus jeune : Goliardo Fiaschi. Il est né à Carrare le 21 août 1930, fils de Pietro et de Nella Del Vecchio. Il habite encore dans cette ville, au n°1 de la via Santa Maria. Ce fut un partisan combattant, identifié sous le numéro de protocole 014375. Le 9 septembre 1943, il a participé à la lutte de libération de sa ville natale en aidant les militaires déserteurs à s'enfuir et en récupérant leurs armes, qui ont ensuite servi à des groupes de partisans. Ce fut la première mission que des antifascistes de Carrare lui confièrent. Fiaschi s'est aussi consacré au transfert de matériel, dont les armes, dans les caches du Comité de Libération Nationale. Agé d'à peine 13 ans, il a soutenu pendant toute la Résistance en avoir 15.

Aidé par son jeune âge, il a réussi à passer au nez et à la barbe des nazis de petits chariots officiellement chargés de bois et de chiffons, mais en fait bourrés d'armes, de munitions, de nourriture et de vêtements. Pour lui aussi, l'antifascisme et l'aversion pour les nazis constituaient une tradition familiale : son père militait depuis longtemps chez les opposants au régime. Le garçon apprit vite à monter et démonter des mousquetons de 1891 et de 1938, puis à très bien s'en servir. La première fois qu'il tenta de tirer avec un pistolet italien à tambour de calibre 12, il le fit en le tenant à deux mains, mais il lui fila entre les doigts, le blessant au passage. Le deuxième

pistolet qu'il eut entre les mains, ce fut un Walter 7.65 volé avec une automitrailleuse sur une voiture allemande. Celle-ci n'arriva jamais dans les dépôts de partisans, car Fiaschi l'avait détruite en voulant « *en étudier le fonctionnement* ».

Goliardo entra en résistance dans la formation « Gino Lucetti » à Carrare, et son engagement dura jusqu'à la fin 1944. A l'époque, il quitta cette formation pour passer le front allemand et aller combattre avec les Alliés à Serravezza. Là, comme ils étaient bloqués depuis trop longtemps, il se déplaça sur le front de l'Abetone, auprès de la 3e brigade « Costrignano » de la division Modena.

A la fin de la guerre, il rentra chez lui à pied car on lui refusa un cheval, et ce ne fut que près de l'Abetone qu'il fut pris à bord d'une voiture américaine qui le ramena jusqu'à la maison du maire de Bagni di Lucca. Il y resta trois jours et fut reconduit chez lui par ce même commandant américain, le propriétaire de la voiture. A Carrare, sa maison avait été à moitié détruite par les bombes allemandes, mais sa famille était sauve.

Lorsqu'on parle de cette époque, Goliardo aime répéter ce qu'il a alors ressenti : « *Je n'ai pas franchi le front pour sauver ma peau, comme beaucoup d'autres le firent, mais pour libérer ma terre. Ma mère m'a accompagné en larmes jusqu'à une colline en me suppliant de rebrousser chemin. En arrivant à Bergiola, j'ai rencontré les autres partisans et nous sommes parvenus ensemble à Antona. Là, nous avons rencontré une colonne de civils avec laquelle nous avons traversé le front. Quand on fit l'appel à Serravezza, 14 personnes manquaient. J'étais parti de Carrare malgré les larmes de ma mère, car j'étais indigné par les Alliés : en fait, ils n'arrivaient jamais. La ville de Carrare n'avait plus rien d'humain, les gens étaient désespérés par la faim, par les représailles nazies et les canonnades alliées. Avant de partir, j'avais déjà subi plusieurs bombardements. A Avenza, l'explosion d'une bombe m'a par exemple laissé à moitié enseveli. Une autre fois, alors que je rentrais en ville, un coup de canon a emporté la nuque d'une paysanne qui portait*

du lait à des miséreux. J'ai essayé de lui porter secours, il n'y avait plus rien à faire.

Sur le front de l'Abetone, les Alliés m'ont néanmoins donné des armes, un Sten et des grenades Sipe. Au cours du combat de Monte Lancio, opération de jour contre les fortifications allemandes, malgré le feu nourri de l'adversaire, je suis arrivé deuxième sur la cime de la montagne, derrière mon commandant, Filippo. Le lendemain, après cette bataille, nous avons commencé notre marche de libération en direction de Fanano. La marche forcée a continué et nous avons libéré Sestola, Pavullo, Sassuolo, et enfin Modène. Cette phase finale n'a pas été facile, mais plutôt pleine d'embûches. Les routes et les champs étaient minés, les quelques Allemands restant livraient une résistance acharnée. Je ne me souviens plus si c'est à Sestola ou Marano que les nazis ont fait un carnage : l'hôpital flambait avec tous les blessés à l'intérieur, nous sentions de loin l'odeur de la chair humaine en train de brûler. Enfin, nous avons traversé Modène sous une pluie de fleurs. Je marchais orgueilleux en tête de ma brigade. J'étais si content que la guerre soit terminée, qu'on ait gagné contre les nazis, mais j'avais aussi de la peine, car je n'avais plus de nouvelles de ma famille et de ma ville.»

La lutte des partisans s'étant achevée, le jeune activiste anarchiste, après qu'il eut donné un exemple mémorable et digne des plus hautes valeurs de la Résistance, décida de continuer sa lutte contre le fascisme international, poussé par son esprit révolutionnaire et combatif.

En août 1957, il gagna Toulouse où il rencontra Facerías, fameux guérillero expropriateur anarchiste. On était le 14 août, et Facerías avait rejoint la ville rose pour changer de l'argent français en devises espagnoles, somme qui devait ensuite lui permettre de regagner l'Espagne afin de commettre un attentat contre Franco. Le 15 août, Goliardo Fiaschi, un certain Augustin (1) et Facerías quittèrent Toulouse pour franchir de nuit la frontière. Ce dernier avait accueilli le jeune Fiaschi dans son groupe, touché par son passé

de partisan. Tous trois passèrent la frontière comme prévu. S'étant aperçus de l'intense surveillance des patrouilles de police malgré le climat de fête de l'Annonciation, ils durent attendre le moment propice pour passer en douce, ce qui les retarda par rapport à la marche à suivre.

Selon ce plan, les trois anarchistes auraient dû suivre un parcours précis en passant par certains villages avant de parvenir à Barcelone. Ce déplacement de Toulouse à Barcelone devait se faire à vélo pour ne paraître qu'une simple excursion aux yeux de tous.

Ils s'arrêtèrent près de San Juan sur une hauteur de laquelle ils pouvaient dominer les environs. Goliardo descendit dans la vallée pour se ravitailler en eau, mais au torrent, il découvrit que les eaux étaient polluées par du crottin de cheval. Pour éviter de se faire remarquer par la guardia civil du village, ils furent tout de même obligés d'en boire. Une vive discussion à propos du retard accumulé naquit entre Augustin et Facerías sur la colline : le second soutenait qu'il fallait suivre toutes les étapes prévues et le premier, au contraire, qu'il fallait arriver à Barcelone le plus rapidement possible. Facerías descendit au village pour acheter quelque chose et demanda aux deux autres de l'attendre. A son retour, il trouva les deux compagnons cachés dans le cimetière et non là où il les avait laissés. Ils avaient aperçu une patrouille de la guardia civil et avaient choisi de bouger. Augustin, Facerías et Goliardo partirent de ce village encore plus en retard.

Le passage d'un village à l'autre fut organisé ainsi : Facerías devait les traverser à vélo, Fiaschi et Augustin le suivraient à dix minutes d'intervalle. Quand Goliardo rejoignit le premier, il lui précisa qu'Augustin avait décidé de gagner Barcelone en train. Ils continuèrent le voyage à deux.

On pense que la police franquiste était informée du plan des trois révolutionnaires, et Augustin fut arrêté malgré une tentative de fuite rocambolesque de la maison d'un compagnon à Sabadell, le 27 août.

Le 28, Goliardo et Facerías étaient déjà à Barcelone depuis vingt-quatre heures, et attendaient Augustin, mais ce dernier n'arriva jamais à l'heure et au lieu convenu. Le lendemain, ils se donnèrent rendez-vous dans leur refuge sur le mont Tibidabo. Facerías devait s'y trouver à minuit le 29, ou à midi le lendemain. Il demanda aussi à Goliardo de retourner en France en cas d'absence au deuxième rendez-vous.

Ils se saluèrent, et Goliardo s'en fut vers le refuge après avoir rempli deux bouteilles d'eau. En chemin, il fut entouré par six individus armés de mitraillettes qui lui intimèrent l'ordre de s'arrêter. Le compagnon Fiaschi, ne pouvant se défendre parce qu'ayant les mains prises, leur lança alors — en bon toscan — une série d'insultes et de jurons italiens. En l'entendant blasphémer dans cette langue, les policiers dirent : « *Voici l'Italien, l'ami de Facerías.* »

Interrogé, l'anarchiste toscan affirma dans un premier temps ne rien savoir de ce qu'on lui demandait, et encore moins comment on pouvait trouver Facerías. Les flics l'emmenèrent à la caserne et, comme il n'arrivait pas à se faire comprendre en espagnol, ils se mirent en quête d'un interprète. Ils trouvèrent un maître d'hôtel de Carrare travaillant à Barcelone qui s'empressa de traduire l'interrogatoire. « *La police avait ordre de ne pas faire de prisonnier, si tu n'avais pas parlé en italien, tu serais déjà mort* », lui affirma ce dernier.

L'interrogatoire se passa durement, presque violemment. Les policiers voulaient à tout prix savoir où était passé Facerías. Fiaschi l'ignorait réellement, il avait certainement pu s'éloigner du lieu où ils s'étaient quittés, malgré les nombreux postes d'observation de la police. Les miliciens franquistes étaient à ce moment-là probablement en train de manger.

A toutes les questions, Goliardo répondait qu'il était simplement venu à Barcelone pour s'embarquer en direction du Mexique. Après avoir contacté dans l'après-midi le commissariat où était retenu Augustin, les policiers se firent plus durs : ils lui ordonnèrent de cracher le morceau et lui signifièrent que, dans le cas contraire, il

se repentirait d'être né ; sa version aurait en effet dû correspondre à celle déjà lâchée par Augustin.

Dans la nuit, les miliciens de la guardia civil montèrent avec lui le mont Tibidabo avec l'espoir de capturer Facerías dans son refuge secret. Goliardo passa une première fois devant le refuge de son ami en l'évitant volontairement, et se mit en même temps à parler très fort dans l'espoir que, s'il était là, il pourrait se rendre compte de la présence des sbires.

Après un tour qu'il fit durer longtemps, Goliardo amena les policiers dans la baraque vers les deux heures du matin (certain que Facerías ne pouvait y être à cette heure-là). Les policiers, utilisant Goliardo comme bouclier, entrèrent dans le refuge et n'y trouvèrent personne. Ils prirent uniquement son vélo et les armes de Facerías. Fiaschi resta dans la baraque avec les policiers jusqu'au lendemain, à midi et demi. Ce fut précisément à cette heure-là qu'il sut que Facerías avait été tué à coups de mitraillette par la police. Il fut ensuite interrogé pendant trois jours et trois nuits (c'est du moins ce qu'il en a déduit), parallèlement à Augustin mais sans qu'ils puissent se voir. Il fut aussi obligé de signer de force une feuille sur laquelle il n'a jamais su ce qui était écrit.

Goliardo ne vit Augustin en prison qu'après 20 jours d'isolement, au cours d'une promenade. Le 12 août 1958, le tribunal spécial militaire de Barcelone les jugea. L'audience dura une heure et, comme d'habitude en Espagne, la sentence ne fut communiquée aux deux inculpés que trois jours après. Goliardo Fiaschi fut condamné à 20 ans et un jour de prison, Augustin à 21 ans et quatre mois. Le premier se comporta de façon exemplaire au cours du procès : il demanda quelques minutes pour parler, minutes qui lui furent concédées à titre exceptionnel. Il en profita pour défendre, face aux juges franquistes, les qualités de Facerías en l'appelant « combattant de la liberté » et en exaltant la figure du révolutionnaire.

Après huit ans de prison, l'anarchiste carrarais fut livré à la magistrature italienne. Le compagnon Fiaschi fut extradé en Italie car

notre magistrature et notre police voulaient lui attribuer une série de braquages qui eurent lieu après la Résistance et dont les auteurs étaient restés inconnus.

Les forces réactionnaires italiennes l'accueillirent aux cris de : « *Voilà le chef des anarchistes.* » Une fois encore, je le dis là pour insister, les policiers et les magistrats refusaient de comprendre qu'il n'y a ni nécessité ni besoin de chef chez les anarchistes.

En Italie, il fut persécuté par la magistrature et condamné (bien qu'innocent) à être enterré dans une prison pour des années. Il fut ainsi éliminé de la vie civile, de la militance, et éloigné de la présence de ses compagnons. Il fut gracié en mars 1974, à 44 ans. La grâce lui fut naturellement attribuée à la toute fin de sa condamnation, suite à l'intervention de compagnons et des quelques (rares) hommes politiques qui ont vraiment subi le fascisme et la prison. Sa mère, plus qu'octogénaire, et sa sœur très malade ont enfin pu embrasser leur Goliardo.

Au cours de ma détention, j'ai aussi retrouvé en prison l'ancien commandant de la formation de partisans à laquelle j'ai appartenu : Elio Wochiecevich. Je le revis dans le bagne de Porto Azzurro, où il purgeait dix années (peine qu'il accomplit en entier), car il était tenu responsable par la police et la magistrature d'un attentat accompli dans l'immédiat après-guerre contre une caserne de CRS à Carrare.

A Porto Azzurro, Elio continuait à défendre les fondements de sa rébellion, les mêmes qui l'avaient amené à combattre dans les montagnes.

Au cours de mes pérégrinations de prison en prison, j'ai aussi rencontré plusieurs fois Giovanni Mariga, le commandant-adjoint de la formation de partisans « Elio ». Je l'ai retrouvé à Fossombrone, Pise, Gênes, Livourne et Porto Longone. C'est à Giovanni que je laisse ma plume pour qu'il puisse raconter son histoire :

« Moi, Mariga Giovanni, né à Padoue en 1899, je ne me suis pas intéressé à la politique avant la Première Guerre mondiale. Je me souviens qu'avant la Grande Guerre, je jouais au football le dimanche comme arrière dans le club de la Società Calcio Padova. Dans ma vie, je n'ai jamais rien demandé à personne et encore moins de faire la guerre, c'est-à-dire d'apprendre à massacrer des gens sans en connaître la raison. Mais ma classe fut appelée et je suis parti avec ceux de mon âge. Je suis allé dans le Piave et dans la région du Trentin, puis j'ai participé à la libération de Trieste.

J'ai terminé mon service en 1920. Je me souviens que tout de suite après la guerre, alors que j'étais encore *bersagliere* [corps de tirailleurs], ma compagnie a été dissoute à Ancône, dans la caserne située villa Rei. Un jour, le général et le gouverneur décidèrent de nous envoyer avec d'autres troupes alliées étouffer une révolte en Albanie mais, arrivés au port, lorsque les officiers nous ont donné l'ordre de monter sur le cargo, nous avons fait demi-tour pour retourner en masse à la caserne. Les jours précédant l'embarquement, quelques compagnons (des appelés anarchistes) avaient en effet amené Errico Malatesta dans la caserne, caché dans une voiture blindée qui servait au ravitaillement de la cantine. Déguisé en *bersagliere* malgré sa soixantaine d'années, il se mit à faire des discours antimilitaristes : il invita la troupe à la désertion et condamna toutes les guerres.

De retour à Padoue en 1920, j'ai connu un serveur anarchiste de Trieste. Me voyant réagir contre les fascistes qui commençaient à faire des embrouilles, il me donna des livres et des pamphlets. Je devins ainsi un militant anarchiste et je n'ai plus cessé dès lors de réagir au fascisme. Si je ne me trompe pas, en vingt ans de dictature, de 1922 à 1943, j'ai passé presque seize ans de ma vie en prison. Mes périodes de détention variaient entre un minimum de trois et un maximum de six ans.

Au début de la résistance armée, j'ai été libéré par des partisans du château de Malaspina, où je purgeais ma énième peine. Je suis resté avec eux les armes à la main dans les montagnes de Carrare

jusqu'au 25 avril 1945. Comme Belgrado, j'ai moi aussi participé à toutes les opérations de la formation « Elio » dont j'étais le commandant-adjoint. En fait, j'ai été libéré avant Pedrini et j'ai donc pu être plus longtemps partisan. Par honnêteté, je tiens à préciser que j'ai accompli de nombreuses opérations seul ou avec de petits groupes de compagnons, pendant que d'autres groupes de la même formation en faisaient d'autres. J'ai participé à toutes les grandes batailles que la formation a mené contre les nazifascistes et que Belgrado a déjà énumérées. J'ai passé la *Linea Gotica* plusieurs fois, j'ai participé à différentes reprises à la libération de prisonniers italiens, anglais et russes que les allemands voulaient déporter. J'ai aussi eu l'occasion de pouvoir sauver de la faim et des représailles des vieux, des femmes et des enfants.

Un jour, j'ai été informé qu'un dangereux couple d'espions, terreur de tout le pays, était arrivé à Carrare. J'ai mis au point un plan qui nous a permis de les surprendre. L'une d'eux était une Italienne au service des Allemands depuis plusieurs années. Elle était sergent et avait été décorée par eux d'une croix pleine de brillant. Elle avait au cours de sa carrière fait arrêter de nombreux partisans et antifascistes dont la plupart ont été condamnés et fusillés. Cette femme, sergent et espion, était recherchée par les CNL de toute l'Italie et par tous les comités de libération des Etats occupés par les Allemands. En me voyant, elle a tout de suite compris mes intentions et sorti son pistolet, mais j'ai été plus rapide et lui ai rendu justice avec mon Sten. Après cet épisode, qui n'a duré que quelques instants, l'autre femme et les Allemands présents, pris de panique, ont tenté de s'enfuir.

Je me suis souvent travesti en soldat allemand et, déguisé en ordonnance, j'ai passé plusieurs fois les barrages que les Allemands, les « vrais », dressaient sur les routes. Naturellement, ces opérations étaient accomplies avec un véhicule militaire. Il était conduit par un compagnon qui, même mort, n'aurait jamais lâché le volant, bien qu'il chiait systématiquement dans son froc. Une fois, toujours déguisé, j'ai bloqué avec d'autres compagnons une colonne d'Allemands

sur l'Aurelia. Là aussi, nous avons libéré plusieurs Italiens, dont un prêtre. A Gardiano de Garfagnana, j'ai notamment eu l'occasion de sauver quatre Russes d'une mort certaine.

Mais un soir, quelques jours après le 25 avril, des individus entrèrent dans un établissement public de Santo Stefano Magra. Il s'ensuivit une fusillade au cours de laquelle deux personnes furent tuées, dont un ancien secrétaire du parti fasciste. Ce dernier était connu pour être terrible avec les antifascistes. Il suffit de dire qu'on le surnommait *Rompiteste* ("casse-têtes"). Ce type leur en avait fait voir de toutes les couleurs, et son surnom lui venait de la façon dont il s'acharnait contre les antifascistes de cette région, généralement anarchistes. Quelques jours après les coups de feu, je suis tombé dans une embuscade, et ceux qui ont assisté à l'épisode ont raconté que ceux qui m'ont tiré une rafale de mitraillette (deux balles se sont encastrées dans les os de mon crâne) étaient des policiers en civil du bureau politique de la préfecture, dirigé à l'époque par un très jeune commissaire, un certain Dr. Mangano.

Il y a eu un procès à propos de la fusillade de S. Stefano Magra, et j'étais parmi les cinq inculpés. Tout comme les autres, je me suis toujours déclaré étranger à cet épisode. Malgré cela, nous avons tous été condamnés à 23 ans de prison. Cela a été le premier pas de la magistrature bourgeoise pour conclure l'affaire. En effet, il n'y avait aucune véritable preuve contre moi, mais un anarchiste est toujours un excellent coupable, une victime prédestinée, lorsque le peuple se fait justice contre un de ceux qui l'a affamé et torturé.

Pour ce qui est de l'appel, je n'ai pas réussi à trouver un seul centime pour payer un avocat. J'avais déjà donné le peu que je possédais à celui qui a plaidé en première instance. Même Flora, ma compagne, n'a pu m'aider car elle avait déjà laissé en gage tout ce qu'elle avait pour payer les frais du premier procès. En bref, sans avocat de confiance, j'ai été condamné en appel à perpétuité alors que la peine des autres était réduite. Quelques années après, j'ai présenté inutilement deux demandes de grâce auprès de Saragat,

alors président de la République. Je lui ai ensuite écrit deux lignes pour le « remercier », lignes qui auraient dû sonner comme des insultes, mais encore aurait-il fallu qu'il les comprenne. La troisième fois que j'ai demandé la grâce, je l'ai fait avec l'aide de nombreux compagnons de Carrare et d'autres villes d'Italie. Je l'ai surtout obtenue suite à l'intervention décisive de Sandro Pertini, qui était devenu entre-temps président de la Chambre des députés. Je voudrais ajouter qu'il est à mon avis un des rares antifascistes avec un A majuscule. J'ai promis à Pertini, en sortant de prison, que je ne me vengerais pas et que je ne chercherais pas ceux qui avaient monté l'embuscade contre moi.

J'ai ainsi recouvré la liberté après 22 ans de prison, à 69 ans, en 1968. Je crois que la grâce m'a surtout été octroyée pour les mérites que j'avais collectionnés en tant que partisan. Arrivé chez moi, j'ai constaté qu'on m'avait attribué sans que je n'aie jamais rien demandé, la croix de Chevalier de Vittorio Veneto, et une décoration donnée par les Alliés avec son parchemin et une attestation de mérite. J'ai également trouvé une proposition du colonel Rossi de me décerner la Médaille d'or de la Valeur pour la lutte menée au cours de la Résistance. Voici le texte : « *Proposition pour décerner la plus haute récompense à la valeur militaire au partisan Mariga Giovanni (il Padovano), membre de la formation "Elio", par moi commandée jusqu'à la signature de la Constitution, pour les motifs suivants : pourvu d'une faculté de courage supérieur et à toute épreuve, d'une fidélité constante aux idées de la Libération, il sut toujours et à chaque occasion se distinguer nettement et mérita l'admiration de ceux qui étaient liés à cette cause ; il a traversé douze fois les lignes [de front] pour mener des actions individuelles, ni de risque ni d'importance moindres que le maximum. Au cours des tristes journées qui suivirent la bataille de Garfagnana, il passa continuellement entre les lignes ennemies pour tenter de faire sortir son commandant et le major anglais Oldan de l'encerclement. Pour ses actions sur le champ de bataille, il a mérité la plus haute récompense, ce qui dans l'essence sublime est le don de peu, mais Lui fut de ces rares,*

peut-être le meilleur.

Fto. Il Comandante Militare Il Colonnello Rossi. «

Cette médaille, que je n'avais pas demandée, comme je n'avais pas demandé les autres, ne m'a jamais été attribuée. A sa place, j'ai trouvé une feuille officielle du district de Padoue sur laquelle on pouvait lire que je n'étais digne d'aucune décoration puisque condamné à perpétuité. Comme je le disais plus haut, les médailles ne m'ont jamais plu, donc, au lieu de perdre du temps à les réclamer, j'ai envoyé une lettre recommandée au ministère priant ces messieurs d'éviter de m'en attribuer d'autres.

En arrivant chez moi, j'ai eu beaucoup de problèmes à résoudre, ayant 69 ans et rien pour vivre. Heureusement, ils venaient de faire une loi selon laquelle on pouvait avoir une petite pension d'ancien partisan. J'ai fait ma demande et attendu. Quelques temps après, j'ai été convoqué pour aider la commission qui devait attribuer ces pensions aux anciens partisans. Celle-ci était composée d'un lieutenant, d'un capitaine et d'un major de l'armée. Devant eux, une montagne de dossiers et de demandes à évaluer et valider : il fallait simplement éclaircir si un tel avait été partisan ou pas.

Je les ai aidé comme j'ai pu, vu que beaucoup d'individus avaient souvent fait la Résistance sous leur seul nom de guerre.

Pour cette raison, j'ai précisé à la commission que je pouvais donner mon avis à partir de la liste des noms de bataille, mais que concernant ceux qui n'avaient pas mis ce nom à côté des dates de leur état civil, je ne pouvais donner aucune confirmation.

Je suggérais de toute façon d'organiser une rencontre avec les éventuels écartés, de façon à les reconnaître.

A la fin de l'opération, la commission m'a demandé s'il pouvait à mon avis encore exister des partisans qui n'avaient pas fait la demande à temps, ou dont la demande n'était toujours pas arrivée. J'ai répondu qu'il était certain qu'un partisan manquait à la liste, et que c'était moi. Ils ont rouvert mon dossier et m'ont répondu qu'il

était incomplet.

En fait, il fallait soutenir dans la demande avoir été partisan pendant au moins six mois et citer en plus avec détails et références au moins trois actions auxquelles on avait pris part.

C'était difficile à avaler, car 6 mois sont 6 mois, alors que j'avais été partisan pendant deux ans et que pour mourir, une fraction de seconde était suffisante.

Au terme de ces journées de travail, j'ai remarqué dans les dossiers de retraités que 500 personnes avaient soutenu avoir fait justice à l'espionne allemande. Alors j'ai complété ma demande en disant à la commission : « *si vous pensez que 500 personnes peuvent avoir fait justice en même temps d'un individu, et en fait beaucoup avaient permis de réaliser cette opération, je crois que pour vous 500 ou 501 ne feront pas de différence.* »

Peu de temps après, j'ai reçu à mon tour la pension avec laquelle je vis actuellement. »

Un autre compagnon d'idée et ami que j'ai retrouvé plusieurs fois au cours de ma détention, et que je vois toujours avec un grand plaisir, fut Giovanni Zava. J'ai déjà écrit qu'il était avec moi à l'auberge de La Spezia cette nuit fatale de 1942. Les magistrats démocratiques issus de la résistance avaient ajouté un nouveau délit à son encontre. Ils lui collèrent donc, avec d'autres compagnons, le meurtre d'un ancien secrétaire fédéral du parti fasciste dans l'immédiat après-guerre à Gênes. Il fut de toute façon amnistié pour ce crime en 1949.

J'ai retrouvé Giovanni Zava, Goliardo Fiaschi et Giovanni Mariga par la suite à Carrare, tous en liberté. Zava est en liberté depuis moins d'un an, c'est-à-dire 1974, après 31 ans d'enfermement injuste en guise de médaille pour sa valeur de partisan. Il a, comme moi, fait un an et quelques mois en plus, car la magistrature n'a pas voulu déduire de la peine les années passées dans les prisons fascistes de 1942 à 1944.

Je voudrais enfin préciser qu'outre les compagnons susnommés

que je connaissais déjà et que j'ai rencontrés plusieurs fois en prison, il est tout à fait possible que d'anciens partisans soient encore incarcérés comme tels, anarchistes ou pas.

> « *Dans l'enfer de la vie entre la part la plus noble de l'humanité. Les autres restent sur le pas de la porte et se réchauffent.* »
> Hebbel

---

1. Il s'agit de Luis Agustín Vicente. Cet épisode est évoqué brièvement par Antonio Téllez Solá dans *Sabaté : Guérilla urbaine en Espagne (1945-1960)*, éd. Repères-Silena (Toulouse), 1990, pp. 256-257. Et plus largement dans Antonio Téllez, *Guerilla urbana : Facerías*, ed. Ruedo Ibérico (Paris), 1974. A noter que les liens entre José Lluis Facerías et l'Italie vont bien au-delà de cette rencontre avec Goliardo Fiaschi, puisqu'il est resté dans ce pays de 1952 à 1957 sous le nom d'*Alberto*. En plus de ses activités d'autofinancement et d'attaques, il s'y est par exemple impliqué dans l'aide aux objecteurs de conscience, a soutenu la Fédération Anarchiste de Gênes, a lancé le journal *Lotta Anarchica*, contribué à la rédaction des *Quaderni del Militante*, organisé des rencontres internationales et traduit des classiques anarchistes.

La mentalité de la plupart des détenus

En prison, j'ai assisté plusieurs fois à la même scène, la raconter peut surprendre. Cette scène se déroule lorsque certains prisonniers, surtout ceux qui ont subi les condamnations les plus longues, sont renvoyés dehors à la fin de la peine : parvenus au seuil de la porte, ils n'osent pas sortir. Ils voudraient rester, n'ont pas le courage d'affronter la liberté, n'ont pas le courage de réapprendre à vivre dans la société du « dehors ». Du reste, la majeure partie des détenus, après quelques mois de détention, est disposée à faire n'importe quoi pour vivre un peu mieux la prison.

Quelques-uns sont même disposés à torturer, violer, infliger des sévices ou sodomiser d'autres détenus pour faire le beau devant la direction et recevoir en échange d'infimes privilèges. Avec ou sans privilèges, ils restent malgré tout des galériens enchaînés. Ils finissent souvent même par se faire détester des gardiens par leur façon d'agir. En conclusion, je peux affirmer que le détenu qui doit purger une longue peine s'adapte en général à son milieu. Comme sa nouvelle maison est la prison, il essaie de trouver la position la plus commode possible. Pour atteindre un but mesquin de ce genre, il est disposé à se vendre complètement à la matonnerie, à la direction et au prêtre.

Tout ce qu'un détenu peut faire, du lèche-bottes à la plus vile lâcheté, ne relève pas selon moi seulement du fait qu'un individu est dépourvu de personnalité marquée ou d'une certaine fierté morale, et dont le seul sens critique ne dépasse pas la dimension de son étroite situation personnelle. Le lèche botte auquel se livre ce genre de prisonnier arrive au point où il devient et se pense semblable à un gardien jusque dans sa psyché, un gardien sans uniforme ni casquette, un gardien en pyjama à rayures.

Les détenus qui tentent de s'évader sont si rares qu'on n'y croirait

même pas. Ils sont vraiment l'exception.

Pour 1 détenu sur 100 qui pense ou prépare une évasion, 99 autres sont immédiatement disposés à le trahir, à en informer la direction. La majeure partie des détenus, préfère lécher les bottes, rendre de petits services au directeur et au prêtre, et être ainsi un peu mieux lotie, plutôt que de risquer sa peau en sautant le mur, puis en prenant le risque de ne pas pouvoir survivre à l'extérieur en liberté. Car dehors, il n'est alors pas facile de se faire oublier.

Imaginons en plus les problèmes que rencontre l'évadé quand il n'a pas beaucoup de relations et cherche un moyen de changer de vêtements et de manger. Ce sont de grandes difficultés, surtout pour celui qui est illettré, inculte, acritique et pas sûr de soi.

Pensez bien que le premier obstacle pour un prisonnier abruti par l'enfermement, s'il voulait s'enfuir, est celui d'organiser sa propre fuite. Seulement, pour cela, il faut être rationnel, avoir une capacité organisatrice et du sang-froid. Il ne suffit pas de lire *Le comte de Montecristo* en bandes dessinées pour pouvoir ensuite mettre au point un plan d'évasion.

Il faut aussi dire qu'un compagnon, un idéaliste, un anarchiste, n'est en général pas très atteint par la prison. Sa maturité le rend en fait plus fort. Sa tête est décidément critique et évolutive. S'il décide d'essayer de s'évader, il sait ce qui l'attend dehors : ses compagnons, ses vrais amis et surtout une solidarité militante.

Pour un détenu commun, au contraire, il n'existe à l'extérieur, dans la meilleure des hypothèses, que le milieu de la *malavita* avec ses lois, ses demi-comparses, ses faux mythes et sa logique.

Conclusion : celui qui survit le mieux en prison est celui qui vit dans l'espoir continuel de pouvoir en sortir le plus tôt possible et par tous les moyens, légaux ou illégaux. Les autres s'abrutissent, se dénaturent complètement, deviennent dans le meilleur des cas des morts vivants, ou au pire des grandes oreilles, des bibelots, des ustensiles, des prisonniers de la direction, du prêtre et de l'Etat.

Mes tentatives d'évasion

J'ai donc essayé au cours de ma vie de prisonnier de m'évader trois fois. La première fois, j'ai tenté de le faire à Gênes en 1947. Plus précisément, nous avons essayé à quatre : Zava, deux autres prisonniers qui avaient sympathisé avec nos idéaux, et moi-même.

La technique suivie fut la plus simple et la plus connue : j'ai travaillé pendant plusieurs mois clandestinement, jusqu'au jour où j'ai réussi à me procurer une scie à métaux pour couper les barreaux. Le précieux ustensile récupéré et les barreaux sciés, nous sommes descendus dans la cour avec une corde improvisée faite classiquement d'un drap.

Le parcours qu'on aurait dû suivre était le suivant : il fallait d'abord traverser les deux cours intérieures de la prison, puis escalader successivement les deux murs d'enceinte sur lesquels étaient postées quatre sentinelles, à l'époque armées de mitrailleuses.

Nous étions poussés par une soif de liberté et par le désir de reprendre la lutte pour l'émancipation avec les compagnons anarchistes de Carrare et ceux qui luttaient dans le reste de la péninsule. Quand je dis nous, je parle de tous les quatre.

Les deux jeunes Génois, que je continue à définir comme des sympathisants, étaient du genre extrêmement sensibles et, pendant un certain temps, furent un peu les victimes de mes sermons et de ceux de Zava. Ils se transformèrent bien vite en d'actifs participants de nos réunions du soir, au cours desquelles nous discutions de l'idéologie et nous analysions la réalité. Pendant les premières discussions, les deux jeunes avaient à mon avis des idées très confuses, ils voyaient en fait dans le communisme et le marxisme mythifiés par le parti communiste, la seule source, la seule voie italienne pour la libération des exploités.

Zava et moi, au contraire, ne voyions aucun paradis sur terre et poussions l'analyse plus à fond : c'est ainsi que nous avons cherché à les amener sur des positions les plus libertaires possibles. Au cours de ces réunions, je cherchais, malgré le poids des ans, à utiliser tous mes souvenirs des textes de Bakounine, Malatesta et Kropotkine, pour leur faire comprendre quelles étaient les différentes causes qui mises ensemble produisaient la question sociale, et donc l'exploitation de l'homme par l'homme. Après cette série de cours du soir sur l'anarchisme, les deux Génois s'étaient effectivement emplis de notre idéal libertaire, et ils ont commencé à se considérer autant que nous comme de vrais militants.

Malheureusement, pour en revenir à notre vie de "papillons", la tentative de fuite échoua. En effet, une fois descendus en silence dans la première cour après avoir scié les barreaux, nous avons grimpé sur le bâtiment qui servait de chambre mortuaire, dont le toit était constitué de très fines lamelles d'ardoise. Les plaques grises se brisèrent sous notre poids, provoquant un énorme raffut. Il retentit comme une alarme et éveilla l'attention des gardiens qui, aux cris de « *Qui va là ?* », tirèrent quelques coups de feu. En quelques minutes, tous les matons se concentrèrent autour du bâtiment qui faisait fonction de chambre mortuaire, et nous fûmes capturés comme quatre souris piégées. Au cours de cette tentative d'évasion, il n'y a eu aucun blessé de part et d'autre. Pour nous, seulement de tristes conséquences : nous avons subi plusieurs sanctions, comme la cellule d'isolement, le lit de contention, les nombreux coups des gardiens, ceux des *mozzi* (prisonniers qui aident les geôliers pour ces opérations) et, *dulcis in fundo,* nous avons subi un « juste procès » comme le veut le règlement pénitentiaire.

Le procès, si je m'en souviens bien, eut lieu sept ou huit mois après, dans une salle grise du palais, que Bakounine aurait appelé d'injustice, de Gênes. Zava et moi, nous avons reçu en « prime » six mois supplémentaires. Ce fut notre première tentative d'évasion sérieuse et la condamnation en était pour la soi-disant magistrature

démocratique, la rétribution, le juste prix. Les deux sympathisants génois prirent trois mois, car Giovanni et moi nous sommes attribués la responsabilité complète de la tentative : devant les magistrats, nous avons soutenu les avoir entraînés.

Ma deuxième tentative de fuite rocambolesque advint en 1951. J'ai essayé de m'évader de la prison centrale de Saluzzo avec des "compagnons" complètement différents des précédents. La même histoire s'est répétée, j'ai passé une énorme partie de mon temps à me procurer les moyens, les outils nécessaires à l'évasion. Et même l'argent utile pour la suite immédiate. J'ai récupéré l'ensemble de la façon suivante :

J'ai attendu que quelques compagnons de confiance que j'avais connus en prison quittent librement les murs du pénitencier. Je leur ai demandé de se procurer des limes et des scies, et de les cacher soit dans les semelles d'une paire de chaussures, soit de les faire cuire dans un pain, ou encore de les planquer dans le double fond d'une boîte. Après quelques temps, mon rêve est devenu réalité et j'ai reçu tout le matériel dans ma cellule.

Une fois les barreaux de la grille de notre fenêtre sciés, nous sommes passés à la deuxième phase du plan. Nous étions au troisième étage, et la deuxième étape difficile consistait à descendre dans la cour.

Cette fois-ci, la tentative d'évasion s'annonçait plus compliquée, ce fut une tentative collective, nous étions douze et non plus quatre comme la première fois. Pour être plus clair, l'idée de la fuite n'était pas le fruit de ma seule initiative, mais un plan mûri par notre chambrée. Tous les douze, nous étions des partisans, prisonniers politiques. Parmi nous, neuf se disaient communistes, et trois anarchistes. Quand nous avons décidé de gagner notre liberté, les autres se sont adressés à moi. Mon expérience en termes d'évasion —dans les prisons l'information ainsi que la notoriété circulent très vite— était désormais fameuse.

Une fois les moyens réunis, les risques examinés puis les barreaux sciés, nous sommes passés à l'action collective : je suis descendu en premier et, une fois arrivé à terre, le deuxième m'a suivi de près comme prévu. Mais le troisième, pris par l'émotion, plutôt que de descendre doucement, s'est laissé tomber en lâchant la corde faite de draps. Dans sa chute, il a fait un bruit énorme. Le raffut a alerté tous ceux qui étaient en prison. Quelques compagnons de la chambrée, pris de panique, n'osaient plus bouger. D'autres, au contraire, plus courageux, ont tenté de descendre le plus rapidement possible, produisant comme on peut l'imaginer encore plus de bruit. Les sentinelles, quant à elles, firent sonner leurs instruments : elles ont canardé dans toutes les directions pendant une dizaine de minutes.

En un peu plus d'une heure, nous avons tous été capturés et j'ai à nouveau subi les conséquences habituelles : la cellule d'isolement, le lit de contention, une bonne dose de coups, le passage devant l'autorité judiciaire et, en cadeau, un transfert-vacances dans un autre pénitencier pour une meilleure persécution prolongée.

Après tout cela, je suis pour la deuxième fois passé en procès. Au tribunal, j'ai expliqué cette fois-ci quelle était ma situation. Je dis que je subissais une condamnation imméritée et que les délits qui m'étaient imputés ne relevaient que d'actions à caractère idéologique ou, s'ils préféraient, des actions purement politiques.

La magistrature continuait à nous considérer comme des délinquants communs, malgré mes réactions au cours de la procédure : j'ai en fait essayé de transformer ma cage d'inculpé en une estrade, en une tribune d'accusation et de défense. En l'occurrence, j'ai demandé au juge et aux avocats qu'ils essaient d'intéresser le ministère de la Justice et des Grâces à la réouverture de notre dossier. Naturellement, nous n'avons rien obtenu, personne ne nous a entendus.

Cette fois-ci, étant récidiviste, j'ai pris 18 mois alors que les autres, qui en étaient à leur première tentative, prirent de 6 à 8 mois. Ceux qui restèrent dans la chambrée au moment de l'évasion furent d'abord considérés comme relativement coupables, les ma-

gistrats essayant de les inculper pour complicité. Ils ont ensuite été acquittés, notam-ment parce que nous les avons déchargés de toute responsabilité.

A cette occasion, nous avons affirmé notre seule responsabilité dans l'organisation de l'évasion, qu'au moment où nous avions décidé de fuir, nous n'avions pas pensé à eux, qu'ils ignoraient tout puisque nous conspirions pendant la promenade, hors de la cellule.

La troisième tentative d'évasion, j'ai essayé de la réaliser dans le pénitencier de l'île de Pianosa, île de l'archipel toscan à environ soixante-dix kilomètres de Livourne. Sur cette île étaient enfermés des détenus « communs » et des « handicapés physiques » : je me trouvais parmi ceux de droit commun.

Dans cette Cayenne, j'ai connu des condamnés enchaînés à qui je pouvais me fier. J'organisai donc un plan d'évasion avec mes trois cocellulaires. La difficulté majeure était, cette fois-ci, comme on peut bien l'imaginer, de traverser la mer.

Pour cette nouvelle tentative d'évasion, j'ai réutilisé tous les souvenirs que j'avais en matière de beaux-arts. Avant tout, j'ai donc préparé des mannequins, exploitant toute mon expérience d'ancien étudiant d'académie. Je modelai de l'argile, de la craie et de la mie de pain pour sculpter des têtes qui soient les plus ressemblantes possible aux nôtres, je leur collai les cheveux que nous nous étions coupés. Je collais ces têtes sur des bonshommes improvisés, construits avec de vieux pulls et des caleçons bourrés de paille.

Le résultat était satisfaisant : j'avais construit quatre sosies avec une patience chinoise. Nous avons laissé les mannequins dans les lits et nous avons terminé notre travail de limage des barreaux de notre cellule. De la fenêtre, nous sommes descendus dans la cour, puis avons traversé un potager limitrophe de la prison. Nous avons escaladé le mur du potager avec une corde munie d'un crochet et avons rejoint la mer en courant. Nous avions décidé avec quelques compagnons de Livourne qu'un canot à moteur aurait dû passer à

une heure précise et, avec lui, la liberté. Les deux compagnons avec lesquels nous étions d'accord étaient membres de la Fédération anarchiste du coin et étaient « en vacances » au pénitencier de Pianosa pour purger une courte peine. J'avais élaboré avec eux le plan d'évasion dans les moindres détails, et avais encore mis au point les derniers détails de l'entreprise dans une lettre codée.

Le jour dit, mes trois compagnons et moi, nous sommes mis en action pour sortir de la prison alors que les amis de Livourne se mettaient en branle pour venir nous chercher. Ils sont partis de la côte et, j'en ai eu ensuite des preuves concrètes, avec l'embarcation.

Malheureusement, le temps a subitement changé au cours de la traversée. A cause d'une tempête, la mer est devenue agitée et impraticable. Vu ces conditions, les compagnons de la Fédération de Livourne ont dû rebrousser chemin. Ils sont rentrés après mille difficultés.

Notre situation n'était pas plus plaisante. Nous étions bien sûr hors de la prison, mais sur une île et sans aucune possibilité réelle de mettre définitivement fin au bordel. Quelques heures après, nous étions prêts à tout, et avec l'énorme quantité de courage et la soif de liberté que nous portions, nous avons tenté le tout pour le tout.

Nous avons cherché, désespérément mais en toute conscience, à traverser la mer en radeau. Nous l'avons construit en toute hâte avec des troncs et des cordes que nous avons trouvés dans une remise de paysan. Mais le radeau, bien que construit par des gens qui voulaient l'utiliser à tout prix pour gagner leur liberté, une fois lancé au prix de mille difficultés, ne parvenait pas à dépasser la furie et la violence des vagues. La mer, cette nuit là, était tellement agitée que, malgré nos efforts, nous n'avons pas réussi à nous éloigner du rivage, pas même de cent mètres. Après plusieurs heures, nous nous sommes rendus à la force de la mer et, revenus sur la terre ferme, nous avons été capturés le matin suivant dans le cimetière de l'île où nous nous étions cachés.

Des gardes à cheval et des matons à vélo sont arrivés. Ils nous

ont dénichés de cet ultime refuge entre deux fusillades. Les participants à cette troisième tentative d'évasion étaient deux Siciliens, un gars de Crémone et moi-même. Le Crémonais avait pris part au mouvement anarchiste sous le fascisme puis avait résidé, à partir des années 30, de nombreuses années à l'étranger. De France, où il était réfugié, il était ensuite passé en Espagne pour prendre part à la révolution et à la guerre.

Revenus en prison, nous avons été tabassés jusqu'au sang et transférés pendant trois mois à Porto Azzurro. Pendant cette période, nous avons été enfermés dans un mitard punitif. A la fin, on nous a transportés à Livourne pour un énième procès. J'ai gagné une nouvelle prime de 18 mois. Le Crémonais un an et les deux Siciliens deux mois chacun.

Ce fut ma dernière tentative d'évasion collective. J'ai essayé une autre fois de fuir au cours d'un transfert, réussissant à me défaire des menottes qui me liaient aux carabiniers qui m'accompagnaient. Lorsqu'un prisonnier est transféré d'une prison à l'autre, il est en effet d'abord confié aux carabiniers. Ceux-ci le conduisent à la gare, puis ils le chargent dans un wagon cellulaire où ils l'accompagnent jusqu'à destination. Lors d'un changement de train en gare, si le dé-tenu arrive à se défaire des menottes, il est déjà chanceux. Dans ces conditions, s'il est jeune et svelte, il peut facilement fuir en courant.

C'est ce que je fis une fois lors d'un transfert, mais cette fois-là encore, la chance ne fut pas de mon côté. En fait, la gare dans laquelle je suis parvenu à me libérer était par hasard remplie de policiers et de gens de la milice portuaire qui ont aidé les carabiniers à me reprendre. Cette fois-là, je n'ai cependant pas subi de procès car ma « fuite de transit » n'était pas considérée comme une évasion. Pour ce que j'en sais, une fuite de ce genre doit tout de même passer au tribunal, mais encore aujourd'hui, je ne sais pas pourquoi ce ne fut pas le cas.

L'ennemi le plus puissant qu'un détenu doit vaincre afin de s'évader, je crois que c'est l'hostilité des autres. Une fuite implique en fait, en théorie, une légère répression les jours suivants pour ceux qui restent. Mais cette répression généralisée ne constitue pas le facteur déterminant l'hostilité des autres détenus, il s'agit plutôt de leur âme envieuse et résignée.

Ce sont dans la plupart des cas des individus sans idéaux, disposés à vendre jusqu'à leur mère, éduqués à la violence, diplômés en méchanceté par la prison, par les souffrances et les privations en tout genre. Ces malheureux envient les compagnons enchaînés qui veulent fuir et, parce qu'ils se prostituent tout de suite à l'autorité carcérale, fayotent et te vendent en échange de privilèges infimes et insignifiants.

La tentative d'évasion est l'oxygène des quelques détenus suffisamment critiques, sains et jeunes, qui expriment la nécessité de réagir à la prison. Souvent, on ne survit dans les prisons qu'en échafaudant des plans de fuite. Penser à fuir, espérer le faire, est un moyen de ne pas mourir dans la prison-tombeau. Mais la plupart des détenus, comme je l'ai déjà souvent répété, constitue une multitude non-pensante et un assemblage d'apeurés. Les risques et périls de celui qui désire s'évader vont des sentinelles en armes à la difficulté de trouver des moyens de survie à l'extérieur : pour ces raisons, la masse carcérale abrutie par la taule s'y adapte sans se rendre compte qu'elle ne peut que s'y abrutir plus encore.

La “vie” dans les prisons italiennes

La situation carcérale d’aujourd’hui se distingue de la période fasciste par une amélioration de la nourriture, mais ce résultat ne suffit pas à satisfaire les besoins minimaux d’un être humain.

On distribue au détenu une ration qui ne dépasse pas les 500 lires par jour. De plus, cette somme quotidienne est inexorablement et systématiquement amputée par la camorra interne à la prison. Les responsables en sont les détenus assignés au service de la cuisine, les chefs de poste et les gardiens (ce sont toujours les premiers responsables de la soustraction des victuailles). Pour ces messieurs, le système et la règle sont de toujours voler le plus possible aux prisonniers. Par conséquent, le détenu qui attend dans sa cellule sa portion de nourriture d’une valeur égale à 500 lires se retrouve avec des rations inférieures de 50 %.

La qualité est encore extrêmement mauvaise, les aliments sont toujours les pires du marché. La nourriture est donc tout simplement répugnante pour le palais d’un prisonnier. Dans quelques prisons seulement, après d’innombrables protestations menées et payées par les condamnés, la situation a légèrement changé et s’est un peu améliorée.

Fossombrone est l’un de ces endroits. Pour toutes ces raisons, les conditions de santé d’un condamné en Italie se dégradent sérieusement après deux ans d’un régime de ce genre : la plupart des individus en ressortent complètement affaiblis. La situation ambiante, hygiénique et sanitaire est tout simplement tragique. La disposition des cellules et l’humidité des lieux sont typiques des vieux établissements.

En fait, la plus grande partie des prisons italiennes résulte de la transformation d’anciens couvents ou de vieilles forteresses médié-

vales. Ces structures paraissent inadéquates au premier coup d'œil : elles contiennent un nombre de détenus largement supérieur à celui qu'elles peuvent effectivement héberger. En regardant les détenus de toutes les centrales italiennes, la sensation qu'on éprouve est la même que celle qu'on ressent en ouvrant un tonneau de harengs.

Pour le dire de façon intellectuelle, la situation (ou plutôt le rapport espace/individus) est celle décrite par Schopenhauer pour les hérissons qui, enfermés dans un lieu malheureux, finissent par se piquer les uns les autres. Dans ces espaces réduits, les bagarres éclatent pour un rien. S'affronter entre soi et décharger ainsi l'irascibilité et la souffrance accumulées relève de l'administration courante. Le véritable et unique responsable de cette situation insoutenable est de toute façon toujours et uniquement l'Etat et son gouvernement qui, du fait de leur inhumanité, n'ont pris aucune mesure depuis trente ans.

Je suis absolument d'accord avec le fait que dans une société comme celle idéalisée par les penseurs anarchistes, il ne pourra et ne devra pas exister de prison. Par contre, dans une société comme la nôtre, qui se targue d'être moderne et civilisée, les prisons peuvent offrir un clair exemple de son véritable degré de civilisation.

La situation italienne est un exemple frappant, disais-je donc, d'une "civilisation" inhumaine poussée au plus haut degré de l'insupportable. Le règlement carcéral en vigueur est encore celui de l'Albertino puis du fascisme, il est resté intact sans n'être modifié ni par le Risorgimento ni par la Résistance. Ce règlement a été entièrement intégré à la nouvelle Constitution républicaine. On peut dire que les seuls et infimes changements de ces derniers trente ans ont été produits par quelques circulaires ministérielles qui ont un peu allégé certaines mesures disciplinaires.

En 1968 et au cours des années suivantes, une série de révoltes ont commencé à éclater dans les prisons pour obtenir des réformes. La radicalisation des analyses que les étudiants et les ouvriers for-

mulaient à l'extérieur se répercutaient et se reproduisaient aussi à l'intérieur des murs des prisons de la péninsule. Les changements qu'on mettait en avant, repris à leur tour par les journaux, les radios et les télévisions, étaient l'abrogation du code pénal et l'obtention d'une réforme pénitentiaire.

De 1968 à 1975, les prisonniers de toute l'Italie se sont tenus constamment informés de toutes les révoltes politisées de chaque institut de peine, sur les grands et nombreux discours que les politiciens prononçaient pour eux de temps en temps, et sur ce que le gouvernement ne ferait jamais. La succession de révoltes a été générée par une prise de conscience collective des condamnés, par la méthode classique de laisser en rade tout projet de réforme, même minime, après avoir prononcé une montagne de discours.

De révoltes en révoltes, nous sommes arrivés à une situation telle que nous avons entendu les geôliers dire : *« La prison, même si elle est un concept dépassé, et même si la situation actuelle est insoutenable, est telle que nous demandons au gouvernement de nous donner carte blanche pour pouvoir contenir la situation.* » Le ministre de la Justice et des Grâces, malgré son immobilité traditionnelle, parvint « exceptionnellement » à donner carte blanche aux gardiens comme il était d'usage sous le fascisme. Cette mesure leur a surtout été concédée dans les pénitenciers où ils étaient concentrés les prisonniers révoltés de toute l'Italie.

Il faut ajouter que les mesures adoptées dans les prisons de Sardaigne, Sicile et de Porto Azzurro dépassent largement en cruauté et en dureté celles utilisées en leur temps par les nazifascistes. Aujourd'hui, dans toutes les prisons italiennes, s'applique une répression implacable, qui dépasse même celle conseillée en son temps par Mussolini. Selon les normes actuellement en vigueur, le détenu a droit à une heure de promenade, comme au temps du code mussolinien. Mais, laissé à la discrétion du directeur de la prison, ce paragraphe peut être interprété de façon à ce qu'un détenu puisse en

fait bénéficier d'une à six heures. Les six heures sont octroyées dans les maisons de peine où sont détenus les handicapés physiques et les tuberculeux. Dans toutes les autres, soit la plus grande partie, la durée reste d'une heure maximum ou de deux si le directeur "croit" que cela peut être nécessaire.

La possibilité de communiquer entre prisonniers est relative et limitée. Deux détenus peuvent se parler pendant la promenade, mais toujours sous contrôle de l'œil et de l'oreille attentive d'une paire de gardiens, officiellement mis en place pour capter et prévenir les évasions et les révoltes. Une des méthodes utilisées par les prisonniers pour communiquer entre eux est celle des petits mots qui passent d'une cellule à l'autre.

Une autre occasion pour se parler est l'heure de la télévision et, dans ce cas, il faut susurrer les messages. Communiquer est en tout cas une possibilité toujours conditionnée à la chance, au hasard des espions qui nous entourent. Si on parle de politique ou de culture, il faut faire attention. En fait, si celui qui écoute a l'impression qu'il y a dans ce qu'on dit quelque chose de vaguement lié à une révolte, c'en est fini. On est immédiatement séparés, ramenés en cellule et on ne sait plus si on aura une autre occasion de se voir. En général, la communication n'est pas du tout facile et est surtout discontinue.

Le détenu qui enfreint par pensée, action ou omission ce qui est prescrit et prévu par les articles du règlement carcéral est assujetti à l'isolement de cinq jours à trois mois maximum. Naturellement, le nombre de jours ou de mois varie en fonction du « délit » commis : s'il s'agit de bagarres, révoltes, évasion, on prend le maximum et, pour les autres infractions plus légères, le minimum.

Pour les infractions graves, outre la cellule d'isolement, on a droit à une réduction de la nourriture. On passe de deux repas à un plat et une ration de pain par jour, c'est-à-dire qu'on perd les pauvres 50 grammes de mortadelle du soir ou la maigre part de haricots. En ce qui concerne l'isolement, la punition est décidée et infligée par un conseil interne constitué du directeur, du médecin et de l'aumônier.

Ce dernier, en théorie et selon sainte mère l’Eglise, devrait être le défenseur du prisonnier, c’est-à-dire qu’il devrait intercéder auprès des deux autres au nom de l’amour et de la charité chrétienne. De fait, le ministre de Dieu devrait considérer le détenu comme n’importe quel fils de Dieu et lui obtenir une réduction du châtiment ou une atténuation de la douleur. Au contraire, face au prisonnier, il devient souvent le troisième accusateur. Cela se passe naturellement une fois le détenu sorti de la salle et surtout si le « coupable » est connu pour être un mauvais chrétien.

Au-delà de tout, je crois que les détenus sont tous des pauvres en disgrâce, des pauvres diables, mais pour ce grand fils à papa Etat et pour maman Eglise catholique, ils doivent se sentir divisés en « bons » (les repentis) qui s’assiéront à la droite de Dieu, et en « méchants » qui resteront condamnés jusqu’au Jugement dernier. Il est statistiquement prouvé que si le directeur propose une peine, le curé la réduit rarement. En ce qui me concerne, je peux même dire que c’est souvent grâce au prêtre qu’elle a été augmentée. Naturellement, chacun peut croire qui il veut mais, pour moi, les aumôniers sont avant tout de grandes crapules.

Le médecin, par contre, ne doit se prononcer que sur les conditions physiques du détenu, et dire s’il est apte ou non à supporter la punition. Ce monsieur agit en général avec une « conscience prostituée et vendue » et s’exprime très difficilement en faveur du détenu. On peut être placé en isolement dans la même prison ou dans une autre, cela dépend des capacités, s’il y existe ou pas des cellules libres.

La peine d’isolement dure généralement un mois, mais peut aller jusqu’à trois. Les cellules utilisées pour cela sont très petites, étroites, peu aérées, la lumière n’y arrive jamais et on y respire en conséquence un air qu’un optimiste appellerait méphitique. Ces cellules sont systématiquement habitées par de nombreuses araignées et par des familles entières de puces et de poux. L’ouverture

de ces pièces est pourvue de gros barreaux et varie de 50 cm sur 50, à un maximum de 60 cm par 80. Ces locaux se trouvent souvent dans les pires endroits de la prison, généralement en sous-sol. Pour les directions, l'important est qu'ils soient isolés au maximum, de façon que si le détenu crie lorsqu'on le frappe, comme cela arrive souvent, sa voix ne parvienne pas aux autres. Il y a aussi un lit dans ces cryptes (un sommier militaire pliable) avec un matelas en crin sale, souillé et fétide, sur lequel on est même dégoûté de s'asseoir. Ce “matelas” n'est pas lavé depuis des décennies : les tâches d'urine qui le décorent remontent au mieux à l'époque fasciste. Dans ses plis, malgré l'invention de désinfectants depuis des années, on peut trouver des colonies entières d'insectes et de parasites variés. La souillure de ces locaux, où j'ai fini plusieurs fois, est indescriptible. A part le lit, il y a une table de chevet branlante en fer qui se marie très bien avec le sordide des lieux.

Cet ameublement est éclairé par une lampe fixée au plafond, qui n'est que très rarement éteinte la nuit. Dans presque tous les pénitenciers, la lampe reste toujours allumée pour des raisons de « sécurité », surtout si le détenu fait l'objet d'une stricte surveillance. Dans cette division de la prison, excepté les cellules d'isolement, existent des lits de contention. Le détenu y est attaché et « traité » par des bourreaux et quelques détenus qui sont officiellement balayeurs, mais qui en réalité sont plus actifs qu'un maton salarié. Ces balayeurs ou *lozzi*, comme on a l'habitude de les appeler dans le jargon pénitencier, sont de vrais porcs capables d'exécuter n'importe quel acte néfaste contre un détenu attaché.

Ces actions, qui devraient faire horreur, vont du tabassage sauvage à des actes encore plus graves : souvent le « balayeur » finit par se masturber dans la bouche du détenu ou par lui pisser dedans. Cela se passe surtout si le malheureux attaché demande par erreur une goutte d'eau ou une taffe de cigarette. Ces faits sont très fréquents, j'en ai eu des preuves tangibles par les désespérés qui les ont subis.

Je me suis retrouvé de nombreuses fois sur le lit de contention et

j'ai à chaque fois été tabassé. Heureusement pour moi, personne n'a jamais réussi à me pisser dans la bouche : je pense avoir eu beaucoup de chance, car on a bien peu de possibilités de réagir lorsqu'on est attaché. Un détenu puni et isolé aurait lui aussi droit à une heure de promenade, mais celle-ci, dans la meilleure des hypothèses, se réduit à 40 ou 45 minutes. Les autres restrictions auxquelles est assujetti celui qui tombe en disgrâce vont de l'interdiction de voir les autres à l'impossibilité de pouvoir écrire à la famille ou de cantiner. Conclusion : en isolement, le reclus perd tous les petits droits propres aux autres prisonniers.

J'ai subi une quinzaine de fois la cellule d'isolement de trois mois, et une quarantaine de fois le lit de contention. Avant d'y arriver, j'ai naturellement subi la séance du « grand conseil » formé par le directeur ou par le gardien-chef, le médecin et l'aumônier. L'isolement et le lit de contention, je les ai subis pour mes tentatives d'évasion, pour mes protestations et pour les révoltes que j'ai provoquées, suscitées ou menées plus d'une fois. Sur le lit de contention, j'ai été de nombreuses fois frappé jusqu'au sang pour des périodes qui allaient de trois à cinq jours.

J'ai participé à toutes les révoltes qui ont éclaté dans tous les instituts de peine dans lesquels je me suis trouvé. Parmi les plus éclatantes, je me souviens de celle de Saluzzo, celle à laquelle j'ai participé récemment à Parme, et celle de Fossombrone au cours de laquelle nous nous sommes appropriés pendant quatre jours près de trois divisions. Là, nous ne nous sommes rendus que suite à l'intervention de l'inspecteur général des instituts de prévention et de peine, et du procureur d'Ancône. Ils écoutèrent de ma vive voix les « desiderata » qui motivaient notre révolte.

J'ai examiné avec ces « messieurs » les problèmes locaux de la prison et les carences structurelles que mes compagnons et moi ressentions le plus fort. Le résultat que nous avons obtenu fut une augmentation des heures de promenade, une certaine amélioration de

la nourriture et, surtout, la possibilité de pouvoir prendre une douche deux fois par mois au lieu d'une selon le règlement. A tout cela s'ajoutèrent la possibilité de jouer au football pour les plus jeunes et d'autres petites concessions de peu d'importance. Cette révolte dont je fus le promoteur, inspirateur et responsable reconnu, me procura un beau "voyage cadeau" vers le pénitencier de Porto Azzurro.

Là, je suis arrivé avec mon habituelle lettre d'accompagnement qui disait que j'étais un élément très dangereux et, qui plus est, un contestataire. Grâce à cette lettre de recommandation, je suis resté un an et demi dans la division où étaient hébergés les rebelles de toute l'Italie. Après les révoltes les plus éclatantes, j'ai subi une répression tout à fait particulière. Merci !

J'ai été frappé de très nombreuses fois lors de mes "vacances" en prison et plus particulièrement, comme je l'ai déjà dit, après les tentatives d'évasion. C'est arrivé une première fois à Gênes en 1947. Sur l'île de Pianosa en 1955, j'ai subi un tel tabassage que je me suis retrouvé à deux doigts de la mort. Pour être plus précis, il faut dire qu'entre autres brimades, j'y ai subi le lit de contention selon le règlement : trois jours et trois nuits d'affilée.

Pendant tout ce temps, je n'ai eu le droit ni de boire ni de manger et, à chaque fois que j'ai demandé une goutte d'eau, j'ai reçu de l'eau salée et des coups de bâton. J'ai subi un traitement identique après ma tentative d'évasion de Saluzzo, et à chaque fois que j'ai tenté de porter en avant de justes requêtes par le biais de protestations, avec ou sans l'appui des autres prisonniers. Les méthodes utilisées par les matons italiens pour détruire la santé physique d'un révolté sont :

— coups de poing et gifles sur toutes les parties du corps, de la tête à la poitrine, dans le dos, de façon à ce que les ecchymoses produites soient les moins visibles ;
— pour des punitions plus graves, nos sbires héroïques ont recours au tabassage avec des sacs de sable (ce système leur permet de provoquer

de sérieuses lésions internes chez le révolté sans laisser aucune trace sur l'épiderme du corps. Cela dit, les sacs, que je connais très bien, ont un poids qui varie entre un kilo et un kilo et demi) ;
— en des occasions précises, on peut recevoir des coups de poing et subir des étranglements, notamment des testicules. Ces ordures en uniforme tordent et serrent les testicules de façon à produire une douleur très aiguë.

Ces supplices sont exécutés dans deux buts : soit pour faire "chanter" le condamné, soit comme punition qui se suffit à elle-même.

Naturellement, les supplices ne sont prévus ni par les codes ni par les règlements. Disons qu'il s'agit d'actes officieux laissés tacitement par l'Etat à la discrétion des geôliers. Lorsque j'ai tenté de m'évader, je fus frappé et torturé parce qu'ils voulaient savoir comment je m'étais procuré la scie, qui me l'avait envoyée, qui étaient mes complices, etc. Après les révoltes par contre, j'avais subi leur traitement spécial car j'avais osé défier la loi, l'ordre et les différents articles du règlement carcéral. Les tortionnaires sont en général des incapables, des bourreaux aux ordres de leurs supérieurs : le chef ordonne et les argousins exécutent servilement.

Ces individus sont des inconscients et des analphabètes, des crapules qui ne sont rien d'autre qu'un ensemble de *bravi* (1) à disposition de la direction. Ces mercenaires sont prêts à tout, y compris à tuer, si le directeur « le désire ». Mais là encore, on peut distinguer les individus. Certains torturent, même de façon pesante, juste pour obéir à l'ordre d'un supérieur. D'autres, la plus grande partie, le font en éprouvant un grand plaisir : de façon féroce et acharnée. Ces derniers déchargent ainsi toute leur libido, leur haine et leur cruauté refoulées.

Je crois que ce mauvais esprit qui les caractérise est produit par le milieu d'où ils proviennent et où ils ont vécu de nombreuses années : milieux dans lesquels la violence est la règle absolue. Les conditions intellectuelles et morales de ces gens sont tellement basses qu'ils sont capables de réagir à la moindre chose et de faire n'importe quoi avec

la plus grande férocité, sûrs de n'encourir jamais de sanction légale d'aucun genre, bien protégés par l'autorité constituée, par l'Etat.

Cette violence ambiante qui a fait dégénérer ces individus est celle produite par une société hiérarchisée, donc violente et inhumaine. La violence, on le sait, est cause et effet, c'est une autre définition de l'Etat. Les matons sont le maillon le plus bas et évident de celle exercée par l'Etat sur l'individu. J'ai survécu à tout cela en réagissant continuellement, grâce à une phrase que je pense valable pour ceux qui sont enfermés comme pour ceux qui sont à l'extérieur :

« *La rébellion est la noblesse de l'esclave* »

---

1. *I Bravi* : A partir du XVIIe siècle, nervis payés par le seigneur local pour exécuter leurs basses œuvres.

Réagir pour ne pas mourir

Pour ne pas mourir “civilement” ou, mieux, pour que l’esprit ne meure pas quand on a une longue condamnation à expier, il faut réagir en lisant, écrivant et pensant. Mais dans les prisons italiennes, il n’existe malheureusement pas de grandes bibliothèques.

Il est en général très difficile d’y trouver des volumes d’auteurs classiques ou des biographies de scientifiques. Tous les pamphlets qu’un hôte des prisons peut trouver en bibliothèque, ou la plus grande partie, sont des textes d’auteurs ouvertement cléricaux ou fascistes.

Dans la prison de San Vittore à Milan, il existe une énorme bibliothèque “mal” contrôlée par l’aumônier. Grâce à sa fainéantise, on peut trouver des textes de Spencer, Darwin, Hemingway, Kant et Hegel. Ces textes, je les ai relus avec plaisir, vu que malgré le climat répressif instauré par le régime fasciste, nombre d’entre eux étaient déjà en circulation à cette époque-là. Malheureusement, je n’ai pas uniquement été incarcéré à Milan.

A Fossombrone, Pianosa, Parme, Castelfranco, il n’y a rien de lisible. Dans certaines prisons, je me serai même contenté de lire Pinocchio. Là où je n’ai rien trouvé à lire, j’ai réagi par la pensée et la réflexion. Même en ce qui concerne les journaux, les prisons italiennes offrent un choix très limité. Jusqu’à il y a quelques temps, on pouvait trouver tous les quotidiens et hebdomadaires de droite (la revue plus “à gauche” fut pendant des décennies *Famiglia Cristiana*). Malgré l’arrivée des socialistes au parlement ou au gouvernement après 1963, même *ABC* et l’*Espresso* n’ont jamais franchi les portes d’une prison. En revanche, si un prisonnier avait désiré des textes de journaux profascistes, il n’avait que l’embarras du choix. Je me souviens que quelqu’un avait demandé les anciens numéros du

Candido et d'*Il Borghese*. Ils les a obtenus dans la journée.

A Fossombrone, j'ai écrit plusieurs fois au ministre de la Justice et des Grâces pour obtenir le permis de lire *Umanità Nova*, journal de la Fédération anarchiste, et *L'Unità*, journal du parti communiste. Après une série de protestations et d'autres demandes, j'obtins le droit de lire *L'Unità*. *Umanità Nova* ne m'a jamais été concédé en 32 années : je crois qu'ils la tenaient pour une revue trop stimulante pour un détenu. Par contre, selon la direction, *L'Unità* (diluée comme elle l'était déjà à l'époque) ne posait pas de problème.

Excepté ces quotidiens bourgeois et quelques heures de télévision, il ne me restait d'autre possibilité que d'utiliser mon cerveau de façon autonome : je me suis habitué à réfléchir et à penser. Un des systèmes que j'ai adopté plusieurs fois pour tuer le temps et ne pas m'abrutir, fut de me répéter mentalement des passages de livres et des poèmes d'auteurs célèbres que j'avais étudiés lorsque j'étais jeune. Je ne saurais dire le nombre de fois où j'ai récité *A Silvia* de Leopardi, *L'inno a Satana* et les *Odi barbare* de Carducci.

Ma préférence allait aux éditions Sonzogno et à la diffusion populaire et socialiste du début du siècle des théories de Darwin, Keppler, Einstein. En ce qui concerne l'histoire du mouvement anarchiste, j'ai énormément réfléchi sur des personnages comme Cafiero qui a compilé en italien, avec les compliments de Karl Marx lui-même, les six premiers chapitres du *Capital*. Je me suis plusieurs fois demandé le pourquoi de cette compilation, et j'y ai répondu avec les mots employés par les internationalistes libertaires de l'époque : « *Traduire et divulguer des idées, publiciser tout ce qui peut servir à faire réfléchir les masses est toujours révolutionnaire ; quand un homme devient critique en lisant et en étudiant, se développent automatiquement en lui le sens de la rébellion et le désir de révolutionner la société.* »

En méditant, je passais le temps et avec lui s'écoulait ma condamnation. C'était comme si je lisais : l'heure de la promenade et du repas arrivaient rapidement et, avec les promenades et la nourriture,

passaient les mois. Il n'en était pas ainsi pour la plupart des autres prisonniers. Ils avaient souvent le cerveau vidé de toute idée, ils ne se sont jamais habitués à étudier ou à réfléchir.

Il est triste et lugubre, pour des gens condamnés à la solitude forcée, que de ne pas avoir de repères auxquels s'accrocher ou d'idées auxquelles réfléchir. Le cerveau de ces gens se détériore de jour en jour. Il ne peuvent que s'abrutir et dégénérer. Dans l'après-guerre, des cours d'alphabétisation de niveau élémentaire ont été institués pour les prisonniers. Les enseignants étaient choisis avec parcimonie par la direction des prisons : je n'ai rencontré parmi eux que des démocrates ou des fascistes. Ces instituteurs, au lieu d'intéresser aux problèmes culturels leurs élèves, qui ont entre 20 et 80 ans, ils leur parlent de sport, et ces derniers n'apprennent rien. Des centaines de prisonniers ont obtenu le certificat d'étude sans apprendre à faire une soustraction à trois chiffres ni le nom de Garibaldi ou le nombre de guerres d'indépendance italiennes. En prison, les écoles ont pour unique objectif de “démontrer” à ceux qui vivent à l'extérieur qu'elle est un milieu de rééducation.

A part lire et réfléchir, j'ai aussi passé mon temps à écrire pour éviter de me scléroser. Naturellement, ce que j'écrivais n'était pas une production à soumettre à des critiques littéraires. La valeur de mes écrits est extrêmement subjective. Je n'ai jamais donné beaucoup d'importance à ce que j'ai produit : j'écris des poèmes avec la métrique des classiques du siècle dernier. Je ne crois pas que la métrique qu'on nous a appris soit encore à la mode aujourd'hui. Les thèmes que je développais étaient des plus divers : la mort des compagnons en prison, le printemps, l'amour, la nature, Pietro Nenni...

La plus grande partie de mes feuilles griffonnées, je les jetais à la poubelle après en avoir lu le contenu aux intéressés, ou juste après les avoir écrites. Je n'ai jamais pensé rassembler ou récolter ce que j'ai fait, notamment parce que je n'ai jamais eu la certitude de sortir vivant de prison. Ce qui me reste, ce sont les dernières feuilles qui

sont restées dans ma poche le jour où la porte de ma cellule s'est ouverte pour me remettre en "liberté".

Une fois, j'ai même essayé de composer une tragédie. Après l'avoir écrite en vers, je me suis mis à la retranscrire en prose dans l'espoir de la rendre plus "potable". Le thème était suggéré par les morts blanches au travail (les morts tragiques de ceux qui tombent dans le four d'une fonderie ou ceux qui sont asphyxiés dans le grisou d'une mine). En 1964, dans la prison de Ragusa en Sicile, j'ai eu l'idée de cette tragédie après la lecture d'un fait divers. Toujours dans la même prison, je l'avais développée à partir d'une vieille chanson anarchiste de Pietro Gori qui s'intitule *Le Quattro Stagioni*. Ce fut également à Ragusa, malheureusement, que les matons me l'ont saisie lors d'une perquisition dans la cellule. Je pense qu'ils l'ont détruite et, avec elle, l'envie d'en écrire une autre *.

** Ainsi se termine le manuscrit de Belgrado Pedrini : il est malheureusement incomplet suite à sa mort prématurée.*

Extraits de *L'Amico del popolo*
(février 1978-mars 1979)

L'amico del popolo n°1

Discours du compagnon Belgrado Pedrini
à l'occasion de l'inauguration du cercle anarchiste "B. Filippi"

Très chers compagnons !

Je crois pouvoir interpréter votre pensée en affirmant que vous aussi considérez la reconstitution du Cercle anarchiste « Bruno Filippi » comme un fait positif : un signe tangible de la volonté des anarchistes carrarais de continuer, avec des forces toujours plus grandes et plus aguerries, le chemin sinueux que Michel Bakounine nous a indiqué dans le but d'arriver, dans les plus brefs délais, à la libération du genre humain de toute forme d'esclavage, d'humiliation et de misère voulue par les Etats et par leurs souteneurs.

Pour les anarchistes, aucun sacrifice n'est assez grand pour aboutir à cette grandiose palingénésie sociale,

Nous savons tous combien le chemin historique que nous traversons entre les foudres de l'ennemi est escarpé, combien il est hérissé d'obstacles et de périls. Mais nous ne désarmons pas pour autant, certains que l'histoire, la science et la philosophie nous donneront un jour raison. Dans la longue attente, nous ne verserons pas de larmes sur les assauts de l'ennemi, mais nous accourrons et saluerons la mort belle et vindicative, comme Bruno Filippi le fit en jetant sur le bûcher jusqu'au dernier atome de sa jeune vie.

Pour comprendre combien la foi anarchiste de Bruno Filippi fut grande, combien il l'avait chevillée au corps, il suffit de connaître ce bref épisode : à un lettré qui lui exprimait un jugement sceptique sur l'anarchie en affirmant qu'elle n'aboutirait peut-être jamais, il répondit : « *(...) dites à l'hirondelle qui vole vers le printemps qu'elle n'y arrivera jamais ; vous la verrez plier les ailes, perdue et inconsolable. Mais j'insiste, je ne plie pas : je vais vers l'anarchie parce que l'histoire*

y va aussi ; je vais vers le printemps anarchiste radieux qui rendra joie et sourire aux esclaves et aux opprimés du monde entier ».

Historiquement parlant, Bruno Filippi ne ferme pas le cycle des grands gestes héroïques, mais continue impassible le chemin tragique des grands iconoclastes de l'anarchisme.

Né à Milan en 1900, c'est après avoir participé au journal anarchiste *L'Iconoclasta* et à la revue *Vertice* dirigée par Renzo Novatore, qu'il a accompli à 19 ans le geste bruyant que vous connaissez tous : il amena avec lui la bombe vengeresse que la némésis vindicative lui avait inspirée, dans l'intention de punir les complices directs de la monarchie des Savoie, qui avaient transformé en or la mer de sang versée par le peuple italien et les peuples de la moitié du monde.

Malheureusement, la camorra ventrue qui ce jour-là exultait de joie dans le club des nobles de Milan en fêtant les richesses volées grâce au commerce des fournitures de guerre, n'eut pas la leçon méritée. En ce jour tragique du 7 septembre 1919, la bombe explosa quelques instants avant dans les mains du vengeur, le réduisant en lambeaux. Mais son geste ne fut pas vain. D'un bout du monde à l'autre, un frisson de terreur secoua les veines des massacreurs de peuples. Les anarchistes ne versèrent pas de larmes mais renforcèrent leur conviction pour les revanches à venir, qui ne sont autres que les revanches de la justice et de l'amour.

Admirateurs comme nous le sommes de la pensée révolutionnaire de Bruno Filippi, nous sommes dans ce petit local anarchiste comme dans le trou d'où Marat a fait sortir les flammes qui ont alimenté une des plus grandes révolutions mondiales. Nous lancerons dans l'éther notre cri quotidien de bataille, notre vengeance ardente, notre anathème contre tous les oppresseurs du monde et tous les exploiteurs de la terre. Nous sommes convaincus que le cercle anarchiste « Bruno Filippi », qui renaît par notre volonté d'un oubli quasi trentenaire, rencontrera, dans le respect des autonomies, la solidarité et la frater-

nité de tous les groupes anarchistes d'Italie et du monde.

Pour conclure ce modeste discours, j'exprime ma plus vive gratitude à tous les compagnons de Carrare et à ceux du cercle « Francisco Ferrer » de Gênes, qui nous a offert une contribution matérielle et financière pour la reconstitution du cercle. J'adresse aussi un salut fraternel aux compagnons venus à Carrare pour fêter avec nous ce beau jour où nous voyons la bannière anarchiste flotter au vent, rendant hommage à l'image immortelle de Bruno Filippi.

Vive la pensée libertaire ! Vive l'anarchie !

L'Amico del popolo n°3

Réponse des anarchistes du groupe "B. Filippi" aux larmes de crocodile du gouvernement, des partis et des syndicats

C'est bien vrai, seigneurs, qu'un des plus grands responsables du désastre économique et moral de cette Italie sentimentale et pleurnicharde a été enlevé, comme Hélène pour qui se déclencha la guerre de Troie. Mais, parmi les différentes hypothèses, il y a celle qu'un tel enlèvement ai été orchestré non par de jeunes révolutionnaires, mais par ceux qui d'en haut tentent de justifier un coup d'Etat antiprolétaire par plus de désordre social. Le peuple ouvre grand les yeux et l'esprit sur les mystères convenus de la politique italienne, liée par de louches intérêts à la politique étrangère.

L'autre hypothèse est celle qui attribue aux révolutionnaires marxistes l'enlèvement de l'ancienne chemise noire Aldo Moro, aujourd'hui à la tête de l'appareil du parti majoritaire qui guide l'Italie [la Démocratie Chrétienne] sur des eaux fétides semblables

à celles du lac Stinfale.

Eh bien, qui donc a conduit l'Italie au bord de la banqueroute économique, à cause de laquelle notre pays vit aujourd'hui de l'emprunt extérieur, rendant gouvernement et peuple esclaves de la volonté politique d'Etats soi-disant alliés ? Qui donc a provoqué le marasme social, la corruption, la pornographie, la drogue, le vol et l'escroquerie d'Etat, tous ces scandales qui conduisent les plus hauts fonctionnaires du gouvernement devant les tribunaux ? Qui a laissé fuir librement les milliards sucés dans le sang et la sueur des masses de travailleurs, et qui sont à présent bien à l'abri dans les banques étrangères ? Qui donc a ordonné à la police de tirer sur les travailleurs d'Avola, Reggio Emilia, Milan, Rome et Turin ?

Qui, sinon la classe politique qui a accouché de cent, mille Bava Beccaris (1) pour défendre les privilèges et les richesses ? Qui, si ce n'est un ramassis de dirigeants soutenus par le parti communiste contre-révolutionnaire et par les syndicats asservis au système ?

Après avoir généré désordre, injustice sociale et tant d'abus dans toutes les institutions étatiques, le gouvernement, les syndicats et les partis politiques ont encore le culot d'attribuer à quelques jeunes rebelles la responsabilité de leurs méfaits, de leur défaite politique, économique et sociale ?

Comment se fait-il que ces accapareurs n'ont pas versé de larmes, n'ont pas sonné les cloches lorsque ces mêmes dirigeants volaient et abusaient des jeunes filles du peuple, lorsqu'ils assassinaient Pinelli (2) et Serantini (3) ?

Vous, seigneurs autoritaires, vous hurlez seulement quand le harpon est planté dans vos chairs privilégiées par le dieu du capital ? Même face à la mort, vous vous estimez supérieurs et intouchables ?

Eh bien, voici ce que répondent les anarchistes du groupe « B. Filippi » : mettez la tête dans les cendres et récitez le mea culpa.

Nous, nous souhaitons qu'on vous enlève tous et qu'on vous jette dans le Tibre avec vos coffres-forts.

---

1. *Fiorenzo Bava Beccaris (1831-1924)* : Après avoir participé à la guerre de Crimée puis à celles de 1859 et 1866, il devient directeur général d'artillerie et de génie auprès du ministère de la Guerre, et obtient le commandement des VIIe et IIIe corps d'armée. Suite à l'arrestation d'ouvriers et syndicalistes de l'usine Pirelli à Milan le 6 mai 1898, les ouvriers manifestent, la police tire et assassine trois d'entre eux, blessant de nombreux autres. Le lendemain, c'est la grève générale dans toute la ville. Le gouvernement Di Rudini y décrète alors l'état de siège et confie les pleins pouvoirs au général Bava Beccaris. Le 8 mai 1898, ses troupes tirent au canon contre les barricades et la foule, massacrant une centaine de personnes, blessant un millier d'autres. Le 6 juin, le Roi Umberto I en personne lui remet la croix de Grand Officier de l'ordre militaire des Savoie pour ses faits d'arme à Milan. Le 16 juin, il se voit en plus offrir un siège au Sénat.
Le 29 juillet 1900, l'anarchiste Gaetano Bresci (1869-1901) assassinera le Roi de trois coups de revolver à Monza, en précisant avoir voulu venger les morts de 1898 et l'offense de la décoration au boucher Bava Beccaris.

2. *Giuseppe Pinelli* (1928-1969) : Cheminot anarchiste, ancien résistant, défenestré le 15 décembre 1969 du 4e étage du commissariat central de Milan, où il subissait un interrogatoire depuis 3 jours. Il était suspecté de détenir des informations sur les auteurs potentiels de l'attentat du 12 décembre contre la Banque Nationale d'Agriculture, piazza Fontana à Milan, qui venait de causer 18 morts et 90 blessés. Attentat en fait clairement accompli par les fascistes. L'un des flics responsables de son assassinat, le commissaire Luigi Calabresi, sera exécuté le 17 mai 1972.

3. *Franco Serantini* (1951-1972) : Anarchiste assassiné par la police à Pise. En cette fin de campagne électorale, le MSI, parti d'extrême-droite héri-tier en ligne directe des fascistes mussoliniens, compte tenir un meeting dans cette ville pour le 5 mai 1972. La cité est blindée, le PCI refuse de mobiliser.

Seuls *Lotta Continua* et les anarchistes maintiennent une manifestation. Elle est chargée par des CRS qui se prennent divers objets (molotovs, pierres et billes de verre) et poursuivent leur travail par une chasse à l'homme : 27 personnes sont arrêtées et 9 incarcérées. Parmi elles, Franco Serantini, massacré à terre par dix flics. Il meurt le 7 mai au matin, après 32 heures d'agonie sans soin. Les bourreaux seront acquittés en février 1977 par une cour d'appel. Le 31 mars de cette même année, le groupe libertaire *Azione Rivoluzionaria* jambisera en représailles le docteur Alberto Mammoli, médecin de la prison de Pise : « *Mammoli n'a pas été éliminé parce qu'il serait plus coupable que d'autres, mais parce qu' il est coresponsable politiquement, humainement et professionnellement, de l'assassinat de l'anarchiste Serantini. Son comportement n'est pas différent de celui des autres médecins des prisons italiennes* ».

L'Amico del popolo n°11

Celui-ci est Bacchus et celle-là est Ariane
Beaux, ardents l'un pour l'autre,
Même si le temps fuit et trompe
Toujours ensemble ils seront heureux

TRAVAILLEURS !

Avez-vous remarqué comment les larmes de crocodile que versaient les hommes de gouvernement et le parti communiste sur le cercueil de Moro se sont vite asséchées dans les effluves soporifiques de la compétition électorale ?

Les deux crocodiles politiques ont raison de crier victoire, parce qu'ensemble ils continuent à coexister, à cohabiter en bonne harmonie, renforcés par la crédulité du peuple italien.

Les deux partis, celui du défunt Moro et celui du défunt Berlinguer (défunt politiquement, lui) persistent dans leur farce électorale, ils poursuivent leurs méfaits sur le dos des travailleurs qui croient toujours aux « magnifiques effets du progrès » énumérés par les faux apôtres du Christ et par les faux épigones de Marx.

L'écu frappé de la croix exulte parce qu'il a obtenu une poignée de voix en plus que celui de la faucille et du marteau. Mais les travailleurs auront remarqué qu'après ces victoires électorales, pas une once de pain supplémentaire n'est rentrée dans leur besace : « la louve, après le repas, a encore plus faim qu'avant ».

Travailleurs ! Les anarchistes du groupe « B. Filippi » ne se fatigueront jamais assez de vous suggérer la seule chose sage que vous puissiez faire : « NE VOTEZ PLUS POUR AUCUN PARTI » ; donnez un coup de pied historique au cul des politiciens de profession, débarrassez-vous de VOS PATRONS SANGSUES, gérez vous-même votre vie sociale ; soyez DES HOMMES LIBRES ET NON PAS D'HUMBLES SERVITEURS.

Vous pouvez le faire au seul moyen de LA RÉVOLUTION SOCIALE LIBERTAIRE, tombeau de tous les VAMPIRES DE LA TERRE.

L'Amico del popolo n°12

TRAVAILLEURS COMMUNISTES !

Nous, anarchistes, nous émerveillons que vous croyiez encore au communisme internationaliste et révolutionnaire de l'Union prétendument soviétique. Laissons tomber le communisme italien, dont

la mort idéologique ne fait aucun doute : sur ce cadavre, le pape de Rome, substitut de Dieu sur terre, a déjà laissé pour l'histoire (*in pectore* [en son for intérieur] s'entend) un certificat incontestable : « décédé par excès de compromis historique, il peut maintenant entrer au royaume des cieux ».

Communistes, peut-être croyez-vous également à cette mort idéologique, mais placez-vous encore votre espoir dans le communisme soviétique. Et peut-être même rêvez-vous d'une multitude de chars portant l'étoile rouge vous ouvrant les voies du Campidoglio [siège du parlement italien]. Si l'on vous détestait, on vous souhaiterait de la voir en vrai, cette mémorable marche soviétique sur le sol italien. Vous sentiriez ainsi sur votre peau de quelles larmes et de quel sang est imbibé le communisme que vous proposent les hussards moscovites ! Heureusement pour vous, cette espérance inavouée sera certainement déçue.

Les anarchistes rationnels n'ont pas seulement étudié Bakounine et Malatesta, mais aussi suffisamment Marx et Lénine pour vous assurer que leurs doctrines n'ont jamais été réalisées, pas même en petite partie, et qu'un communisme construit par l'Etat est de toute façon négation de la liberté et de l'égalité sociale.

L'Union soviétique n'a pas pour base le « matérialisme historique et dialectique » marxiste, car une telle doctrine comporte l'athéisme sur le plan philosophique et l'égalité sur le plan économique, ce qui implique l'abolition de l'argent comme moyen d'échange, l'application du principe « à chacun selon ses propres besoins » et l'extinction de l'Etat.

Comme Saturne dévorait ses propres enfants, l'Union Soviétique a dévoré tous les postulats théoriques du marxisme, en commençant par celui de l'installation d'un pouvoir prolétarien. Demandez à Brejnev si c'est lui ou la classe ouvrière qui commande, dans son pays

« socialiste » ! Il n'est cependant que le dernier dévoreur du marxisme car, avant lui, Lénine et Trotsky avaient bien initié lorsqu'ils ont privé les soviets de tout pouvoir politique.

Les travailleurs communistes doivent savoir que la Russie est un Etat impérialiste régulé non par les principes de Marx et d'Engels, mais par ceux de Bismarck et de Machiavel. Qu'ils n'en attendent donc aucune aide pour édifier le socialisme en Italie.

Le vrai communisme sera celui que réalisera le peuple quand il sera fatigué des chefs, des escrocs et des traîtres.

VIVE LA RÉVOLUTION SOCIALE ANARCHISTE !

L'Amico del popolo n°30

Citoyens,

Après avoir entendu les discours du maire de Carrare et du sénateur Pecchioli sur la Résistance, nous ressentons la nécessité de vous parler du même sujet et, étant d'anciens partisans, nous pensons en avoir le droit.

Quand les politiciens nous parlent de la libération de Carrare, ou en général de la libération de toute l'Italie, ils utilisent un euphémisme ridicule pour ne pas dire ouvertement que l'Italie a simplement changé de patron : avant commandait le capitalisme fasciste, aujourd'hui c'est au tour du capitalisme philo-fasciste et fasciste en puissance. Hier, le peuple était un esclave tremblant, aujourd'hui c'est un esclave tumultueux : esclave non seulement

des riches, mais aussi de leurs serfs, comme ceux qui ont parlé dans le théâtre Animosi.

Le sénateur nous a carrément dit que la Résistance n'avait pas été trahie, mais personne n'a pu lui demander ce qu'il entendait par Résistance. Les hommes de son parti qui ont participé avec les anarchistes à la lutte de libération contre le fascisme voulaient réaliser en Italie la liberté et la justice sociale et économique, sans laquelle il n'y a aucune liberté. Aujourd'hui, nous les voyons prosternés devant le Pape et l'Etat capitaliste qui les paie pour les avoir de son côté : humbles serfs d'un Etat clérico-capitaliste qu'ils voulaient auparavant abattre... Malgré cela, le sénateur est venu à Carrare pour nous dire sans vergogne que la Résistance, entendue comme lutte contre toutes les injustices sociales, n'a pas été trahie ! ! !

Cohérence du sénateur communiste !

Evidemment, celui-ci a beaucoup appris de l'Eglise catholique, selon laquelle l'idéal chrétien n'a jamais été trahi, pas même après Torquemada, Giordano Bruno et l'Inquisition catholique ! ! !

Entre-temps, le sénateur communiste trompetait contre le terrorisme des « subversifs », mais ne pipait mot contre le terrorisme de l'Etat bourgeois au sein duquel, et par réaction logique, naît le terrorisme de ceux qui veulent en finir avec les entraves capitalistes et les injustices sociales croissantes.

Le sénateur lance des flèches contre les rebelles qui sortent des entrailles putrides d'un Etat exploiteur qu'il entend défendre à tout prix, mais il ne dit rien contre les crimes toujours plus nombreux et ignominieux de la classe politique qui pousse la République dans une mer de boue afin de rebâtir l'Etat fasciste !

Le sénateur Pecchioli ne voit pas le chômage de millions d'ouvriers, ne voit pas des millions de mères à la recherche d'une

maison, ne voit pas ceux qui vivent encore dans des taudis, et ne voit pas la jeunesse qui se drogue car elle n'a plus ni confiance ni espoir dans une amélioration sociale.

Pecchioli ne voit pas les vols infinis qui rendent les riches toujours plus riches et les travailleurs toujours plus pauvres. Surtout, il ne voit pas la présence des "baïonnettes" militaires toujours plus nombreuses en défense des exploiteurs du peuple.

Selon Pecchioli, Spartacus n'aurait pas dû lancer les esclaves contre les oppresseurs impériaux, mais plutôt attendre sans violence que la *lex romana* réalise pacifiquement la justice et le progrès politique sous l'impulsion des sénateurs !

Carlo Pisacane (1) —toujours selon Pecchioli— n'aurait pas dû libérer les détenus de Ponza ni essayer de libérer les esclaves de Sapri ; il devait attendre gentiment, tranquillement, pacifiquement, que la justice légale se fasse !

Alors, soyons tous gentils en attendant que Pecchioli, le Pape et son clergé réalisent la justice sociale !

Mais nous, seigneurs, nous disons au peuple que la rébellion c'est la noblesse des esclaves.

---

1. *Carlo Pisacane (1818-1857)* : Fils cadet d'une famille noble de Naples, il fuit son milieu en 1847 et renonce à la carrière militaire pour une femme mariée. Sa révolte contre la société bourgeoise l'amène à rejoindre les troupes républicaines qui occupent Rome en mars de l'année suivante. Il y devient vice-ministre de la guerre avec l'appui de Mazzini, avant de devoir s'exiler en France, Angleterre et Suisse jusqu'en 1857. Il se sépare des idées autoritaires et des nationalistes italiens comme Mazzini, prônant la création d'une fédération de communes plutôt que d'un nouvel Etat. Le 25 juin 1857, parti de Gênes avec vingt camarades, ils s'emparent d'un

navire entre la Sardaigne et la Tunisie et débarquent sur l'île de Ponza. Là, ils libèrent près de 328 prisonniers (républicains incarcérés et militaires en punition), avant de les porter à Sarli le 28 juin. Les forces sur lesquelles ils comptaient pour appuyer la révolte contre le royaume de Ferdinando II de Naples y sont absentes. Isolés face aux troupes royalistes des Bourbons, ils sont décimés. Pisacane se suicide le 1er juillet plutôt que d'être capturé. La veille, les tentatives d'insurrection mazziniennes à Livourne et Gênes échouaient à leur tour. Ses camarades survivants à la reddition resteront emprisonnés jusqu'à la fin du royaume de Naples, que Garibaldi réussira à abattre trois ans plus tard, en 1860.

L'Amico del popolo n°33

Aux pédants de la presse bourgeoise

Alors que la presse pro-capitaliste italienne se déchaîne sur le thème des injustices des autres pays, surtout ceux derrière le rideau de fer, au point qu'elle prend un goût incroyable à en décrire les lagers, les ghettos ou les camps de travail forcé en imitant la plume de Dostoïevski et de Tolstoï, nous posons aux plumitifs de droite et de gauche une question précise : vous qui connaissez par cœur Soljenitsyne et sa tragique histoire sur les archipels de la mort, n'êtes-vous jamais allés voir ce qui se passe dans les lagers psychiatriques italiens, au doux pays de Beccaria (1) et Lombroso (2) ? Non ? Bien, allez-y et vous n'aurez peut-être plus le courage de tonner contre les asiles des autres pays où on lave les cerveaux avec l'acide chlorhydrique officiel jusqu'à ce que soit éteinte la dernière cellule de la libre pensée.

Ces choses là, nous les connaissons mieux que vous depuis 1918... Mais vous ne savez pas, ou faites semblant de ne pas savoir,

ce qu'on pratique dans les asiles de notre *Alma terra natia* [notre terre natale], où les cerveaux ne sont pas lavés, mais brisés à coups de bâtons, où les membres sont rompus sur des lits de Procuste, au milieu des hurlements hallucinés des massacrés au nom de la « science psychiatrique » du régime chrétien, où se pratique encore aujourd'hui la torture *Usque ad mortem* [jusqu'à la mort], comme au temps d'Alessandro Borgia et du Pape Clément VII.

Avez-vous déjà entendu les noms néfastes de Saporiti, Amati et de Raguzzini, les directeurs de l'ordre de l'asile psychiatrique judiciaire de Aversa ? Peut-être pas. Alors, faites l'effort d'écouter ces disciples impénitents de la criminologie lombrosienne, lorsqu'ils donnent en privé leur cours aux farouches gardiens d'asile, tous d'anciens rustres semi-analphabètes du sud.

Ecoutez-les : « *Ceux dont vous avez la garde sont des délinquants congénitaux, comme le prouve leur somatique particulière : front proéminent, zygomatiques saillants, mâchoires prognathes, oreilles décollées, bras simiesques, démarche bancale. La cause de leurs délits est de nature psycho-physique, ils surgissent d'une glande cachée à la base du crâne. Ces délinquants accomplissent donc leur crime par nécessité organique, et sont pour cela pénalement irresponsables.*

Mais la société doit se défendre et dispose pour cela du pouvoir de les enfermer dans des asiles psychiatriques pour un temps indéterminé. Des raisons d'opportunité sociale nous conseillent donc leur élimination "scientifique...", sans tapage inutile. Nous avons aussi des criminels qui n'ont pas les oreilles décollées, etc., mais qui sont tout de même fous et irresponsables. Pour les maîtriser, il faut les traiter avec les fouets et les lits de contention. Plus tôt ils disparaissent, mieux ce sera pour la société que nous défendons. »

Maintenant, dispensez ces cours à un corps de garde ignorant et féroce, et imaginez ce qui arrivera aux malheureux qui tombent dans ces Lagers de la bonne santé !...

Un autre archipel du goulag !

Sentez aussi un peu la merde de votre pays, ô plumes vendues à ceux qui les paient le plus !

---

1. *Cesare Beccaria* (1738-1794) : Marquis milanais auteur du livre « Des délits et des peines » (1764), proposant une réforme de l'ordre juridique. Les historiens retiennent plus volontiers que Beccaria s'est prononcé pour l'abolition de la peine de mort et l'établissement d'un système judiciaire moderne qui a inspiré les bourgeois de la Révolution française, oubliant qu'il défendait l'établissement de peines fixes (non individualisées et sans de quelconques circonstances atténuantes) et le maintien de peines corporelles.

2. *Cesare Lombroso* (1835-1909) : Directeur de l'hôpital psychiatrique de Pesaro (1871) puis professeur de clinique psychiatrique à l'université de Turin, Lombroso est un des fondateurs de la criminologie. Théoricien du criminel-né, qui se reconnaît en fonction de signes morphologiques héréditaires (larges oreilles, lèvres charnues, yeux « mongoloïdes »), ce socialiste est l'auteur de « L'homme criminel, criminel-né, fou moral, épileptique » en 1887, puis de « Les anarchistes » en 1894, et de « La femme criminelle et la prostituée » en 1895.

L'Amico del popolo n°36

La vérité sur la prison spéciale de l'Asinara

Citoyens,

Pour ceux qui ne le savent pas, l'Asinara est un bout de terre insulaire un peu plus grand que Piazza Alberica et Piazza Farini mises ensemble, située à un tir de fusil de Porto Torres en Sardaigne.

Depuis quelques jours, plusieurs versions circulent sur cette prison modèle, cinquième perle sortie du macro-cerveau du général Dalla Chiesa. Laissons tomber pour l'instant ce nouveau Bava Beccaris en puissance, qui pointera ses canons sur les esclaves enchaînés qui ont quelque peu effrayé l'Etat : l'Etat fondé non pas sur le droit, mais sur la plus impitoyable des injustices sociales, défendue par des bandes d'hommes en armes, affamés, sans foi ni conscience sociale.

A cette défense ne participent que trop les troupes de plumitifs spécialisés dans le mensonge au service de l'Etat, dont les députés sociaux-démocrates Constantino Belluscio et Terenzo Magliano, qui se sont rendus à l'Asinara pour constater de visu que les matons vivent très mal... alors que les détenus vivent dans une sorte d'Eden où ne leur manque pas même du lait de poule ! ! !

Sur la base d'observations irréfutables, nous affirmons exactement le contraire : les gardiens vivent très bien. Ils bénéficient d'un salaire élevé par rapport à celui des ouvriers, et ils toucheront une retraite confortable pour n'avoir rien produit d'autre que des chaînes et des larmes, alors que les détenus politiques vivent très mal sur ordre impératif du général Dalla Chiesa, qui croit étouffer par la faim et les brimades l'esprit révolutionnaire des jeunes rebelles.

Du temps de Mussolini, les ras d'Ethiopie étaient amenés enchaînés à l'Asinara, où ils mouraient de faim, de privations et de bastonnades pendant que les matons fascistes gaspillaient l'argent et les colis volés à ces pauvres malheureux qui connurent, comme Vercingétorix, les lourdes chaînes du char triomphal de Rome (*Vae Victis*). L'histoire se répète, et les nouveaux vaincus de l'Asinara sont affamés, brimés, battus à la moindre protestation, gardés nus dans des cachots nauséabonds après avoir été fouettés au sang par ces pauvres matons qui vivent si mal… et auxquels l'Etat a déjà lâché des millions afin qu'ils continuent avec plus d'ardeur leur œuvre de bourreaux féroces.

A ces actes de foi du général Dalla Chiesa, nous répondons que

s'il veut recevoir un sac de crachat à la figure, qu'il vienne à Carrare sur le Ponte Baroncino et il l'aura. Si ce bourreau se sent offensé par nos expressions, nous acceptons volontiers un duel au pistolet ou à l'épée, comme il voudra. Autrement, il est ce vil bourreau que nous pensons (1).

---

1. Sur le pont de sa bonne ville de Carrare, Pedrini a attendu en vain le général des carabiniers, coordinateur de la lutte antiterroriste. Devenu Préfet de Palerme et coordinateur de la lutte antimafia en 1982, Dalla Chiesa sera tué quelques mois après sa prise de fonction.

L'Amico del popolo n°38

La septième division du Manicomio Giudiziario (1) *d'Aversa*

Citoyens,

La presse au service de l'Etat bourgeois tonne contre le terrorisme et les atrocités commises dans d'autres pays, comme si le gouvernement clérico-capitaliste italien était immunisé contre toutes sortes de cruautés, qu'elles soient accomplies ouvertement ou dans le secret des prisons et des asiles judiciaires dont nous avons déjà fait un descriptif éloquent par le passé. Mais, étant donné que notre dénonciation publique ne provoque pas même une moue sur la face de pierre de l'Etat, nous recommençons notre offensive contre les prisons et les asiles judiciaires, que nos plumitifs appellent par euphémisme « maisons de soins psychiatriques ».

Le dessin que vous voyez affiché ci-contre, reproduit plus ou

moins un des systèmes « curatifs » en usage dans cette tristement célèbre septième division du Manicomio Giudiziario d'Aversa, destinée aux prisonniers déclarés malades mentaux complets.

En général, on laisse croupir ces pauvres déments dans leur chambre fétide, d'où ils sont chassés tous les matins par les gardes à coups de ceinture ou de vive force, et poussés dans une cour en contrebas : cela se passe non sans quelque résistance des malades, au milieu de hurlements bestiaux qui glacent le sang. Lorsque la puanteur qu'exhalent les corps de ces malheureux et leur environnement arrive aux narines des médecins responsables, tous lombrosiens par doctrine, ils donnent l'ordre de procéder au lavage collectif avec des pompes « sanitaires » ; d'autant plus « sanitaires » que les corps ainsi lavés sèchent ensuite au soleil ou au vent comme des chiffons.

Cette scène inhumaine prend souvent des dimensions théâtrales qui font sourire les plus impitoyables. Les fous réagissent en effet à leur tour avec violence, transformant la petite cour en vaste champ de corrida, entre hurlements, jets d'eau et imprécations gutturales, où volent les coups de poings, de pieds et de tête au petit bonheur la chance.

Dans ce cas, les gardiens accourent en masse, conduisent ces pauvres fous sur des lits de contention où ils sont « calmés à coups de ceinturon et de bâtons ».

Il y en a déjà assez pour enorgueillir un dompteur comme le général Dalla Chiesa, qui fait encore pire dans les lagers de son domaine réservé.

Le reste, sur les prisons en général, chers concitoyens, on vous le racontera dans les prochains numéros publiés par le cercle Bruno Filippi.

---

1. *Manicomio Giudizario :* asile où sont enfermés les condamnés jugés fous.

Déclaration de la prison aux citoyens d'Italie

Je pense que vous connaissez tous en partie la situation des prisons en Italie. En fait, ces derniers temps, la presse, la radio et la télévision en ont largement parlé, mais ils s'arrêtaient souvent sur ses seuls aspects matériels. Pour cela, je pense qu'il est utile de faire la déclaration suivante, qui ouvrira un peu plus les yeux, non seulement au citoyen ordinaire, mais aussi et surtout aux journalistes qui traitent le sujet des prisons sans en avoir aucune connaissance.

Ma déclaration se réfère au concept de « Rédemption sociale des condamnés » dont on parle beaucoup dans les institutions judiciaires de la nouvelle Italie démocratique et capitaliste : deux termes antithétiques, car il ne peut y avoir démocratie là où il y a exploitation capitaliste.

Eh bien, ce n'est que lorsque les ressources psychologiques d'un condamné ont été détruites, lorsqu'il n'aura plus de qualités morales et sera devenu un esclave résigné et convaincu —mais convaincu seulement par un misérable calcul de convenance—, qu'on dira de lui qu'il s'agit d'un « détenu modèle », c'est-à-dire moralement et socialement réhabilité. Telle est l'idée tordue de la Rédemption morale et sociale des condamnés dans l'inguérissable esprit réactionnaire des autorités bourgeoises.

Etant ainsi réhabilité, il pourra être réadmis dans la société civile, certain qu'il continuera à y faire montre des qualités serviles acquises dans le fumier de la prison, grâce à l'œuvre d'intimidation et de désintégration des « nouveaux éducateurs ». Pour eux, ce qui compte n'est pas de convaincre le rebelle, mais de l'obliger à accepter humblement l'asservissement total à la classe dominante.

Les autorités judiciaires —ou plutôt les autorités patronales—, peuvent pousser leur indulgence jusqu'à concéder la liberté conditionnelle aux esclaves rebelles qui finissent par emprunter le chemin

du retour résigné parmi les détenus psychologiquement détruits, dont ils s'étaient pourtant courageusement séparés un instant par rébellion instinctive.

Mais lorsque le « repenti » essaie à nouveau de relever la tête, et refuse constamment de se soumettre à la volonté impérieuse des autorités constituées qui agissent en défense de la classe dirigeante, ou bien lorsqu'il refuse d'accepter les humiliations infligées par la police, il est vite ramené en prison pour y subir une nouvelle « catharsis salutaire ».

Si, au contraire, un condamné a purgé sa peine avec une fierté inattendue et s'est bien comporté avec les autres détenus, mais n'a pas acquis les qualités d'une bête de somme, ne s'est pas jeté aux pieds des nouveaux forgeurs d'esclaves qu'on appelle aujourd'hui par euphémisme « éducateurs », on dira qu'il s'agit d'un criminel irrécupérable, indigne d'être réadmis dans la société civile. Une déclaration de ce type n'est rien d'autre qu'un mensonge juridique couronné par l'hypocrisie gouvernementale.

Le condamné qui ne se laisse pas récupérer par les faux principes moraux et sociaux de la société bourgeoise et cléricale, essentiellement basée sur la puissance de l'argent, peut s'honorer d'appartenir à la catégorie des prétendus « délinquants irrécupérables », ceux qui n'ont pas renoncé aux droits sociaux imprescriptibles piétinés aujourd'hui comme hier par des hommes qui se disent honnêtes et qui se trouvent au sommet de la pyramide sociale, mais qui seront demain enterrés dans les cloaques de l'histoire.

Nous les Partisans, nous les Bandits !

Les persécutés ne sont pas ceux que vous voyez
dans les journaux ou sur les estrades.
Vous ne pouvez pas les voir.
Ils sont enfermés dans de sombres prisons,
le ventre vide,
tuméfiés par les lois et les abus de pouvoir.
Vous les gardez loin des regards
et ils vivent des saisons noires,
entre les ruines de la dignité.
Mais, libres dans la pensée,
même avec leur gorge lacérée
par le silence et par la solitude,
vous les trouverez vivants,
prêts à défendre le monde naissant. *

Mon histoire est l'histoire de mes compagnons, elle est semblable à celle de nombreux autres partisans qui ont fini dans les prisons au lendemain de la Libération. Les jours fiévreux de l'espoir, des rires et de la joie étaient terminés. Nous nous retrouvions au point de départ, c'est-à-dire désorientés, sans le sou et exposés aux coups du sort. Ainsi, nous avons décidé de continuer à lutter comme avant, contre les anciens et les nouveaux patrons, en n'excluant aucun coup.

Pour ceux qui nous appelaient « camarades » juste avant la prise de pouvoir, nous redevenions des bandits. Le fascisme portait de nouvelles couleurs, celles des nouveaux partis : de la Démocratie

Chrétienne aux Partis socialiste et communiste. La Résistance était désormais partie en fumée, gravée en gros caractères dans la Constitution de cette république sociale-bourgeoise.

L'idée libertaire, qui avait joué un grand rôle dans la Résistance réelle, avait été opportunément mise au ban par les nouveaux patrons et gouvernants. Mais aucun acte d'héroïsme et de sacrifice pour la libération sociale accompli par les compagnons dans la lutte contre les nazifascistes ne se perdra jamais.

Les souvenirs sont quelque chose de vivant, comme les tortures et tout ce que nous avons subi dans les lagers nazis. Nos morts sont nombreux et anonymes. Ceux qui firent la Résistance n'ont rien obtenu, notamment parce qu'ils ne demandaient rien d'autre que la liberté et une égalité solidaire et réciproque entre les hommes. Dans le code moral de ces hommes, l'argent n'a jamais eu de valeur : c'est ce que j'ai appris au cours des luttes de partisans.

J'étais le plus jeune *gappista* (1) d'Italie, j'avais alors 16 ans et m'étais inscrit au parti communiste clandestin. Au cours de la résistance, je suis sorti du Parti. J'étais trop rebelle, je ne supportais ni discipline ni hiérarchie, mon amour pour la liberté était trop grand pour les délimitations exiguës que trace un parti. L'idée libertaire, que d'une certaine façon j'avais toujours eue —en témoigne le nom de guerre que je me suis donné : *il Monello* (« le polisson »)— devint ma philosophie et mon style de vie.

Ce qui donna son tournant définitif à ma vie fut la rencontre avec l'anarchiste Giovanni Mariga, dit *Padovan*, qui avait plus ou moins l'âge de mon père.

Notre rencontre/confrontation, dans la montagne entre la Toscane et l'Emilie Romagne au cours de 1944, fut très chaude. J'étais en face d'un homme qui, pour la première fois, apparaissait plus rebelle et "capable" que moi. Bien qu'il fut un homme de peu de mots, rude et uniquement voué à l'action —il aimait faire les programmes avec un revolver—, il était d'une humanité extraordinaire qui s'exprimait

pleinement dans son courage hors du commun. Il était d'une fierté et d'une riche solidarité qui débordait son simple individualisme anarchiste, lequel l'amenait à se donner tout entier à ses compagnons sans jamais attendre rien en échange. Je rencontrais donc le premier d'une longue série de compagnons d'idées et d'actions, avec lesquels j'ai partagé les bons et les mauvais moments de la vie. Entre nous existait un code non écrit basé sur ce qui donne un sens à notre idée libertaire, et qui nous a accompagné dans toutes nos actions : la sincérité absolue, ne jamais manquer à la parole donnée et le refus total de tout compromis.

Je ne vais pas vous tracer un bilan sommaire de mes activités de partisan. Je ne vous raconterai pas mes pérégrinations d'une prison à l'autre, au cours des luttes de la Résistance, ou après-guerre. Je ne dresserai pas la liste des révoltes et de toutes les tentatives d'évasion échaffaudées dans les pénitenciers que j'ai “visités”, et qui m'ont conduit, comme une sorte de “voyage bonus” offert par la justice démocratique, à l'asile pour condamnés d'Aversa.

Je voudrais par contre vous parler des compagnons avec lesquels j'ai eu un rapport d'idée et de vie intense et peut-être unique. Je vais plutôt exprimer la chance d'avoir eu à mes côtés des compagnons aussi valables et riches de tant de qualités humaines qui m'ont aidé à garder ma fierté et ma dignité, même dans les moments les plus obscurs. Bref, je voudrais vous parler de ce qui fait d'un homme un homme, quelles que soient les circonstances de la vie.

J'ai croisé Belgrado pour la première fois dans les années 60 à la section de triage (transit) de la prison de Florence. Ce fut comme rencontrer à nouveau les vieux compagnons de notre lutte de partisans (Mariga, Sergio, Zava et tant d'autres). Belgrado, malgré de nombreuses similitudes avec les autres compagnons, était le plus “philosophe”, grâce à sa grande culture autodidacte. En même temps, il était quelquefois d'une ingénuité désarmante, comme celle d'un enfant doté d'une intelligence sublime.

Zava, par contre, paraissait à première vue un gentilhomme à l'air raffiné, habillé d'élégants vêtements qui lui donnaient l'apparence d'un avocat sérieux. En réalité, c'était un vrai "boute-en-train". Il aimait faire des farces en tout genre et était en même temps la "victime" préférée des tours qu'on lui jouait.

Pour vous faire comprendre quel genre de personnage c'était, je peux vous raconter que dans la prison de Santo Stefano, il mangea en cachette le chat de Sante Pollastro à qui, vu son "sérieux" notoire, ne raconta "lâchement" l'événement que plusieurs années après. Le chien du directeur subit le même sort... Pour le définir par une boutade, je peux vous dire que Giovanni Zara n'était pas un fils de pute mais celui d'une coopérative de putes... ! C'était un homme d'une grande capacité d'action, très extraverti et de bonne compagnie.

Sergio Ravenna joignait à la capacité de pensée et d'action un idéalisme quasi surnaturel. C'est lui qui nous soutenait tous pendant nos odyssées carcérales, n'oubliant jamais la solidarité active ni l'aide concrète qui nous a souvent permis d'échapper à des situations assez pesantes et critiques grâce à ses nombreuses connais-sances. Sergio avait un dégoût presque absolu des biens matériels, son idéal libertaire l'amenait à nous aider jusqu'à se priver du nécessaire pour lui-même. Je crois que Sergio a été le compagnon le plus "gentil" et humainement profond que j'aie jamais connu au cours de ma vie.

Sortis après une très longue incarcération, Mariga, Zava et Pedrini, avec Sergio et tant d'autres "vieux" compagnons anarchistes dont je vous épargne la liste, ont donné vie au cercle anarchiste « Bruno Filippi » situé Ponte Baroncino à Carrare. Nous avons ainsi repris notre pleine activité d'anarchistes révolutionnaires, revenant dans le vif du mouvement de subversion sociale libertaire qui fut et reste notre raison de vivre. Notre pratique solidaire se dirigea ainsi vers les nouveaux jeunes rebelles et compagnons qui étaient l'objet des attentions criminelles et répressives de l'Etat démocratique italien entre la fin des années 70 et les années suivantes. Je laisse maintenant

la parole à un jeune compagnon qui fit partie du cercle, afin qu'il puisse rapporter son expérience, mûrie au contact des "vieux".

Un salut chaleureux à tous
Il Monello (Giovanni Boni)

** Les persécutés de la Gestapo (1945) de Giovanni Boni, « Monello »*

---

1. *Gappista* (membre des *Gruppi d'azione patriottica*, GAP) : Petits groupes restreints de 3-4 individus autonomes entre eux créés par le Parti communiste après le 8 septembre 1943, qui pratiquaient la guérilla urbaine : bombes contre les casernes de la Milice, des carabiniers ou de l'armée allemande, exécution de responsables fascistes et de hauts-gradés nazis, d'industriels ou de commerçants, incendies de véhicules militaires, sabotages de centraux téléphoniques et électriques,… Les villes où ils étaient le plus actifs depuis le début sont Turin, Milan, Florence, Bologne et leurs périphéries.
On trouvera un précieux témoignage sur les activités des GAP à Turin et Milan dans Giovanni Pesce, *Senza tregua. La guerra dei GAP*, Feltrinelli (Milan), 1967, 308 p.

De la révolte et de la vie

Il est très difficile de parler de ses propres expériences, parce qu'elles te mettent en conflit, y compris avec toi-même. Je ne fais pas référence à un discours *sui generis*, à un anarchisme généralisé entendu comme idéologie, mais à un anarchisme qui part de la révolte, de quelque chose qui m'appartient. Dans ce contexte, il s'agit de matière vivante, je parle de l'expérience du cercle Bruno Filippi.

J'étais un adolescent qui a commencé, comme tous les jeunes, par des expériences de petites rébellions, surtout concernant ma conflictualité particulière face à l'institution familiale, et parce que mon grand-père m'avait appris à n'accepter pas même mon père. Ce fut un des premiers partisans, ses idées étaient fondées sur des bases stirneriennes : *le meilleur professeur est celui qui apprend la révolte à ses propres élèves*.

Le cercle Bruno Filippi naquit après l'expérience du cercle culturel de via Ulivi, de la volonté de créer un cercle qui aille au-delà de la distribution de livres ou d'informations, afin de développer un lieu où les compagnons puissent porter un discours de lutte et de radicalité dans le social, qui allait des petits discours ou luttes minimales liées au territoire (par exemple à propos de la réfection des routes, les luttes aux côtés des camionneurs, l'insatisfaction sociale, etc.), jusqu'à toucher des thèmes plus chauds du contexte social au niveau national. Je pense aux questions soulevées dans les années 70-80, comme par exemple le terrorisme, la lutte armée, etc., thèmes qui faisaient l'objet de discussions quotidiennes à l'intérieur des mouvements de subversion sociale. C'est dans ce contexte que

mûrit mon expérience à Carrare, la mienne et celle de tant d'autres jeunes compagnons, de jeunes rebelles anarchistes en révolte.

Le cercle Filippi cassa le conformisme qui plombait depuis des années le mouvement anarchiste de Carrare, et suscita même de dures polémiques avec ceux qui, pour avoir la paix, choisissaient la route plus commode de l'opportunisme, pour éloigner de soi les risques d'une éventuelle répression. Il faut exprimer une pleine et totale solidarité envers les expériences anarchistes et libertaires informelles plus radicales, même celles armées (comme *Azione Rivoluzionaria* (1)), qui allaient durement contre toutes les expressions historiques et officielles de l'anarchisme de Carrare, désormais réduit à des commémorations et anniversaires d'un passé nostalgique, et à des années-lumière du quotidien social vécu dans la ville. Tout cela pour vous dire que le Cercle avait un rapport de vie et d'idée qui ne se séparait pas de ce qu'on défendait dans les luttes sociales et dans chaque manifestation de l'époque. Il n'y avait pas de séparation entre théorie et pratique : ce qu'on disait, on le vivait à ce moment-là.

Comme tout le monde le sait, une répression féroce s'abattit à l'époque contre toutes les expressions du mouvement de l'antagonisme radical et social. Il y eut donc une marée d'arrestations et de mégas-procès contre les compagnons inculpés par des sbires et des magistrats qui s'occupaient, à chaque fois, de telle ou telle autre expression organisée armée. On commença donc à se pointer aux procès qui avaient lieu dans plusieurs villes (Livourne, Florence,...) contre les compagnons.

Cette façon d'appuyer la lutte subversive se confondait avec une complicité solidaire envers tous ceux qui étaient touchés par la répression policière et judiciaire. Notre présence et celle de nombreux autres compagnons suscitait l'enthousiasme et l'envie de lutter, aussi bien en nous que chez les compagnons emprisonnés. Respirer et conspirer contre l'Etat était devenu le quotidien et la façon de vivre et de sentir de chacun d'entre nous.

Au début, les rapports à l'intérieur du cercle Filippi, de la façon dont je l'ai vécu, furent conflictuels entre les jeunes et les soi-disant "anciens" parce que je cherchais des modes d'action —mon envie croisant celle de beaucoup d'autres— qui ne se concrétisaient ni dans l'immédiat ni dans les problèmes spécifiques qu'il fallait affronter. Naturellement, je ne comprenais pas cette fermeture apparente des "anciens", peut-être pensais-je que tout m'était dû, choses qui adviennent souvent chez les jeunes au sang chaud et pleins d'enthousiasme.

C'était peut-être pour nous apprendre ce qui ne s'enseigne pas : leur attitude passionnelle et cynique était la conséquence de la façon particulière qu'ils avaient de faire référence à leur vie et à leur révolte. N'ayant moi-même pas passé la moitié de ma vie en prison, ce qui leur était par contre arrivé, je ne réussissais pas à en percevoir le sens. Ce fut la rudesse du conflit avec ces anarchistes « maudits » qui devenaient de « mauvaises fréquentations », qui m'a donné la possibilité de grandir de façon autonome dans tous les sens, sans me créer aucun mythe. Lorsqu'on est vivant et non pas végétatif, aucun rapport formalisé ou parcours préétabli ne peut exister. Voilà pourquoi les rapports totalement horizontaux et les face-à-face ne laissaient pas place à l'opportunisme. Ces compagnons portaient en eux une rude franchise, ainsi qu'une humanité désormais introuvable... Ils vivaient une vie pleine où le discours du mouvement, de la pensée et de l'action était tout un ; ils vivaient leur vie comme un « jeu ».

Il n'y avait aucun discours organisationnel rigide parmi nous, il n'existait pas de groupes d'affinité établis, mais des groupes qui naissaient pour des actions déterminées puis qui se dissolvaient aussitôt. Il n'y avait pas de leader ni de chef. Tout était exprimé dans un rapport libre, solidaire et sans domination. Il y avait du respect pour chaque action directe de révolte, sans en privilégier aucune. Ce qu'on m'a appris, c'était que j'avais plus de capacités que celles que je pensais avoir. Ces compagnons, ayant passé la moitié de leur

vie en prison, ouvraient le chemin du « savoir tout faire et tout de suite » en pleine liberté et responsabilité.

Personnellement, le rapport le plus intime, je l'ai entretenu avec Belgrado et Sergio, qui étaient les compagnons les plus présents au cercle. Ce qui m'a marqué, ce fut leur grande ouverture d'esprit, leur compréhension des différentes positions, la modestie face à tout rapport arrogant typique de ceux qui ont une grande culture. Une phrase de Belgrado me toucha : « *Mon orgueil est de n'avoir donné pas même une heure de travail à l'Etat.* » Quant à Sergio, pourtant très semblable à lui, je me souviens de sa grande humanité et fermeté de caractère. Il suffit de penser qu'il a soutenu pendant plus de 30 ans les positions de Belgrado, Mariga, Zava et tant d'autres, capturés par l'Etat, en affrontant tous ceux qui, tout en étant anarchistes, se conformaient et s'adaptaient au fur et à mesure au nouvel Etat post-Résistance. Pour ma part, je pense que ces compagnons, quelle que soit leur situation, étaient toujours présents et qu'ils avaient une vision et une pratique de la solidarité qui allaient au-delà de leur entourage, car elle était étendue à tous ceux qui, à l'extérieur ou à l'intérieur, se montraient rétifs et rebelles au pouvoir.

Le cercle Bruno Filippi, malgré sa brève existence, grâce à la présence de tous ces compagnons et de tant d'autres anonymes, eut une intense activité subversive anarchiste dans la vie de Carrare. La théorie marchait avec la pratique, contre toute spécialisation de vie et de lutte. On pratiquait notamment la solidarité réciproque, par exemple en se déplaçant dans d'autres villes pour appuyer les activités développées par d'autres compagnons. Le résultat fut que des compagnons de toute l'Italie, et même de l'étranger, venaient au cercle. L'œil de l'autorité, comme on pouvait s'y attendre vu la vivacité de la situation, porta une attention nouvelle et conséquente à cette renaissance de l'activité subversive anarchiste dans la ville. On se réappropriait ce qu'on avait perdu dans le mouvement au cours des années.

En ce qui concerne les positions de Belgrado, Mariga et des autres "vieux" quant à la propagande et l'organisation armée, par exemple sur celle qui a concerné notre mouvement (cf. *Azione Rivoluzionaria*), il faisaient preuve d'une grande compréhension et d'une ouverture d'esprit, sans rejeter pour autant les nombreux jeunes qui avaient des positions qui semblaient plus conformistes et qui tendaient à s'adapter au système, ressemblant en cela déjà à de vieux conservateurs. Je dis cela parce qu'ils manifestaient une grande disponibilité à apprendre et à se confronter. Ce que je peux vous dire de moi à partir de cette expérience, c'est que rien n'est dû à personne, si ce n'est à des compagnons en qui on a confiance. L'humanité, la méchanceté parfois, et la dignité toujours sont ce qui fait la vie et la révolte... sans maîtres.

Un compagnon du cercle anarchiste "Bruno Filippi" de Carrare

---

1. *Azione Rivoluzionaria* : Groupe de lutte armée libertaire actif entre 1976 et 1979. Il a notamment revendiqué l'attaque contre les Edizioni Paoline, l'explosion du magasin de Luisa Spagnoli qui exploite les prisonniers (La Spezia, 3 février 1977), la jambisation du docteur Alberto Mammoli (31 mars 1977), les explosions d'un bureau de placement et d'un concessionnaire Opel (Milan, 30 avril 1977), les explosions d'une centrale électrique, d'un bureau de placement et du siège Michelin (Turin, 1er mai 1977), l'attaque et le sabotage de chantiers des nouvelles prisons (Florence et Livourne, 17 juillet 1977), l'attaque contre l'usine IPCA (Ciriè, 2 août 1977), l'explosion contre les bureaux du journal La Stampa (lié au dirigeant de FIAT, Agnelli) et la jambisation du journaliste de L'Unità (lié au Parti communiste) Nino Ferrero (Turin, 17-18 septembre 1977), l'explosion contre le Palais des Sports

(Turin, 21 septembre 1977), l'interruption partielle des communications urbaines (Milan, 28 septembre 1977), l'explosion du siège administratif du journal Corriere della Sera (Milan, 24 février 1978), les attentats contre la Banca di Roma et le concessionnaire Ferrari (Rome, 6 avril 1978), l'attaque contre le local de la Democrazia Cristiana (Aoste, 19 juin 1978), l'attaque contre IBM (Turin, 23 juillet 1978), l'attaque des bureaux du journal Gazzetta del Popolo (Aoste, 29 juillet 1978).
Les textes de revendications et les documents théoriques ont été publiés dans Azione Rivoluzionaria, *Contributi alla critica armata libertaria*, edizioni Anarchismo (Catania), 1980, 92 p.

Table des matières